

RÉVÉLATEUR D'OPPORTUNITÉS ET D'OPINIONS DANS L'OCÉAN INDIEN

L'Eco austral

N° 286 - Mai 2014 - 5€



RÉUNION

L'ARRIVÉE DE PATRICK DRAHI

Il va dominer les marchés de la
téléphonie mobile et de l'Internet

OCÉAN INDIEN
SOMMET DE LA COI EN JUILLET :
DES AMBITIONS À RÉALISER

MAURICE
VELOGIC JOUE L'OUVERTURE

Eric Piermont/AFP



3780999440450902190

Réunion, Mayotte 5€ / Madagascar 12 500 ariary / Maurice Rs 150



KEEP WALKING

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ.

BLUEBIZ

La façon la plus simple de récompenser votre entreprise



3 raisons de découvrir BlueBiz

1

Votre entreprise cumule des **Blue Credits** à chaque vol.

2

Transformez vos **Blue Credits** en billets primes pour vos collaborateurs et vous.

3

L'adhésion est **gratuite**.

Rejoignez-nous sur airfrance.re



par Alain Foulon
Directeur
de la rédaction

« Le président du MEDEF Réunion vient de vendre son entreprise à une multinationale dirigée par l'Israélien Patrick Drahi qui, dans la foulée, s'est payé Only et SFR. »

QUAND LE MEDEF RÉUNION DONNE LE MAUVAIS EXEMPLE

La première organisation patronale de La Réunion n'a décidément pas de chance. Son précédent dirigeant, François Caillé, a conduit son groupe familial à la désintégration et quelques petits entrepreneurs, parmi ses fournisseurs, en ont mis la clé sous la porte. Son dauphin à la présidence du MEDEF, Yann de Prince, joue dans un autre registre. Plus malin sans doute, il vient de vendre son entreprise Mobius à une multinationale dirigée par l'Israélien Patrick Drahi qui, dans la foulée, s'est payé Only et SFR. De quoi inquiéter les salariés de ces entreprises. Car en Israël, sa patrie d'adoption, Patrick Drahi n'a pas fait dans la dentelle. Nos lecteurs pourront s'en rendre compte dans un portrait « *non autorisé* » que nous publions dans ce numéro. Mais rien de significatif ne se passera dans l'immédiat car l'Autorité de la concurrence doit d'abord se prononcer d'ici le mois de novembre. Et un entrepreneur réunionnais pourra peut-être en profiter pour récupérer une licence en téléphonie mobile. Pour ma part, cela ne m'étonnerait pas que ce soit Abdéli Goulamaly. Ce dernier, engagé avec son groupe Océinde dans de gros investissements dans la fibre optique, est capable de mobiliser encore des ressources. Heureusement qu'il reste quelques groupes familiaux indépendants ! Heureusement pour La Réunion ! Dans l'île voisine de Maurice, il faut reconnaître que les groupes locaux ont su mieux préserver cette indépendance. Et si aujourd'hui, certains comme CIEL et Rogers font entrer dans leur capital ou ceux de leurs filiales de gros acteurs étrangers – français en l'occurrence – ils ont réussi quand même à garder le contrôle. Résultat des courses, les principaux secteurs de l'économie mauricienne sont dominés par des groupes locaux, à commencer par le secteur bancaire. La MCB (Mauritius Commercial Bank) a pu financer une bonne partie de l'économie mauricienne et nul doute que la simple succursale d'une banque multinationale n'aurait pas été si loin. D'autant que ces banques

multinationales ne sont pas au meilleur de leur forme et que Maurice compte pour elles comme quantité négligeable. Le syndrome du largage est toujours possible.

Du côté de Madagascar, pays d'avenir et qui le reste depuis des décennies, comme chacun sait, le nouveau président se montre fin manœuvrier. L'expert-comptable à la tête de l'État semble aussi être un bon joueur d'échec... ou de jeu de go. Il a su installer un complice comme Premier ministre et évacuer de la scène politique l'ancien président de la transition tout en se mettant l'armée dans la poche et rassurant les bailleurs de fonds. Chapeau ! On va finir par croire que Madagascar est un pays d'avenir qui ne le restera pas éternellement. C'est-à-dire que cet avenir pourrait se réaliser. Ce qui serait une chance pour La Réunion et pour Maurice.

Les périodes de crise (« *Krisis* » en grec, qu'on peut traduire par « *faire un choix* ») sont toujours passionnantes dans le sens qu'elles obligent à se remettre en cause et à prendre des décisions stratégiques. Et les entrepreneurs sont les premiers concernés et les mieux placés parce que rompus à la prise de décision. C'est même le cœur de leur métier que de décider. Nul doute que certains sauront rebondir et que d'autres disparaîtront avec ou sans leur entreprise, et parfois avec une belle somme en poche. L'avenir repose finalement dans la capacité de trouver une relève dans l'entrepreneuriat. Chaque île de l'océan Indien se situe, à sa façon, à la croisée des chemins et doit trouver ses nouveaux relais de croissance. L'Afrique en sera-t-elle une voie royale ou bien un simple mirage ? Il est trop tôt pour le dire. Mais l'on peut déjà affirmer que les « *clusters* » prônés par l'Américain Michael Porter sont une bonne façon d'aborder un continent très convoité. À condition de trouver un minimum d'entente dans des milieux insulaires – et dans un contexte régional – où cet exercice s'avère toujours difficile.

À Madagascar, l'expert-comptable à la tête de l'État semble aussi être un bon joueur d'échec... ou de jeu de go. »

Créateur de lien entre l'Afrique et l'Asie



Implantée à Maurice, Afrasia est le spécialiste financier et bancaire reliant l'Afrique, l'Asie et le reste du Monde.

Notre compréhension de la région nous permet de conjuguer avec les différences culturelles et économiques de chaque pays. Nous procurons ainsi des solutions d'investissement flexibles et des conseils personnalisés.

Bénéficiez de notre réseau international et des avantages qu'offrent les prospères marchés émergents.

Banque Privée et de Gestion de Patrimoine Internationale | Banque de Financements et d'Investissements
+230 208 5500 | afrasia@afasiabank.com

Meilleure Banque Privée à Maurice 2013 - The Banker | Meilleure Banque de l'Afrique Australe 2013 - African Banker

L'éditorial d'Alain Foulon **3**

Quand le MEDEF Réunion donne le mauvais exemple

Tapis Rouge **8**

Ceux qui font bouger l'océan Indien

Décryptage **12**

Échos, confidences et analyses

Économie **14**

>Réunion



- 14** L'Israélien Patrick Drahi va-t-il détenir 68% du marché de la téléphonie mobile ?
- 18** Patrick Drahi : ce milliardaire inconnu fait sensation
- 22** La Caisse des Dépôts atteint un niveau record d'activité
- 24** Les Doctoriales veulent relier les chercheurs aux acteurs économiques
- 26** Nautilus prend le contrôle de l'agence antillaise Adhoc
- 28** Le tourisme frappé par un marché métropolitain en berne
- 30** L'UMIH annonce l'expérimentation d'un label artisan cuisinier

>Maurice



- 32** Velogic joue l'ouverture : de nouveaux partenaires pour de nouveaux marchés
- 36** Implantation du leader français des résidences services seniors
- 38** Harel Mallac réduit ses pertes et confie son redressement à un nouveau CEO
- 40** L'Institut de la francophonie pour l'entrepreneuriat se tourne vers l'Afrique

>Océan Indien



- 42** Les ministres de la COI fixent le cap du prochain sommet

>Madagascar

- 46** Hery Rajaonarimampianina se révèle fin stratège
- 48** Le secteur privé fait ses propositions au nouveau président

>Afrique du Sud

- 49** L'ANC promet de transférer le pouvoir économique aux noirs

>Afrique



- 50** L'Angola veut renforcer ses relations avec la France

a *Rogers* enterprise

Integrated Logistics & Freight Forwarding

Freight Forwarding
Customs Clearance
Domestic Transport
Warehousing
Containers
Parcel & Courier

VELOGIC

Trade it easy

Head Office

Freeport Zone 7, Mer Rouge, Port Louis, Mauritius

Tel (230) 206 1000 Fax (230) 240 2296

www.velogic.net

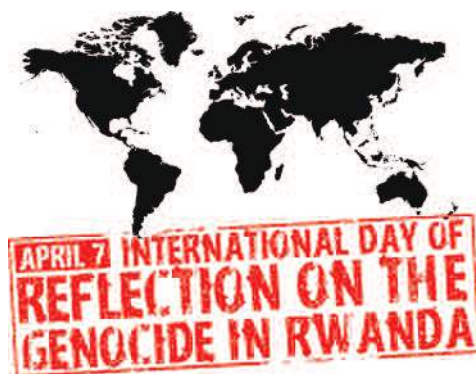
Other Offices

France - India - Madagascar - Mozambique - Reunion

Opinion 54



- 54 Les ambitions maritimes contrariées de la Chine
- 58 Génocide du Rwanda : où en est l'historiographie ?



- 62 Conseils pratiques pour ceux qui souhaitent entreprendre en Afrique
- 64 France : Non, les mesures annoncées ne vont pas dans le bon sens !
- 66 Être russe, jusqu'où ? Ce qu'en disait Soljenitsyne

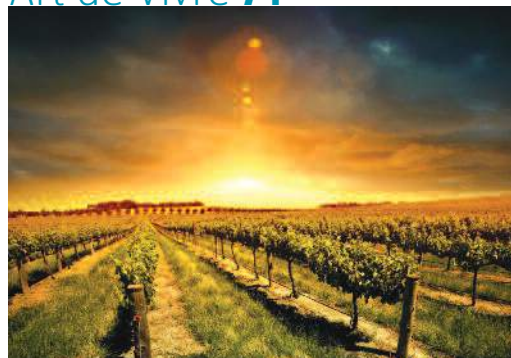


L'Entreprise 68



- 68 Les limites du marketing traditionnel
- 70 Et pourquoi pas l'Ho'oponopono sur votre lieu de travail ?
- 72 Être entrepreneur de soi pour transformer la crise économique en opportunités

Art de Vivre 74



- 74 La folie du vin s'empare du marché chinois
- 76 Notre sélection de livres
- 80 Notre sélection de vins
- 82 Audi S3 : une bourgeoise en tenue de sport



ÉDITEUR : L'Eco austral
SARL au capital de 61 000 euros
RC 95 B 621 - Technopole de La Réunion
2, rue Émile Hugot - BP 10003
97801 Saint-Denis cedex 9
Tél. : +(0) 262 41 51 41
Fax : +(0) 262 41 32 14

REPRÉSENTANT À MAURICE

Éditions Australes Internationales Ltd
8, rue d'Artois, Port-Louis, Ile Maurice
Tél. : (230) 211 7165
Fax : (230) 211 5605
✉ ecoaustral@intnet.mu

Directeur général : Alain Foulon

Commission paritaire n°1216 K 86953
ISSN 1260-3007

RÉDACTION

Directeur : Alain Foulon
Tél. : +(230) 211 7075
✉ alainfoulon@ecoaustral.com

Rédaction Réunion :

Philippe Stéphant - Tél. : 0692 28 11 66
✉ ph.stephant@gmail.com

Rédaction Maurice :

Jean-Michel Durand
Tél. : +(230) 211 7096
✉ jeanmicheldurand@ecoaustral.com
Davidsen Arnachellum
Tél. : +(230) 5 255 4525
✉ d.arnachellum@ecoaustral.com

Rédaction Madagascar :

Tsirisoa Rakotondravoavy, responsable
Tél. : +(261) (0) 34 52 422 72
✉ tsirisoa@ecoaustral.com
Njaratiana Rakotoniaina
Tél. : +(261) (0) 33 12 877 41
✉ njara@ecoaustral.com
Mbolahasina Maminirina
Tél. : +261 34 04 651 79
✉ maminirina@ecoaustral.com

PUBLICITÉ RÉUNION

Gilles Michel - Tél. : +(0) 262 41 71 78
✉ gmicel@ecoaustral.com

PUBLICITÉ POUR MAURICE

Sales Manager : Françoise Cotry
Tél. : +(230) 211 7167
✉ f.cotry@ecoaustral.com

PUBLICITÉ POUR MAYOTTE

Pierre-Yves Broca - Tél. : +(0) 692 87 85 11

PUBLICITÉ POUR MADAGASCAR

L'Eco austral Madagascar
Immeuble ZEPHIR III
16 Rue Lumumba-Tsaralalana
BP 1722 101 Antananarivo
Tel : 020 22 317 66
Ravaka « secrétariat »
Mobile : 032 03 317 66
✉ ravaka@ecoaustral.com
Vololonirina Raminintsoa
Mobile : 034 01 289 96
✉ nerina@ecoaustral.com

MISE EN PAGE/SUIVI DE PRODUCTION

Pierre-Alain Appadoo/Nathalie Denis
✉ montage@ecoaustral.com

IMPRESSION

Precigraph Ltd - Tél. : +(230) 212 1546

Dépôt légal : Mai 2014

Directeur de la publication : Alain Foulon

BULLETIN D'ABONNEMENT PAGE 81

Tapis Rouge

MAURICE ABC AUTOMOBILE

OUVRE UN NOUVE ESPACE.

« Ce centre moderne rend nos produits et services plus accessibles à nos clients », souligne Dean Ah Chuen, directeur exécutif de la division automobile du groupe ABC, en présentant sa Car Gallery et son Service Centre. Situé à Phoenix (centre de l'île), près du centre Porsche lui-même récemment inauguré par le groupe, le site réunit un large choix de véhicules, dont tous les modèles Nissan, les marques Fiat et Alfa Romeo. En plus du showroom a été créé un espace dédié aux révisions et

réparations. Les pièces détachées neuves d'origine ainsi que les accessoires pour véhicules y sont disponibles. Les clients peuvent profiter de l'Express Service. Il permet de faire remplacer et vérifier le parallélisme de ses pneus, d'effectuer sa vidange ou de remplacer ses pneus et ses batteries en un temps record. Sans oublier le centre de lavage disponible sur place.



Davidson Amachellum

MAURICE LES INDUSTRIELS REGARDENT DU CÔTÉ DE L'AFRIQUE.

Il n'y eut pas grande influence à la dernière assemblée générale de l'AMM (Association of Mauritian Manufacturers), au nouveau siège de Telfair (Moka), mais du beau monde. Et des débats assez riches même si la longueur du discours du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Protection des consommateurs, Cader Sayed-Hossen, les a quelque peu raccourcis. Il était question de l'Afrique et Catherine

Gris, chargée de mission à l'AMM, avait choisi la formule des « grands témoins » : des entrepreneurs et dirigeants venant parler de leur expérience africaine ou malgache. Ahmed Parkar, dirigeant du groupe textile Star Knitwear, se montrait satisfait de son activité d'exportation en Afrique du Sud, « un pays qui est une autre Afrique ». Concernant l'Afrique en général, il regrettait l'importance de la corruption qui dissuade trop souvent d'y investir. Autant d'éléments qui montrent que le continent noir – qui intéresse de plus en plus les industriels mauriciens – n'est pas simple à aborder. À signaler la présence, à cette assemblée générale, de Jérôme Isautier, président de l'ADIR, l'équivalent à La Réunion de l'AMM. Notre photo, de gauche à droite : Gérard Garrioch, ancien président de l'AMM, Catherine Gris, chargée de mission, Gérard Boullé, président en exercice et Vincent d'Arifant, past-président.



Loïc Salani/AMM

MAURICE UN MILLION DE MEMBRES POUR LE SITE DE JULIEN FALIU.

Expat-Blog a été créé en 2005 pour répondre aux besoins des expatriés et futurs expatriés dans le monde entier. Cette entreprise mauricienne, créée par le Français Julien Faliu (notre photo), connaît un fort développement en diffusant des informations pratiques dans plusieurs langues et en mettant en relation ses membres qui peuvent aussi passer des annonces. La nouvelle version de son site est accessible avec tout type de terminal : mobile, tablette, mini-tablette... « Nous voulons être au plus près des demandes des expatriés, cette innovation va leur permettre de chercher, n'importe où et n'importe quand, des informations et des conseils », souligne le fondateur et dirigeant d'Expat-Blog qui va d'ailleurs changer de nom en devenant tout simplement « expat.com ».



DR



DR

ETATS-UNIS UN MALGACHE PDG D'HONEYWELL ACS.

Dans la continuation d'un parcours exemplaire, Alexandre Ismail vient de prendre la commande du leader mondial des solutions de contrôle pour le bâtiment et l'industrie, la sécurité, l'analyse et la mobilité (chiffre d'affaires de 16 milliards de dollars en 2013). Titulaire d'une maîtrise en finances de l'université Paris Dauphine, d'un MBA d'HEC Paris et certifié par Black Belt Six Sigma, Alexandre Ismail a fait ses débuts à Socota, l'industrie familiale spécialisée dans le textile, et a travaillé dans ce secteur pendant six ans. En 1997, il entre chez Honeywell au sein de la division Aérospatiale où il a occupé divers postes aux Etats-Unis et en Europe avant de rejoindre deux ans plus tard la division Turbo Technologies d'Honeywell. Au sein de cette division, il a occupé tour à tour les postes de gestionnaire de la clientèle et des ventes, vice-président et General Manager de l'activité Turbo pour l'EMEA (Europe Moyen Orient et Afrique) et l'Inde, vice-président pour l'EMEA, directeur international du Marketing et Business Development et président d'Honeywell Turbo Technologies jusqu'en 2008. Alex Ismail a ensuite occupé le poste de Pdg d'Honeywell Transportation Systems chez Honeywell Specialty Materials LLC et cela jusqu'en avril 2009, puis au sein d'Honeywell International Inc jusqu'au mois de mai 2013. Il est apparu en qualité de spécialiste du secteur dans des dizaines de publications dont le *Wall Street Journal*, *Reuters*, *Bloomberg/Business Week* et *Automotive News*.



Philippe Stéphanant

afnor

GROUPE

MADAGASCAR LE GROUPE AFNOR OUVRE À TANANARIVE.

Cette nouvelle délégation, située au Tana Water Front et dirigée par François Schmitt, est placée sous la responsabilité du directeur régional Dimitri Schaub, basé à Maurice. Ce dernier n'a toutefois pas autorité sur La Réunion qui dépend d'Afnor France. Toujours est-il que l'association Afnor, spécialisée dans les normes, accentue son développement dans l'océan Indien. Cette implantation à Madagascar intervient au moment où la situation politique du pays se normalise et alors que l'industrie malgache a l'ambition de décoller à l'international. En la matière, les normes seront incontournables. Afnor Certification est le premier organisme certificateur en France et figure parmi les leaders mondiaux.



SEYCHELLES L'HÔTEL EPHELIA SE DISTINGUE SUR HOLIDAYCHECK.COM.

Les clients ont particulièrement recommandé cet hôtel de luxe du groupe mauricien Constance. Il a obtenu des avis très positifs pour la qualité de ses services tout le long de l'année 2013. HolidayCheck.com est un site web de référence, spécialisé dans la vente de séjours touristiques. Sa base de données comprend plus de 300 000 hôtels dans le monde. « Nous sommes très fiers d'avoir été recommandés par nos clients. Notre stratégie, qui consiste à les placer au centre de nos préoccupations, porte ses fruits et nous continuerons à leur offrir des services exceptionnels », commente Jean-Jacques Vallet, dirigeant du groupe Constance.



DK

RÉUNION DE GRANDS NOMS DE LA GASTRONOMIE AU MAKASSAR FESTIVAL.

Pour la 6ème édition du Festival de la gastronomie et du vin, organisé par le Palm hôtel & spa, établissement 5 étoiles de Petite-Ile, dans le sud de La Réunion, de grands noms de la cuisine et du vignoble français ont fait le déplacement. Philippe Joannes, MOF (Meilleur ouvrier de France en 2000) et chef exécutif de l'hôtel Fairmont Monte-Carlo, parrain du festival, s'est produit en « cooking live show » avec le chef du Palm, Fabien Guillaume. Le sommelier gérant des Caves du Palm, Sébastien Chabert, a organisé un concours d'œnologie avec quatre vignerons de grands terroirs français : Frédéric Magnien, Laurent Brotte, Damien de Besombes et Jean-Luc Baldès. Le restaurant gastronomique du Palm, le Makassar, a donné son nom à cet événement annuel qui propose des déjeuners et dîners dégustation et un salon du vin, sur le site de l'hôtel, avec les viticulteurs et leurs produits et les artisans producteurs locaux. En 2010, Sébastien Chabert, jusqu'alors sommelier du Palm, a ouvert à Saint-Pierre « Les Caves du Palm », où l'on retrouve les crus découverts au restaurant Makassar tout au long de l'année.

Au centre sur la photo : Philippe Joannes, chef exécutif de l'hôtel Fairmont Monte-Carlo et Laure Fridmann, chef pâtissière du Palm Hôtel & Spa, entourés des participants au Makassar Festival.

RÉUNION LES AGENCES DE PUB FONT LEUR PUB.

Pour la 4ème édition de ses JAO (Journées agences ouvertes), l'AACC Outre-mer (Association des agences conseils en communication) a investi le Barachois (front de mer de Saint-Denis), le 1er avril, pour inviter les étudiants de différentes filières professionnelles à découvrir les métiers de la communication. « Nous souhaitons montrer aux jeunes que la filière professionnelle existe à La Réunion, explique Fabrice Boutin (notre photo), président de l'AACC Outre-mer et directeur général de l'agence Facto-Saatchi & Saatchi. Dans les filières créatives, La Réunion souffre d'un déficit de jeunes vocations. Nous voulons leur montrer ce que nous faisons et les motiver à suivre cette filière, car elle nécessite un recrutement constant. » L'AACC Outre-mer regroupe à La Réunion les sept premières agences de l'île.



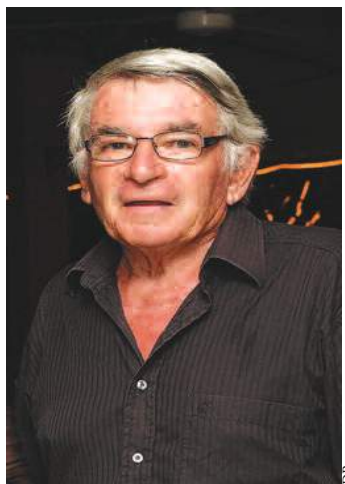
Philippe Stéphanant

MAURICE L'ANGSANA ÉLU MEILLEUR SPA.

Ouvert depuis deux ans, l'hôtel Angsana Balaclava vient de recevoir, lors des World Luxury Hotel Awards 2014, le prix du meilleur spa pour Maurice. L'établissement s'appuie sur l'expérience du groupe singapourien Banyan Tree qui assure sa gestion sous l'enseigne Angsana et qui est très réputé pour la qualité de ses spas. L'Angsana est l'un des rares établissements de l'île qui propose d'authentiques massages thaï, de l'ayurveda (avec un consultant) et autres. Son spa comporte 9 cabines (avec salle de bain), dont 6 doubles et 3 simples et propose une carte de soins très fournie dont l'hydrothérapie. Ses thérapeutes sont formés et accrédités par Banyan Tree Spa Académies. Inauguré en décembre 2011 dans le nord-est de l'île, l'hôtel ne comprend que 51 suites et une villa impériale.



MAURICE VLASSIA FERRIE LANCE LES EXPERTS DU TOURISME. « *Il s'agit d'accompagner les hommes et les femmes du tourisme en leur apportant des solutions précises, du diagnostic à la mise en œuvre* », explique la chef d'entreprise qui fait appel à un réseau de consultants. Une première formation de quatre jours dans le e-tourisme est prévue du 24 au 27, à l'hôtel Tamarin (côte ouest). Le but est d'apprendre à « *construire sa stratégie digitale* ». La formation est animée par Jérôme Maman, expert français en charge de la gestion de l'activité e-commerce d'Ubisoft EMEA à travers ses sites marchands en ligne dans 16 pays. Vlassia Ferrie dispose d'une solide expérience de quatorze années dans l'univers du voyage. Une expérience commerciale d'abord au sein de tours-opérateurs, puis de consultante avec une collaboration au sein d'Amadeus. Elle a eu aussi l'occasion de lancer une nouvelle marque sur le marché touristique français pour la compagnie Chaîne thermale du soleil, appartenant au chef trois étoiles Michel Gérard. Elle a fédéré tous les directeurs du parc hôtelier, soit 23 établissements, afin qu'ils puissent l'accompagner dans le projet « *Compagnie des Spas Thermaux* ». L'itinéraire professionnel de Vlassia Ferrie est aussi passé par la compagnie aérienne Corsair où elle participa à l'élaboration de la politique commerciale. Elle a ensuite décidé de poser ses valises à Maurice et d'y créer sa propre entreprise. Pour plus d'infos : <http://formation.lesexpertsdu tourisme.com>.



MAURICE LA REVUE CÔTE NORD FÊTE SES 20 ANS. Créée et dirigée par le journaliste Claude Huc (notre photo), décédé en juillet 2011, cette publication touristique est aujourd'hui dirigée par l'une des ses filles. Et toujours avec le concours de Pierre-Alain Appadoo qui en assure la mise en page et le suivi de production. Ce dernier a d'ailleurs été le fidèle collaborateur de Claude Huc, journaliste talentueux aux accents de poète pour parler du voyage et du rêve, mais qui écrivait encore ses articles à la main. « *Il fallait donc déchiffrer tout ça et saisir les articles pour pouvoir les mettre en page.* » Un sacré travail pour une revue dont certains numéros approchaient les 200 pages. Aujourd'hui, Côte Nord est passé à l'ère de l'Internet avec son site www.cotenordmag.com.

MAURICE SUCCÈS DES RENDEZ-VOUS BUSINESS 2014 DE MAURITIUS TELECOM. Ce fut l'occasion pour l'opérateur leader sous la marque Orange de dévoiler ses services « *cloud* ». L'événement s'est tenu les 24 et 25 avril à la Cybertour d'Ebène et a attiré plusieurs centaines d'hommes d'affaires et de décideurs économiques. On trouvait, sur ce mini-salon professionnel, des stands de démonstration et l'on pouvait assister à des conférences, animées par les responsables de Mauritius Telecom et des experts internationaux en matière de « *Cloud Computing* ». Parmi les conférenciers, Jean-Paul Cottet, vice-président Marketing & Innovation et des Nouvelles activités de croissance chez France Telecom, Kapil Reesaul, directeur commercial de Mauritius Telecom, Yagianath Rosunee, Senior Executive Enterprise Market de Mauritius Telecom, Rai Basgeet, Senior Executive Business Development de Mauritius Telecom et Anni Lai, responsable du développement des affaires pour le Cloud Computing chez Huawei. Ils ont abordé les nombreux avantages des services « *cloud* » pour les entreprises, entre autres la possibilité de réduire leur budget d'immobilisations (en anglais « *Capital Expenditures* ») et d'opter pour une formule de paiement selon l'usage ; de se prémunir contre les risques d'obsolescence des logiciels ou des serveurs et de se concentrer sur leur cœur de métier.



RÉUNION SYNERGIE JEUNES LANCE REX ENTREPRENEURIAT. Première rencontre de ce type le 27 avril, au Transfo, avec une trentaine de jeunes entrepreneurs et porteurs de projets venus partager leurs expériences et se conseiller mutuellement. Au programme : gestion de projet, gestion RH, financement et approche commerciale... L'initiateur de cette rencontre Rex Entrepreneuriat est Synergie Jeunes, un réseau régional qui regroupe une soixantaine de jeunes entrepreneurs de La Réunion, Madagascar, Maurice, l'Union des Comores et les Seychelles. Il s'agit de promouvoir l'entrepreneuriat, de développer la coopération régionale et de favoriser l'entraide entre les jeunes entrepreneurs. Site internet : <http://synergiejeunes.re/>



RÉUNION UN COLLOQUE DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE.

Une quinzaine d'experts ont fait le déplacement dans le cadre d'un planning de rencontres et de mises en commun des recherches sur la prévision d'ensoleillement, la « Tâche 46 », qui sera clôturée en 2016. Après les Etats-Unis et l'Allemagne, La Réunion est une destination privilégiée pour des travaux sur la prévision d'ensoleillement. « Le solaire photovoltaïque se conçoit désormais en association avec des solutions de stockage d'énergie, mais on s'aperçoit que pour optimiser les coûts du stockage, il faut avoir de bonnes prévisions », explique Philippe Lauret, professeur responsable de l'énergie solaire au laboratoire Piment de l'université de La Réunion. En agrégeant toutes les sources de prédictibilité d'ensoleillement, les prévisions gagnent fortement en fiabilité. « L'incertitude peut se réduire de presque 90% », précise David Renné, animateur de la « Tâche 46 » et président de l'ISES (International Solar Energy Society). Cette ONG accréditée par les Nations Unies est le principal organisme de conseil en énergies renouvelables pour la communauté internationale. « La Réunion présente un très gros potentiel en énergies renouvelables et peut bénéficier des connaissances que nous apportons pour la prévision d'ensoleillement, ajoute Richard Perez, chercheur franco-américain installé à New York. Avec de bonnes prévisions, le coût du stockage peut être réduit de 50%. »



Philippe Séphant

Sur la photo, de gauche à droite : Philippe Lauret, directeur de l'équipe de recherche du laboratoire Piment, David Renné, président de l'ISES, Richard Perez, chercheur franco-américain et Emeric Tapaches, doctorant réunionnais.



DR

MAURICE ARRIVÉE DU PREMIER DREAMLINER DE THOMSON AIRWAYS.

« Nous sommes très heureux et surtout confiants que cette nouvelle liaison va apporter des avantages évidents à l'industrie du tourisme mauricien. » Le patron de Summertime, Philippe Hitié, représentant de Thomson Airways à Maurice, ne cachait pas sa satisfaction ce 28 avril. Le Boeing 787-8 de cette compagnie britannique, filiale du groupe TUI Travel – propriétaire également de Corsair – venait de se poser en provenance de l'aéroport londonien de Gatwick. Philippe Hitié a joué un rôle important dans le lancement de cette nouvelle desserte à un moment où l'hôtellerie mauricienne n'est pas au meilleur de sa forme et se plaint du manque de sièges sur la destination.

MAURICE LANCEMENT DU GALAXY S5 DE SAMSUNG.

Dans la concurrence féroce que se livrent les constructeurs de smartphones, Samsung frappe un grand coup avec son dernier modèle. Comme souvent, le constructeur coréen fait preuve d'innovation puisqu'il allie un appareil photo performant, une connectivité réseau ultra rapide, des applications liées au bien-être et une protection renforcée. Côté système d'exploitation, le S5 embarque un Android 4.4.2 (KitKat). Autre atout : sa certification IP67 qui lui permet d'être résistant à l'eau et à la poussière. L'appareil dispose également d'un lecteur d'empreintes digitales pour le déverrouillage du

mobile afin d'assurer la sécurité des données. « Avec le Galaxy S5, Samsung revient aux fondamentaux et se concentre sur les fonctionnalités les plus importantes pour les utilisateurs », précise Navin Peerthy, directeur régional de Samsung.



DR

RÉUNION LES PREMIERS TROPHÉES DE LA FORMATION. Une initiative d'Opcalia (organisme collecteur) et du MEDEF (mouvement patronal) pour mettre en avant les entreprises qui s'impliquent le plus. Plus de 300 invités sont venus le 29 avril, au domaine du Moca, dans les hauts de Saint-Denis, assister à la remise des prix. Les trophées de la formation professionnelle reviennent à Air Austral (catégorie sécurisation de l'emploi), à Sud Service Traiteur (catégorie entreprise et diversité) et à Nextiraone (catégorie innovation) ; les trophées de l'alternance à la SEMADER (catégorie création de parcours sur mesure), à EDF (catégorie inscription dans le temps) et à Albioma (catégorie politique de qualité formalisée). Il faut ajouter le prix spécial du jury pour Brasseries de Bourbon et le coup de cœur du jury pour Free Coif.



MADAGASCAR

Un très bonne saison pour l'exportation de litchis

Le litchi est l'une des rares filières où Madagascar a brillé en 2013, notamment à l'export. Le résultat a dépassé les espérances dans le secteur où, en 2011, l'État était obligé de limiter la part de l'exportation pour maintenir un prix acceptable. La saison 2013-2014 s'est clôturée en janvier dernier avec un total de 18 000 tonnes de litchis exportés, et la production totale a atteint 100 000 tonnes. L'Europe est le principal client de Madagascar en litchis, notamment la France, les Pays-Bas, l'Espagne et l'Allemagne. Le prix de vente moyen dans les commerces en Europe se situe à 2,50 euros et atteint même 2,90 euros en Allemagne. Les fortes précipitations en Afrique du sud et le cyclone Bejisa à La Réunion ont permis aux exportateurs malgaches de regagner des parts de marché, ces deux pays étant les principaux concurrents de la Grande île. Avec ses 100 000 tonnes de litchis produits sur la saison 2013-2014, Madagascar tient le 5ème rang mondial derrière la Chine, l'Inde, le Vietnam et Taiwan.

RÉUNION

Disparition de Roland Robert

Pilier du Parti communiste réunionnais, longtemps indéboulonnable à la mairie de La Possession et au Conseil général, Roland Robert vient de décéder, le 30 avril, après une carrière politique de plus de quarante-trois ans. Des personnalités de tous bords lui ont rendu hommage, dont la nouvelle ministre des Outre-mer, l'Antillaise George Pau-Langevin, qui a salué « l'engagement sans faille de ce grand élu réunionnais ». Natif du Guillaume Saint-Paul, Roland Robert venait d'avoir 77 ans.



Roland Robert (au centre) en compagnie de Nassimah Dindar et Wilfrid Bertile lors du Conseil des ministres de la COI, à Moroni, les 10 et 11 avril derniers. C'est au cours de ce séjour qu'il a subi un AVC (accident vasculaire cérébral).

Océan Indien

Un large soutien pour la candidature de Jean-Claude de L'Estrac à la Francophonie

« Le vœu que nous formulons aujourd'hui est qu'il soit donné à Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, de porter les valeurs de notre sous-région au-delà des frontières de l'océan Indien. » C'est ainsi, qu'à l'ouverture du Conseil de la COI, le 10 avril, à Moroni, El-Anrif Said Hassane, ministre des Relations extérieures et de la Coopération de l'Union des Comores et président du Conseil, a exprimé le soutien de son pays à la candidature de Maurice à la tête du secrétariat général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Aux côtés de l'Union des Comores, Henry Rabary-Njaka, directeur du cabinet présidentiel et représentant spécial du chef de l'État malgache, Hery Rajoanarimampianina, et Jean Paul Adam, ministre des Affaires étrangères des Seychelles, ont signifié également leur appui à la candidature mauricienne, de même que Nassimah Dindar, présidente du Conseil général de La Réunion. À cet engagement des îles de l'océan Indien en faveur de la candidature de Maurice s'est ajoutée l'expression « *du plein soutien* » du Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA), qui regroupe 19 pays dont 8 sont aussi membres de l'OIF.

FRANCE

Contestation des prélèvements CSG et CRDS sur les revenus des non-résidents

Les prélèvements de la cotisation sociale généralisée (CSG) et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) sur les revenus fonciers et plus-values immobilières des non-résidents prévus par la loi du 16 août 2012 de finances rectificative pour 2012 sont très contestés par les Français de l'étranger. Concrètement, cela revient pour les Français qui ont leur résidence à l'étranger mais qui louent ou vendent un bien situé en France, dont ils sont propriétaires, à payer un impôt qui concourt au financement de la Sécurité sociale en France. D'une part, c'est contraire au droit européen qui prévoit qu'en matière de sécurité sociale, les personnes « *ne sont soumises qu'à la législation d'un seul État membre* ». D'autre part, les non-résidents ne peuvent pas bénéficier de prestation sociale française en contrepartie de ces prélèvements. La Cour de justice de l'Union européenne a été saisie sur ce point par le Conseil d'État. Elle devrait rendre sa décision au second semestre 2015. Si la Cour estime que la CSG et la CRDS prélevées sur les revenus du capital sont bien des cotisations sociales (raisonnement que le juge avait déjà tenu précédemment pour les mêmes prélèvements sur des revenus du travail) et non un impôt, il se peut que la France soit condamnée à rembourser aux contribuables les sommes indûment prélevées. Source : Français du monde-ADFE.



CHINE

Accès mutuel aux marchés boursiers de Shanghai et de Hong Kong

Un programme pilote visant à connecter les marchés boursiers de Shanghai et de Hong Kong a été approuvé le 10 avril par la Commission de contrôle boursier de Chine (CCBC). L'accès mutuel au marché boursier entre la partie continentale de la Chine et Hong Kong permettra aux investisseurs de la partie continentale de réaliser plus facilement des opérations en bourse

sur le marché boursier de Hong Kong et vice versa, selon un communiqué conjoint publié par la CCBC et la Commission des valeurs mobilières et des marchés à terme de Hong Kong. Approximativement six mois seront nécessaires pour lancer formellement ce programme. D'autre part, la Chine vient d'annoncer le 11 mai la création d'un institut financier national qui devrait devenir son principal « think tank » pour les questions financières, « afin de répondre à la complexité croissante de l'ouverture et de la réforme du pays ». Cet institut, qui sera géré par l'École de finance PBC relevant de l'Université Tsinghua, a été co-créé par l'université et les grands régulateurs financiers chinois, dont la Banque populaire de Chine et les organes contrôlant les secteurs bancaire, boursier et des assurances. Liu Hongru, ancien vice-gouverneur de la Banque centrale et premier président de la Commission de contrôle boursier de Chine, a annoncé que « la réforme financière du pays était entrée dans une phase de construction d'un secteur internationalisé et axé sur le marché. »
Source : agence Xinhua.



MONDE

Albioma confirme ses objectifs 2014

L'ex-Séchilienne-Sidéc, dont La Réunion reste encore le premier marché (avec deux centrales bagasse-charbon), confirme ses objectifs de 123 à 126 millions d'euros d'EBITDA (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization) consolidé et de 33 à 35 millions d'euros de résultat net part du groupe consolidé pour l'exercice 2014. Un développement important est engagé au Brésil où, après avoir finalisé l'acquisition de l'unité de cogénération Rio Pardo Termoelétrica dans la région de Sao Paulo, les équipes d'Albioma sont maintenant au travail sur le site pour améliorer l'efficacité énergétique de l'outil de production. L'usine est d'ores et déjà opérationnelle pour la campagne sucrière qui a débuté. Ce premier projet au Brésil devrait avoir une contribution positive tant au niveau de l'EBITDA que du RNPG dès l'exercice 2014. À noter que c'est le savoir-faire développé à La Réunion et à Maurice qui a permis à Albioma de se positionner au Brésil.

Océan Indien

Dur, dur, le marché de la pub

Les stratégies de régionalisation des professionnels de la publicité se compliquent sérieusement sous l'effet de la crise. Le groupe réunionnais Master vient de fermer les portes de sa filiale mauricienne Facowe et l'agence mauricienne Circus (numéro un à Maurice) vient de réduire nettement la voilure à La Réunion en limitant sa présence à son agence numérique « La Ola ! ». À Maurice, Facto ne s'est pas remis de la perte du budget Orange et a commis aussi des erreurs de casting en employant un premier directeur associé avec lequel ça s'est très mal passé. Son successeur – créatif reconnu – a manqué pour sa part de « rondeur » commerciale et le client Mauritius Union a changé d'agence. Pour François Mandroux, directeur de Master, « depuis le départ d'Orange en 2011 et, malgré nos efforts tant humains que financiers, nous ne sommes pas arrivés à rentabiliser nos activités. La concurrence est trop vive et les prix trop bas ».



À La Réunion, Circus a été confrontée à des coûts de fonctionnement élevés alors que les clients serraient de plus en plus les vis. Globalement, après un recul de 9% en 2013, les investissements publicitaires à La Réunion ont chuté de 15% au premier trimestre. Et les gros annonceurs sont touchés.

FRANCE

Une Réunionnaise nommée porte-parole du PS

Corinne Narassiguin devient l'une des porte-paroles du PS avec l'arrivée de Jean-Christophe Cambadélis. La Réunionnaise, qui a été brièvement députée des Français de l'étranger, avait vu son élection annulée pour cause de comptes de campagne non conformes. Ses domaines d'intervention de prédilection : l'international, le commerce extérieur, la diversité, l'immigration ou encore les sujets sociétaux (elle s'est beaucoup investie sur le projet de loi du mariage pour tous).
Source : FEDOM.

ÉTATS-UNIS

Le premier producteur mondial de pétrole en 2015

Les analystes de la « La Chronique Agora » viennent de prédire ce retournement complet de situation dû au gaz de schiste. D'immenses ressources ont été désormais identifiées dans le sous-sol des États-Unis et devraient permettre à ce pays de devenir dès 2015 le premier producteur mondial de pétrole, dépassant la Russie et l'Arabie saoudite. D'ici 2019, selon l'Energy Information Administration, les États-Unis dépasseront leur pic de production de pétrole brut des années 1970.

L'ISRAÉLIEN PATRICK DRAHI VA-T-IL DÉTENIR 68% DU MARCHÉ DE LA TÉLÉPHONIE MOBILE ?

La fusion de son groupe Numéricable avec SFR lui permettrait d'occuper une position dominante et de se partager avec Orange le marché de l'Internet. Mais l'Autorité de la concurrence a encore son mot à dire et un nouvel acteur pourrait émerger dans la téléphonie mobile.

Par Pierrick Pédel

Le rachat de SFR par Numéricable, le groupe de Patrik Drahi, provoque une nouvelle distribution des cartes dans la téléphonie mobile et l'accès à Internet. Cette fusion est la dernière étape d'une restructuration qui a duré plusieurs mois. Depuis un an, le secteur réunionnais de la téléphonie et de l'Internet se trouve en pleine ébullition. Ainsi, en juin 2013, Altice, qui détient 40% de Numéricable mais montera à 74,6% du capital avec le prochain rachats des parts des fonds Carlyle et Cinven, a acquis Outremer Telecom, propriétaire de l'opérateur réunionnais triple play (téléphonie mobile, Internet et TV) Only. Ce dernier dispose de 12% du marché de la téléphonie mobile et de 18 000 abonnés Internet. Le même mois, Canal Plus a racheté Mediaserv (28 000 abonnés à la Réunion) qui se présente comme le 2ème fournisseur d'accès Internet des départements d'Outre-mer derrière Orange. Puis, en octobre 2013, Altice



Eric Piermont/APP

Patrick Drahi, propriétaire discret de Numéricable, a bâti sa fortune à coups de fusions-acquisitions dans le câble.

s'est approprié l'opérateur télécom Mobius qui commercialise la marque Izi (24 000 abonnés Internet).

Avant la fusion Numéricable-SFR, SRR, la filiale réunionnaise de SFR, opérateur historique à La Réunion, dominait le marché de la téléphonie mobile avec une part de 56% devant Orange Réunion (32%). Sur Internet, Orange restait loin devant avec 75 000 abonnés contre 35 000 pour SRR. Mais après la fusion, l'ensemble SRR-Only-Izi va représenter 77 000

abonnés Internet soit 2 000 seulement de plus qu'Orange.

UN ACTEUR RÉUNIONNAIS POURRA-T-IL ÉMERGER DANS LA TÉLÉPHONIE MOBILE ?

Même si les positions des deux groupes demeurent importantes, elles ne devraient pas alarmer l'Autorité de la concurrence, d'autant

TÉLÉPHONIE MOBILE : LA MATURITÉ EN ATTENDANT LA 4G

Le marché de la téléphonie mobile à La Réunion et à Mayotte s'est stabilisé et les parts de marché des différents opérateurs ne changent qu'à la marge. Le taux de pénétration quant à lui n'évolue plus. Selon les derniers chiffres de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP), le parc total des cartes SIM est pratiquement stable (-0,2%) entre 2012 et 2013 pour représenter 1,1 million d'unités. Quant au parc total actif, qui correspond à l'ensemble cartes SIM sous contrat post-payé et aux seuls clients actifs souscripteurs d'un contrat prépayé, c'est-à-dire les clients ayant émis ou reçu un appel téléphonique, gratuit ou payant, envoyé un SMS, ou effectué au moins une connexion au cours des trois derniers mois, il progresse faiblement sur l'année (+ 1,4%) à 1,019 millions d'unités, représentant ainsi 92,7% du parc total. Sur la même période, le nombre de cartes prépayées passe de 507 000 à 484 000, soit un recul de 4,6%. En fait, la tendance est plus à la souscription de forfaits. Quelque 616 000 clients en ont désormais un contre 595 000 un an auparavant (+ 3,5%). Mais la situation pourrait bien

changer avec l'arrivée de la 4G.

Le gouvernement et l'ARCEP ont indiqué en février dernier que des appels à candidatures seraient lancés d'ici la fin du premier semestre 2014 afin d'attribuer Outre-mer des autorisations d'utilisation de fréquences pour ces réseaux 4G. Dans ce contexte, l'ARCEP a autorisé la société réunionnaise du radiotéléphone (SRR), filiale de SFR, à mener à La Réunion une expérimentation 4G dans les bandes 1800 MHz et 2600 MHz. Cette expérimentation, qui se déroulera sur trois sites (Chaudron SRR, Chaudron CAOR et Duparc), localisés à Saint-Denis et Sainte-Marie, permettra de tester le déploiement d'un réseau 4G utilisant la technologie LTE (Long Term Evolution). Cette expérimentation est la deuxième de ce type autorisée Outre-mer. Une première autorisation a été délivrée en 2013 à la société Dauphin Télécom en vue d'une expérimentation 4G dans la bande 800 MHz à Gustavia (Saint-Barthélemy), Sainte-Anne (Guadeloupe) et Marigot (Saint-Martin).

RÉUNION



Yann de Prince, fondateur de l'opérateur indépendant Mobius (marque Izi) et président du MEDEF local, a créé l'événement en annonçant sa vente au groupe de Patrick Drahi. Ensuite, il y a eu Only et SFR, autres coups de tonnerre.

que Mediaserv (28 000 abonnés Internet) et l'opérateur Zeop (10 000 abonnés), filiale du groupe réunionnais Océinde qui déploie actuellement un réseau de fibre optique dans l'île, sont en train de monter en puissance. En revanche, dans la téléphonie mobile, le nouvel

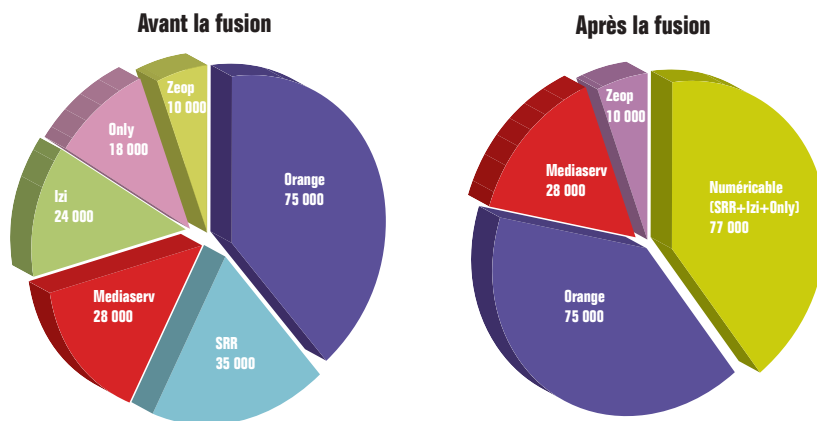
ensemble SRR-Only, avec 68% de part de marché soit plus de deux clients sur trois, aura une position très largement dominante avec ses deux licences. Ce que ne devrait pas valider l'Autorité de la concurrence qui va donner son avis d'ici à sept mois. Même si les

négociations avec l'autorité de tutelle n'ont pas encore commencé, il apparaît probable que Numéricable va devoir se séparer de l'une de ses deux licences de téléphonie mobile. Pour de nombreux observateurs, Mediaserv, la filiale de Canal Plus, était le concurrent le mieux placé pour reprendre une licence, d'autant que son patron, Laurent Agrech, n'avait jamais caché son intention de se positionner sur la 4G. Mais il apparaît que la téléphonie mobile, même de dernière génération, n'entre pas dans la stratégie de l'actionnaire majoritaire Mediaserv. « Nous ne sommes pas candidats au rachat d'une licence de téléphonie mobile à La Réunion. Nous intégrons un nouveau métier et nous allons nous concentrer sur la téléphonie fixe et Internet », a déclaré à l'Eco Austral Jacques du Puy, le président de Canal Plus Overseas. ...

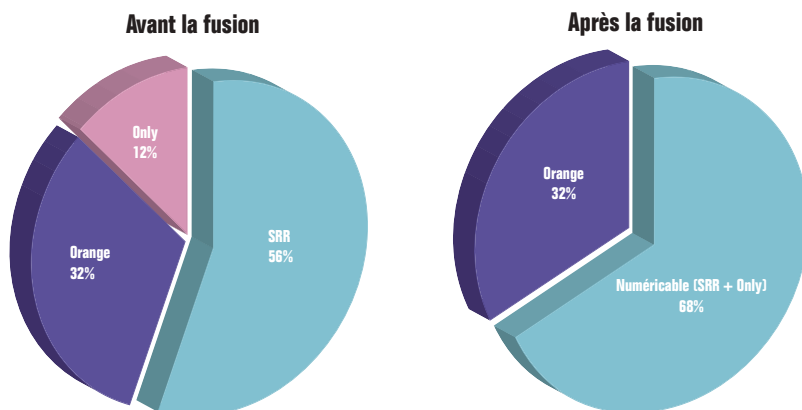
LE PDG DE SFR RASSURE LES SALARIÉS

Alors qu'il leur avait fait faux bond le 15 avril en ne les prévenant que la veille au soir par un e-mail, le Pdg de SFR, Jean-Yves Charlier, est finalement venu à la Réunion le 28 avril pour rencontrer la direction, les syndicats et les salariés de sa filiale SRR. « Je suis là pour réunir mes équipes », a-t-il déclaré de façon laconique à sa sortie de réunion avec les représentants du personnel. Même si Altice, qui possède Numéricable, a plus récemment acquis Izi et Only, Jean-Yves Charlier a affirmé aux représentants syndicaux qu'il n'y aurait pas de fusion entre ces entités, et donc pas de soucis de monopole, de cessation d'activité ou de licenciement. Très inquiets à l'annonce de la fusion Numéricable-SFR, les syndicats se sont donc montrés plutôt satisfaits et surtout rassurés. Il semble qu'aucun changement ne devrait intervenir d'ici la fin de l'année. L'emploi serait en outre préservé pendant 36 mois à partir de la date officielle de rachat de SFR par Numéricable début 2015. Le feu vert à la transaction devrait par ailleurs être donné par l'Autorité de la concurrence dans le courant du mois de novembre prochain. Et c'est à partir de ce moment que les tractations en interne vont commencer afin de mettre en place une nouvelle articulation entre les différentes marques SFR, Izi et Only. La direction va par exemple devoir harmoniser ses tarifs, ce qui ne va pas aller sans poser de problème puisque Only est considéré comme un opérateur low cost comparé à SRR. Mais le problème le plus épineux sera de régler la question de la position dominante dans la téléphonie mobile puisque la nouvelle entité va disposer d'une part de marché de 68%.

MARCHÉ DE L'INTERNET



MARCHÉ DE LA TÉLÉPHONIE MOBILE





Éric Bouquillon (à droite), directeur général Orange Réunion Mayotte, en compagnie du handballeur vedette Jackson Richardson qui prête son image à l'opérateur depuis 2000.

... De fait, Mediaserv a récemment présenté une nouvelle offre grand public, la Canal Box, qui comprend un accès illimité à Internet (20 méga), une ligne de téléphonie fixe et une option d'appels vers les téléphones mobiles. Zeop pourrait être intéressé par le rachat d'une licence mobile, ce qui serait un retour de la famille Goulamaly (groupe Océinde) dans ce secteur. C'est en effet Abdéli Goulamaly, industriel qui exploite la marque de peinture Mauvilac, qui se trouve à l'origine de l'implantation à La Réunion de SFR à travers SRR dont il a été actionnaire avant de sortir du capital. SRR a été le seul acteur dans la téléphonie mobile durant de longues années, avant l'arrivée de France Télécom (aujourd'hui Orange). Mais Zeop est en train de déployer un réseau de fibre optique dans l'île et risque de se trouver confronté à des problèmes de trésorerie. Reste l'hypothèse de l'exploitation de la deuxième licence de Numéricable par un opérateur virtuel comme Antenne Réunion Mobile.

DES CRAINTES POUR L'EMPLOI

Le rapprochement Numéricable-SFR a alerté les syndicats. Izi a programmé la fermeture de trois de ses boutiques (Saint-Denis, Saint-Pierre et Saint-Benoît) pour ne garder que celle installée dans les locaux du siège à La Possession. La Izi Box, désormais commercialisée dans les 26 boutiques Only de l'île, devrait progressivement prendre la place de la Only Box. Par ailleurs, le service clients a été basculé à l'île Maurice. La CFDT, qui annonce qu'une douzaine de ruptures conventionnelles de contrats a été refusée par l'inspection du travail, dénonce « le flou » entretenu par la direction de Mobius. Chez Only, la CFDT regrette que le comité d'entreprise n'ait pas été officiellement informé de la formation du personnel à la vente de la Izi Box et de la mutualisation de techniciens avec les services d'Only. « Nous n'avons même pas eu la visite de notre directeur général », déplore un cadre commercial d'Only. De son côté, la CGT-SRR demande à la direction nationale « des garanties écrites et opposables dans le temps ». Le syndicat réclame aussi « des engagements spécifiques » sur « le maintien de la totalité des emplois directs et indirects (...) quels que soient les remèdes imposés par l'Autorité de la concurrence ». Pour sa part, le directeur régional de iZi-Mobius, Yann de Prince, président du MEDEF Réunion, a démenti les informations avancées par la CFDT, mais sans vraiment convaincre.

Lire aussi pages suivantes le portrait de Patrick Drahi.

ZEOP : UN OPÉRATEUR RÉUNIONNAIS QUI JOUE AU TROUBLE-FÊTE

Abdéli Goulamaly, fondateur du groupe Mauvilac (devenu Océinde) qui a repris Intercable (marque Zeop) en mars 2011 tout en laissant 20% du capital à la Mauritius Commercial Bank (MCB), se trouve à l'origine de la téléphonie mobile à La Réunion en 1993. L'industriel originaire de Madagascar avait alors convaincu SFR de s'implanter dans l'île alors que l'opérateur se montrait sceptique sur le potentiel de ce petit marché insulaire. Finalement, la filiale réunionnaise SRR s'est révélée comme l'entreprise la plus rentable de l'île, d'autant qu'elle a pu bénéficier d'un monopole durant de longues années.

L'arrivée de France Télécom, qui s'était concentré d'abord sur les Antilles, a été trop tardive pour qu'il puisse inquiéter SRR dans son leadership, surtout sur le segment juteux des flottes d'entreprise. Ayant été mis en cause dans une affaire de pots de vin à

Madagascar, Abdéli Goulamaly est sorti du capital de SRR, réalisant au passage une belle plus-value, avant d'être blanchi dans son dossier malgache. En saisissant l'opportunité du rachat d'Intercable en 2011, ce dernier a décidé de prendre sa revanche en se concentrant sur la fibre optique et le très haut débit dans l'Internet. Son rêve est de bâtir un opérateur totalement indépendant du réseau d'Orange. C'est pourquoi Zeop vient d'annoncer pour 2016 le déploiement d'un nouveau câble sous-marin reliant la France métropolitaine en 5 000 kilomètres seulement en faisant appel à une technologie développée en partenariat avec Fiber Optics OI, leader mondial sur le marché des technologies optiques avancées. Mais la mise en place d'un réseau local de fibre optique selon le mode FTTH (Fibre optique jusque dans la maison) exige de lourds investissements de l'ordre de 150 millions d'euros. Un défi pour le groupe Océinde et sa filiale Zeop, dirigés aujourd'hui par Nassir Goulamaly, le fils d'Abdéli Goulamaly. À signaler que la présence de la MCB dans le capital de Zeop n'est pas innocente. D'abord, la banque mauricienne (leader à Maurice), figurait déjà comme actionnaire de la défunte Intercable, créée par des Québécois, mais surtout, elle permettra le moment venu d'accompagner l'arrivée de Zeop à Maurice. Un projet que caresse également la famille Goulamaly. **AF**



Abdéli Goulamaly, fondateur du groupe Mauvilac (aujourd'hui Océinde), propriétaire de Zeop, veut bâtir un opérateur Internet totalement indépendant du réseau d'Orange.)

TV*, INTERNET, TELEPHONE LA BOX, **PUISSANCE CANAL**

CANALBOX

JUSQU'AU 30 JUIN 2014

**APPELS ILLIMITES
VERS LES MOBILES
PENDANT 6 MOIS⁽³⁾**

AVEC **CANALBOX**

- PROFITEZ D'INTERNET JUSQU'A 20 MEGA⁽¹⁾
- DES APPELS ILLIMITES VERS LES FIXES⁽²⁾
- ET TOUJOURS LES CHAINES CANAL+ ET CANALSAT PAR SATELLITE*

LES CHAINES

CANAL+

CANALSAT

+

@

+



TV PAR SATELLITE

CANALBOX

LA BOX **PUISSANCE CANAL**

*Offre TV par satellite soumise à conditions. Voir conditions en boutiques agréées.

⁽¹⁾ ⁽²⁾ **CANALBOX INTERNET+TELEPHONE** : offre de MEDIASERV soumise à conditions, sous réserve d'éligibilité technique et d'un engagement minimum de douze (12) mois. En sus, location de la Canalbox 3€/mois. Frais d'ouverture de ligne (49€). INTERNET : Débit variable en fonction de la longueur de la ligne (20 Mb/s). TELEPHONE : appels illimités vers les fixes en local et 50 autres destinations (Métropole incluse), hors numéros courts et spéciaux. ⁽³⁾ Option Mobile : 6 mois offerts pour toute souscription à CANALBOX INTERNET+TELEPHONE du 25/04/14 au 30/06/14. Au delà, l'option MOBILE est disponible au tarif de 10€/mois. Appels illimités 7J/7 et 24h/24 passés depuis la CANALBOX vers les mobiles à la Réunion et en Métropole (hors numéros courts et numéros spéciaux). Les offres CANAL+, CANALSAT et CANALBOX INTERNET+TELEPHONE sont également disponibles seules. Voir conditions en magasin ou sur www.canalplus-reunion.com.

RÉUNION

PATRICK DRAHI : CE MILLIARDAIRE INCONNU FAIT SENSATION

Avec l'annonce du rachat de l'opérateur français SFR par Numericable le 5 avril dernier, ce milliardaire discret s'est retrouvé au cœur de toutes les attentions. En moins de dix ans, il est devenu la 215^e fortune mondiale avec un actif net évalué à 6,3 milliards de dollars, selon le magazine Forbes.

Par Faits & Documents
www.faitsetdocuments.com

S'il était français, Patrick Drahi serait la 14^e fortune du pays. Mais voilà, l'homme ne l'est pas. Au grand dam d'Arnaud Montebourg qui déclarait au micro d'Europe 1 (14 mars 2014) : « *Numericable a une holding au Luxembourg, son entreprise est cotée à la Bourse d'Amsterdam, sa participation personnelle est à Guernesey dans un paradis fiscal de Sa Majesté la reine d'Angleterre, et lui-même est résident suisse ! Il va falloir que M. Drahi rapatrie l'ensemble de ses possessions et biens à Paris, en France. Nous avons des questions fiscales à lui poser !* » Et Najat Vallaud-Belkacem d'exprimer, avec une fausse naïveté certaine, sa crainte de voir SFR « *devenir une entreprise suisse* ». Si Drahi est effectivement résident depuis quinze ans en Suisse, c'est pour Israël que son cœur bat. Au plus fort des tractations pour le rachat de SFR, un fait est passé totalement inaperçu : le 12 mars dernier, celui qui allait devenir quelques jours plus tard le nouveau propriétaire de SFR organisait la soirée d'inauguration d'I24News, « *une chaîne multilingue internationale avec un regard israélien* ». À cette soirée, on comptait parmi les invités Michel Drucker, Daniela Lumbroso, Alexandre Arcady, Francis Huster, Ruth Elkrief ou encore Julien Dray (qui défendra Patrick Drahi face à Arnaud Montebourg sur Radio Communauté Juive le 16 mars). Discret en France, l'homme s'est rendu célèbre en Israël où il a été reçu plusieurs fois par Shimon Pérès. Il possède un appartement dans la tour Rothschild à Tel Aviv, la ville où il se sent chez lui. Il s'y déplace à bicyclette (Bloomberg TV, 6 février 2014) et la fréquentation de ses plages lui procure un « *teint hâlé* » (Le Point, 9 janvier 2014). En terre promise, le « *tycoon du câble* » a racheté feu



Numericable, qui pesait huit fois moins que SFR, l'a pourtant avalé.

Guysen TV pour en faire un outil de diplomatie publique « *ni de gauche, ni de droite, mais pour Israël* » (Jérusalem Post, 25 décembre 2012), dicit Frank Melloul, le directeur de la chaîne et organisateur de la soirée.

Comme le résumait le quotidien économique israélien « *Globes* » (3 mai 2009), si Drahi « *investit en Israël [c'est] parce qu'il est sioniste* ». Ce qui est certainement très exact puisque c'est le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu qui souhaitait, depuis 2010, la création d'une telle chaîne d'informations en continu. Patrick Drahi lui aussi se dit israélien et a fait savoir, en mai 2013, par une sommation juridique de son avocat Alexandre Marque du cabinet Franklin, qu'il ne souhaitait pas figurer dans le classement Challenges des 500 premières fortunes françaises « *M. Drahi a pris la nationalité israélienne et renoncé à la nationalité française. La perte de la nationalité lui est définitivement acquise. Il ne s'agit pas d'une double nationalité franco-israélienne* » (Challenges 14 mars 2014). Pendant le rachat de SFR, Patrick Drahi assurera pourtant être toujours français et agir au nom des intérêts français.

PARTI DE RIEN, IL MISE SUR LE TECHNOLOGIE DU CÂBLE

C'est au Maroc que son histoire a commencé, le 20 août 1963. Issu d'une famille de la communauté juive de Casablanca, Drahi est le petit-fils d'un tailleur. Mais c'est dans une famille d'enseignants qu'il a grandi puisque ses parents sont professeurs de mathématiques (comme cinq autres personnes dans la famille). En 1978, les Drahi quittent le Maroc et s'installent à Montpellier. Élève brillant, il intègre l'École Polytechnique (promotion 1983),

pourtant à contrecœur : « *Pas question de faire l'armée* » selon Challenges (17 mars 2014). Dans sa promotion, il se liera plus particulièrement avec Eric Denoyer, aujourd'hui Pdg de Numericable, Olivier Huart, Pdg de Télé Diffusion de France (TDF), qui a longtemps œuvré au groupe Cegetel-SFR, ou encore Jacques Veyrat, ancien président de Neuf Cegetel (racheté par SFR en 2008), ancien président du Groupe Louis-Dreyfus et membre du Siècle.

Le Point (9 janvier 2014) indique qu'il a épousé une Syrienne orthodoxe, lorsque cette dernière était étudiante en médecine. Le couple s'est installé dans un pavillon à Thiais (Val-de-Marne) et aura quatre enfants (dont des jumeaux), deux filles et deux garçons qui, élevés dans la plus pure tradition cosmopolite, font leurs études à Lausanne, Bristol et Tel-Aviv. Dispersée aux quatre coins du monde, la famille Drahi se réunit une fois par semaine, pour dîner le vendredi soir (shabbat). Résident fiscal en Suisse depuis 1999, Patrick Drahi est domicilié officiellement à Zermatt puisque les forfaits fiscaux y sont de 5% à 20% inférieurs à ceux du canton de Genève où son épouse possède pourtant sa maison. Comme le résumait « *Le Canard Enchaîné* » (26 mars 2014), dans des allusions assez lourdes : « *Aucune résidence secondaire dans un fief familial. Pas d'attaches bretonnes ou girondines, la terre natale à la semelle des souliers. Drahi, c'est le Maroc, Israël, la Suisse. Pas très catholique tout ça, petit.* »

LE BON FILON DES HLM

Drahi achèvera ses brillantes études à SupTélécom avant de débiter chez Philips, à Eindhoven (Pays-Bas). Après s'être fait la main chez Philips, il fonde en 1993 un cabinet de conseil aux entreprises pour le multimédia et

RÉUNION



Arnaud Montebourg inaugurant le site vente-privee.com. Le ministre français de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique s'est inquiété de la fusion entre Numericable et SFR : « Nous avons des questions fiscales à poser à M. Drahi. »



I24News, création de Patrick Drahi : « Une chaîne multilingue internationale avec un regard israélien. »

les télécoms, CMA. Le futur tycoon va rapidement tout miser sur la technologie du câble. Comme l'indique BFMTV (25 septembre 2013) : « Il racontait qu'il avait regardé le classement des fortunes de Forbes et avait jeté son dévolu sur le secteur où il y avait le plus de millionnaires. » Ainsi crée-t-il un câblo-opérateur à Cavaillon (Vaucluse), Sud Câble Services, et réussit à convaincre la société américaine Rifkin d'y investir avant que le câblo-opérateur ne soit finalement racheté par InterComm (où il sera plus tard consultant de 1998 à 1999) : « J'ai commencé à Cavaillon, dit-il. J'ai enchaîné les réunions municipales devant les habitants – parfois devant seulement trois mamies. J'ai convaincu le maire en lui expliquant que, grâce au câble,

on pourrait inventer une sorte de bourse du melon. [...] Je vendais mon abonnement 79 francs pour 40 chaînes. Mais, surtout, j'avais câblé les HLM et j'ai été le premier à mettre les chaînes arabes sur le câble en France. Jusque-là, il n'y avait que des chaînes comme CNN, la RAI Uno ou ZDF ! » (Le Point, 9 janvier 2014).

En 1995, il crée son second câblo-opérateur, Mediaréseaux, et raccorde Marne-la-Vallée au câble avec l'aide des investissements de l'américain UPC, entreprise dont il prend, au printemps 1999, la direction des activités pour l'Europe occidentale et méridionale. C'est à cette époque que Patrick Drahi rachète pour 330 millions d'euros une série de câblo-opérateurs français qui fonctionnaient très mal

(en général liés à des marchés locaux de HLM) : RCF, Time Warner Cable, Rhône Vision Câble, Videopole et InterComm France. En 2000, trop heureux de se sortir de ce guépier, l'État lui cède des fréquences et Drahi fonde, avec NRJ et Wendel, un nouvel opérateur, Fortel, dont il prend la présidence du directoire. Quand la bulle internet explose, UPC qui a racheté les parts de Drahi en 1999, met la clé sous la porte, mais le « roi des synergies » (« *Le Canard Enchaîné* », 26 mars 2014) se retrouve, lui, à la tête d'une petite fortune, ayant vendu ses parts à temps. Après quelques nouvelles et juteuses affaires dans l'immobilier, Drahi crée son propre fonds d'investissement, Altice.

Ayant commencé par racheter la compagnie alsacienne Est Vidéocommunication (2002), il s'emparera, en moins de quatre ans, de 99% du câble français. Ainsi, via Altice rachète-t-il entre autres Numericable, Noos, France Télécom Câble, TDF Câble et UPC France, etc. Ce, pour deux milliards d'euros au total grâce au soutien du fonds d'investissement britannique Cinven et du bastion du complexe militaro-industriel américain (plus qu'étroitement lié à la CIA), Carlyle. Tout se fait rapidement et au détriment du client comme lors de la fusion Noos-Numericable de 2006, un désastre retentissant. Patrick Drahi a signé avec différentes collectivités locales et entreprises, la délégation de service public de la boucle régionale de très haut débit comme en Alsace (2004). Plus tard, il acquiert les câblo-opérateurs des DOM-TOM. On remarquera que la construction du réseau câblé français, véritable désastre financier, a été en totalité financée par des fonds publics (en clair, vos impôts). Mais, en raison de son coût peu avantageux par rapport au satellite ou l'ADSL, le câble (pourtant un prodige technique) n'a longtemps fonctionné que grâce aux clients captifs que sont les locataires d'HLM. C'est donc avec une certaine complicité des collectivités territoriales qui équipent les logements sociaux qu'on peut considérer qu'Altice va s'enrichir. Or, comme l'expliquait « *Libération* » du 14 mars 2014 : « Son fonds Altice est de droit luxembourgeois, mais coté à Amsterdam. Il y a logé tous ses actifs de télécoms : ses 40% dans Numericable, le belge Coditel et le portugais Cabovisao, l'israélien Hot, Outremer Telecom ou encore la filiale d'Orange en République dominicaine qu'il vient d'avalier pour 1,1 milliard d'euros. Et son holding personnel, Next LP, abrité dans le fonds Altice qu'il détient à 75%, est immatriculé à Guernesey ». Altice, qui s'est enrichi grâce aux collectivités locales via les HLM, ne paie donc pratiquement pas d'impôts en France.

Patrick Drahi a investi également dans le câble ...



Patrick Drahi a investi dans le câble et les télécoms à l'international : au Portugal, au Benelux, en Afrique de l'Est, en Israël... et à La Réunion.

... et les télécoms à l'international : au Portugal, au Benelux, en Afrique de l'Est et en Israël. Ne parlant pas hébreu, il a commencé à s'intéresser à Israël vraisemblablement quand il a racheté les parts du premier câblo-opérateur du pays, Hot (nom derrière lequel se dissimule en réalité la plus importante chaîne de films pornographiques israélienne), à la banque Leumi, en mai 2009. Il en prend le contrôle petit à petit jusqu'à retirer la société, en 2012, de la bourse de Tel Aviv.

Au vu de son expérience israélienne, on comprend les craintes d'Arnaud Montebourg : « *Attila* » (*Le Point*, op.cit.) divise par deux les effectifs à coups d'externalisation et de sous-traitance et s'attire les foudres des salariés locaux, ce qui entraînera grèves et manifestations : « *C'est avant tout un as de la finance et c'est vrai que la dimension humaine est secondaire, seul compte le cash* », confiait un proche de Drahi au « *Canard Enchaîné* » (op. cit.). Entre temps, il a racheté l'opérateur téléphonique Mirs à Motorola pour 170 millions de dollars. Il compte regrouper ses activités israéliennes dans un grand groupe de télécom : Mirs sera rebaptisé Hot Mobile en mai 2012. Ironie de l'histoire, en 2011, il se retrouve en concurrence sur ce marché avec Michaël Boukobza qui détient 50% de Golan Télécom. Michaël Boukobza, ancien DG d'Iliad-Free, est une vieille connaissance (qui a vendu une partie de ses actions en 2007 pour 27 millions d'euros) puisque Drahi l'avait démarché lors du rachat de Hot. Né en 1978, diplômé de l'ESCP, passé par les banques Rothschild et Morgan Stanley, Michaël Boukobza, rebaptisé Michaël Golan depuis son aliyah est revenu dans le giron de Xavier Niel en lui servant de « nettoyeur » (cost-killer) lors de la reprise du

Monde, sans jamais faire mystère de ses convictions ultra-sionistes. Par exemple, lors de la renégociation du contrat liant le quotidien à l'AFP, il osera rebaptiser l'agence d'informations « *Agence France Palestine* ». Depuis, les deux hommes sont associés dans leur concurrence à Drahi, aussi bien en France qu'en Israël puisque Xavier Niel est entré au capital de Golan Télécom à hauteur de 30% (ce qui explique les sorties de Niel, qui ne parle plus à Drahi, en soutien à Martin Bouygues).

IL A MIS SA FORTUNE PERSONNELLE SUR LA TABLE

La constitution de cet empire du câble s'est réalisée par une technique spéculative particulière qui consiste, par un effet de levier appelée LBO, à s'endetter fortement pour racheter une entreprise cible, avant de la restructurer pour en maximiser les profits financiers, et rembourser les emprunts contractés par ponction sur leur propre trésorerie. Drahi est épaulé par deux hommes : le normalien Nicolas Paulmier et l'écossais Hugh Langmuir, patron du bureau parisien d'Altice et directeur général du fonds depuis 2009, avec qui il se réunit dans le lobby de l'hôtel Scribe, à Paris, où Patrick Drahi, en « *nomade attalien* », loue une chambre. Son banquier conseil, Bernard Mourad, rencontré en 2005 à l'occasion du rachat de Noos, est « *managing director* » chez Morgan Stanley. En novembre 2013, Numericable fait son entrée à la bourse de Paris avant que la maison mère ne fasse de même le mois suivant, à la bourse d'Amsterdam. C'est l'une des introductions les plus importantes de ces dernières années, avec une levée de fonds de 700 millions d'euros. En parallèle, alors

qu'Altice ne détenait jusque-là que 20,6% des parts de Numericable, Patrick Drahi lance le rachat du câblo-opérateur et obtient 40% des parts en janvier 2014. Dans la foulée, Altice se porte reprenneur lorsque Vivendi annonce la mise en vente de SFR. Le gouvernement français annonce sa préférence pour l'autre candidat à la reprise, Bouygues. Quelques heures avant la publication de la décision de Vivendi, le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, prévient Patrick Drahi sur sa situation fiscale. Le 14 mars, Vivendi annonce être rentré en négociations exclusives avec Numericable. Ce jour-là, l'action de Numericable gagne 15,49% pendant que Bouygues perd 6,78%. Cette acquisition se fera, une fois de plus, grâce à un endettement massif, Numericable étant huit fois plus petit que SFR. Si la grenouille a avalé le boeuf, c'est que l'affaire a été rondement menée. Il faut dire que, dans cette affaire, Drahi avait les faveurs de deux des « *juges de paix* » du CAC 40, le milliardaire Vincent Bolloré et Jean-René Fourtou, président du conseil de surveillance de Vivendi. Afin de limiter les critiques, Drahi s'est habilement entouré de Raymond Soubie, ex-conseiller social à l'Élysée, pour répondre de l'impact social (en liaison avec Fleur Pellerin) de son projet mais surtout d'Havas Worldwide pour préparer la communication, avec notamment l'inévitable Stéphane Fouks et Arthur Dreyfus (en liaison avec Bercy et Matignon).

Pour acquérir SFR, Patrick Drahi devra vraisemblablement emprunter 6 milliards de dollars, soit la totalité de son patrimoine disponible. Comme l'indiquait « *Libération* » (14 mars 2014) : « *Sa martingale ? Tant que je gagne, je joue.* »

Internet mobile : Orange 1^{er} sur la vitesse



avec la H+, surfez **3 fois plus vite qu'en 3G+**

par exemple, télécharger une pièce jointe de 2Mo prend
seulement 6 secondes en H+⁽¹⁾ au lieu de 18 secondes en 3G+

la vie change avec **orange™**

N°1 sur les débits Internet mobile à la Réunion sur la base d'une moyenne établie à partir de débits mesurés sur 100 lieux de mesure. Etude réalisée du 31/01/14 au 07/02/14 à la demande d'Orange Réunion par la société Directique dans des conditions protocolaires strictement identiques à celles utilisées pour les mesures opérées pour le compte de l'ARCEP. Trois réseaux testés : Orange Réunion, Outremer Télécom, SRR. Tests en simultané sur les mêmes lieux, avec le même modèle de téléphone (Samsung Galaxy S 4). Détails de l'étude disponibles sur www.orange.re/reseau (1) Durée de téléchargement indicative sans valeur contractuelle.

Orange Réunion, SA au capital de 7 661 115 € - RCS Saint-Denis 432 495 802.

LA CAISSE DES DÉPÔTS ATTEINT UN NIVEAU RECORD D'ACTIVITÉ

Le volume des prêts sur fonds d'épargne a plus que doublé en 2013 grâce au financement de la Nouvelle Route du littoral. Et la Caisse des Dépôts s'attache à maintenir un niveau de mobilisation élevé en 2014.

Par Philippe Stéphant

L'année 2013 a été marquée par une mobilisation renforcée de la Caisse des Dépôts à La Réunion. En contribuant au financement du grand chantier de la Nouvelle Route du littoral, l'établissement public a accordé des volumes de prêts qui ne seront plus égalés dans les années à venir. « Notre action a atteint un niveau d'activité exceptionnel, annonce Olivier Camau, directeur régional Réunion-Océan Indien de la Caisse des Dépôts. Nous avons contractualisé 1,5 milliard d'euros de prêts sur fonds d'épargne, accordé 90 millions d'euros de financement à court terme pour l'aménagement et les bailleurs sociaux et investi 6,6 millions d'euros de fonds propres dans les outils opérationnels des collectivités locales pour des projets d'intérêt général. » Demeurant également le premier financeur des entreprises, la Caisse représente 60% à 70% des parts de marché du financement des collectivités locales. Deux évolutions structurantes viennent encore renforcer le champ d'action de l'organisme financeur. Tout d'abord, le déploiement d'une enveloppe nationale de 20 milliards d'euros de prêts sur fonds d'épargne, à destination du secteur public local. « C'est une évolution majeure qui inscrit durablement la Caisse des Dépôts comme le financeur des collectivités locales. Ce rôle s'était accru en 2011 et en 2012 d'une façon exceptionnelle pour pallier, en urgence, aux carences des banques et à la défaillance de Dexia (ancien financeur du secteur public local - Ndlr). Nous continuons donc à répondre à ce besoin, tout en observant qu'il signale, par ailleurs, une carence des acteurs bancaires sur ce marché », tempère Olivier Camau.

UNE COMPLÉMENTARITÉ VERTUEUSE AVEC BPI FRANCE

Deuxième évolution structurante, le



Olivier Camau (à droite), directeur régional Réunion-Océan Indien de la Caisse des Dépôts et Frédéric Noël, directeur territorial prêt et investissements.

déploiement de BPI France (Banque publique d'investissement) à La Réunion et à Mayotte depuis le 1er janvier 2014. Filiale à 50% de la Caisse des Dépôts et à 50 % de l'État. « La moitié du bilan de la Caisse des Dépôts a été transféré à BPI France, guichet unique de financement des entreprises qui gère désormais ce qui était notre activité fonds propres de haut de bilan. La réussite de BPI France est aussi la réussite de la Caisse des Dépôts, et l'accompagnement sur le territoire

de notre principale filiale est un enjeu majeur», souligne Olivier Camau. BPI France regroupe aussi des compétences auparavant gérées par d'autres organismes, comme Oseo Financement, élargissant ainsi le périmètre d'intervention du groupe Caisse des Dépôts dans l'océan Indien. « Toute l'offre d'Oseo n'était pas accessible à La Réunion, notamment le financement de projets comme prêteur et la possibilité de montage en crédit-bail immobilier, qui sont particulièrement

ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

La Caisse des Dépôts a participé en fonds propres, en 2013, à la création de la compagnie aérienne Ewa, filiale d'Air Austral à Mayotte. « Les fonds propres ont été apportés à Air Austral par l'intermédiaire de son actionnaire majoritaire, la société d'économie mixte Sematra. Ewa répond à la nécessité d'ouvrir La Réunion et Mayotte à l'Afrique de l'Est pour générer des partenariats à venir, générateurs de croissance pour les territoires », analyse Olivier Camau. La Caisse des Dépôts a aussi géré sous mandat, pour le compte de la Région Réunion, 35 millions d'euros de budget dans le cadre du Programme opérationnel de coopération territoriale européenne 2007-2013. 45 millions d'euros de prêts contractualisés ont été consacrés au financement des investissements de l'Aéroport de La Réunion pour augmenter sa capacité d'accueil et pour l'extension de ses pistes. Dans le secteur hospitalier, le CHU de La Réunion a pu bénéficier de 60 millions d'euros de prêts. « La Réunion a besoin d'une meilleure répartition de l'offre de santé sur son territoire. Nous avons accompagné les principaux investissements que sont la réhabilitation du site de Saint-Pierre et la croissance d'une unité scientifique à Saint-Denis. »

102 millions d'euros de prêts ont aussi permis de financer des infrastructures pour l'eau potable et l'assainissement. 1,7 million d'euros de prêts ont été accordés à 114 entrepreneurs pour la création et le développement des TPE par les plateformes de prêt d'honneur créées en 2013 par la Région Réunion.

RÉUNION



Philippe Stéphan

Olivier Camau, directeur régional Réunion Océan Indien :
« Notre financement des collectivités locales est une évolution majeure qui répond à la carence des acteurs bancaires sur ce marché. »



ipreunion.com

La Caisse des Dépôts a apporté 90 millions d'euros de financement à court terme pour l'aménagement et les bailleurs sociaux et investi 6,6 millions d'euros de fonds propres dans les outils opérationnels des collectivités locales pour des projets d'intérêt général.

bien adaptés aux besoins de projets dédiés à des entreprises et désormais réalisables », se réjouit le directeur régional.

La Caisse des Dépôts finance des projets qui renforcent l'attractivité et la compétitivité du territoire, BPI France finance le développement des entreprises. La première peut accompagner une société de projet qui porte des murs loués à un exploitant. La seconde aura la possibilité d'entrer au capital de l'entité d'exploitation. Une complémentarité vertueuse qui peut être inversée ; la société de projet allant chercher un financement auprès de BPI France en tant que prêteur dans le cadre d'un montage en crédit-bail immobilier.

700 MILLIONS D'EUROS ANNUELS DE PRÊTS SUR FONDS D'ÉPARGNE

L'action de la Caisse des Dépôts vise à soutenir la commande publique dans la mise en œuvre des politiques nationales et locales de cohésion sociale et dans la réalisation des équipements structurants, tout en accompagnant la stratégie de développement économique des territoires et en favorisant l'émergence de filières locales à potentiel. Elle est l'actionnaire de référence de 60% des SEM (Sociétés d'économie mixte) à La Réunion. Par son activité contracyclique de long terme, elle soutient l'activité économique, venant pallier aux carences des acteurs du marché en période de crise. « *Nous ne faisons pas émerger les projets, appuie Olivier Camau, mais ceux-ci sont envisageables par les acteurs publics dès lors qu'ils identifient une source de*

financement possible. Nous avons un travail à mener pour mieux accompagner les collectivités dans l'élaboration et le montage de projets, car le fonds d'épargne et les capacités d'intervention sont là pour y répondre. » En 2013, la construction de plus de 5 500 logements sociaux et la réhabilitation de 630 logements a mobilisé 584 millions d'euros de prêts. La Caisse des Dépôts a investi 4,6 millions d'euros de fonds propres au capital de deux bailleurs sociaux pour renforcer leur capacité à construire et à réhabiliter. « *Pour la Nouvelle Route du littoral, 450 millions d'euros ont été mobilisés*

au titre des accords de Matignon et 170 millions d'euros, dans un deuxième temps, sur l'enveloppe de 20 milliards d'euros destinée au secteur public local. » En dehors de ce financement exceptionnel, le volume des prêts qui seront mobilisés à La Réunion est estimé à 700 millions d'euros annuels pour les trois ans à venir. 450 millions d'euros pour le logement social et 250 millions d'euros pour les projets des collectivités locales.

L'HÔTELLERIE DANS LES HAUTS DE LA RÉUNION, ET L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT À MAYOTTE

Un nouveau cadre stratégique recentre la Caisse des Dépôts sur ses métiers historiques et fixe ses priorités. « *Aujourd'hui, le faisceau de contraintes s'est renforcé et la Caisse des Dépôts doit être plus sélective et cibler ses investissements et ses interventions »,* annonce Olivier Camau. Les infrastructures, le financement d'entreprises, le logement, la transition écologique et l'autonomie énergétique seront ses domaines d'intervention privilégiés. Elle révisé également ses modes d'intervention. « *La Caisse des Dépôts va essayer de maximiser l'effet levier et de nouer des partenariats. Nous sommes sur une logique de partage de risques et de mobilisation de fonds propres qui est en train d'évoluer. Le choix des investissements se fera aussi sur des critères liés au développement durable et à une qualité de gouvernance, autant d'éléments sur lesquels le niveau d'exigence sera renforcé. »* À La Réunion et à Mayotte, ces domaines privilégiés sont aussi des domaines définis comme prioritaires pour ces territoires. Un axe important d'intervention, le financement des infrastructures pour l'eau et l'assainissement, concernera 300 millions d'euros d'investissements à Mayotte, tenue d'ici 2020 par la réglementation européenne de mettre à niveau ses infrastructures. À La Réunion, la Caisse entend renforcer ses interventions dans le domaine du tourisme, après un premier investissement de 5 millions d'euros en 2013 en faveur du projet d'hôtel « *Le Battant des Lames* », à Saint-Pierre. « *Nous pensons pouvoir accompagner en 2014 un certain nombre de projets, avec une volonté de nous concentrer sur une offre hôtelière et d'hébergement dans les Hauts. »*

LES DOCTORIALES VEULENT RELIER LES CHERCHEURS AUX ACTEURS ÉCONOMIQUES

La recherche et l'innovation dans la zone océan Indien figurent parmi les thèmes de travail au programme de six journées qui rapprochent l'université du monde de l'entreprise.

Les Doctoriales 2014, du 19 au 24 mai, préparent l'insertion professionnelle des doctorants de l'université de La Réunion. Au cours d'une semaine très dense de séminaire résidentiel, dans le cadre du Village Corail de Saint-Gilles Les Bains, 60 doctorants, dont 20 étrangers francophones de l'océan Indien, échangeront avec des acteurs du monde socio-économique et formeront des ateliers pour élaborer des projets de création d'entreprise. « L'événement s'adresse à toutes les filières de nos deux écoles doctorales, l'ED SHS (Sciences humaines et sociales) et l'ED STS (Sciences, technologies et santé), précise Alexis Parmentier, professeur de sciences économiques, directeur adjoint de l'ED SHS, et organisateur des Doctoriales 2014. Le premier objectif de ces rencontres est de rapprocher l'université du monde socio-économique. Nous avons déjà un certain nombre de partenariats avec les entreprises, mais nous voulons les renforcer. Il faut aussi s'ouvrir au monde, et notamment au niveau régional. Nous organisons d'ailleurs une table ronde sur la recherche et l'innovation dans l'océan Indien où doivent se révéler des problématiques communes. » Les Doctoriales, marque déposée et élaborée par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en 1997, sont organisées tous les deux ans à l'intention des deuxième et troisième années de doctorat. Les doctorants peuvent y exposer la diversité de leurs compétences et les acteurs économiques leurs réalisations et leurs besoins.

DES CONDITIONS FAVORABLES À L'ÉMERGENCE DE COLLABORATIONS ET DE PARTENARIATS

Les deux premières journées des Doctoriales 2014 seront consacrées aux conférences et tables rondes animées par des partenaires privés et publics. « L'université souhaite développer des échanges avec les entreprises et les institutions territoriales. Les doctorants français ont aussi toute leur place dans des



Au cours d'une semaine très dense de séminaire résidentiel, dans le cadre du Village Corail de Saint-Gilles Les Bains, 60 doctorants, dont 20 étrangers francophones de l'océan Indien, échangeront avec des acteurs du monde socio-économique et formeront des ateliers pour élaborer des projets de création d'entreprise.

structures publiques et dans les collectivités locales, souligne Alexis Parmentier. Nous souhaitons également intéresser beaucoup de chefs d'entreprise. » Les professionnels pourront présenter leur structure, leurs expertises et savoir-faire, ainsi que leurs démarches en innovation. De leur côté, les doctorants prépareront un concours de « posters ». Un exercice familier pour les chercheurs, présentant l'objet de leurs travaux, la problématique, leur méthodologie et leurs résultats. Autour de ces échanges ciblés, le contexte de l'innovation et ses modes de financement seront éclairés par des intervenants du secteur bancaire et des institutionnels comme l'Agence régionale de développement Nexa, et la Technopole de La Réunion. « La valorisation des recherches et la capacité d'innovation sont les piliers du monde académique et économique d'aujourd'hui », ajoute Alexis Parmentier. Le milieu de la recherche moderne vit en effet dans le cadre de partenariats et mobilise des compétences et des approches interdisciplinaires. »

DIX PROJETS DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES INNOVANTES

L'hébergement de tous les doctorants, réunionnais et étrangers, dans l'enceinte du Village Corail, favorise une dynamique de groupe qui peut se poursuivre dans la durée. « En 2012, certains doctorants ont décidé de s'orienter vers Madagascar, observe Alexis Parmentier. Les doctorants étrangers sont pris en charge, pour leurs déplacements, par un réseau universitaire ou par une ambassade. » Après une troisième journée, qui sera



Alexis Parmentier, professeur de sciences économiques et directeur adjoint de l'École doctorale sciences humaines et sociales : « Nous organiserons une table ronde sur la recherche et l'innovation dans l'océan Indien où doivent se révéler des problématiques communes. »

consacrée à des visites d'entreprises réunionnaises, les doctorants plancheront, par équipes pluridisciplinaires, sur une dizaine de projets de créations d'entreprises innovantes. Après deux journées de travail, les projets seront présentés à un jury, pour en évaluer la viabilité économique et l'intérêt social. « Notre but est que les doctorants se rendent compte qu'ils sont tout à fait capables de monter des projets et de vulgariser leurs connaissances. » Des moments forts de convivialité auront lieu le mardi soir, à l'issue d'une série de conférences de doctorants oeuvrant en entreprises, et lors du gala de clôture du samedi soir.

NOUVEAU OUTLANDER PHEV*

Le 4x4 électrique - hybride grandeur nature



OUTLANDER PHEV

Allez de l'avant avec l'Outlander électrique-hybride et découvrez un nouveau 4X4 hybride révolutionnaire, performant, avantageux fiscalement et respectueux de l'environnement à partir de :

49 900 €⁽¹⁾

- BONUS ÉCOLOGIQUE 4000€
- 44G CO² : EXONÉRATION TOTALE TVS
- 52 KM AUTONOMIE EN TOUT ÉLECTRIQUE
- AUTONOMIE TOTALE 824 KM
- CONSO. MIXTE MOYENNE : 1,9L/100KM **



⁽¹⁾Tarif exceptionnel de 49 900€ clé en main, bonus écologique 4000€ et remise exceptionnelle de lancement jusqu'au 30/06/14 de 3000€ (sous conditions de reprise). Exemple de tarif au 02 avril 2014. Consommation normalisée (L/100 km) : 1,9. Émissions CO₂ (g/km) : 44.
⁽²⁾Technologie hybride rechargeable. (**):5,8L/100km de conso mixte batteries vides. (***)Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur la batterie et la cinématique électrique (partie Haute Tension) dont 2 ans kilométrage illimité.

NAUTILUS PREND LE CONTRÔLE DE L'AGENCE ANTILLAISE ADHOC

L'aboutissement d'un vieux rêve du publicitaire Alain Graulich qui voulait être présent dans tout l'Outre-mer français. Il s'y consacre depuis bientôt quinze ans sans faire de bruit.

« Différent d'un réseau d'agences (qui regroupe des agences différentes ayant signé des accords de coopération), le réseau Nautilus est un ensemble d'agences alliant cohérence et complémentarité dans leur offre stratégique et créative, pour des clients à la recherche d'un prestataire unique et uniforme sur l'ensemble des régions françaises d'Outre-mer (Saint-Pierre et Miquelon excepté) et à Paris. » Alain Graulich arbore un large sourire pour annoncer l'aboutissement de son projet.

Loin d'être mégalomane, il souhaitait seulement apporter une offre originale sur des marchés qui se caractérisent par leur étroitesse, mais représentent globalement un marché de 2,3 millions de consommateurs. Pour les clients-annonceurs, cela permettra, selon lui, de dégager des synergies, et donc plus d'efficacité, en cette période de crise.

« Ce réseau domien unique peut proposer à l'ensemble de ses clients à Paris, à La Réunion, à Mayotte, en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, en Nouvelle Calédonie, en Polynésie Française, mais aussi à l'île Maurice, des expertises de haut niveau dans toutes les formes que revêt la communication aujourd'hui : stratégie de marque, création conceptuelle ou promotionnelle, stratégie média, stratégie et création digitale, animation 3D, design packaging, édition, etc. Dans une logique de communication de marque globale et cohérente et non dans une logique de multiplication d'agences de sensibilités différentes et hétérogènes. » Concrètement, ce réseau Nautilus rassemble 40 collaborateurs, enracinés dans leurs marchés respectifs mais qui travaillent en « interconnexion permanente », et représentent l'ensemble des domaines d'expertise d'une agence de communication globale.

Nautilus n'est pas une nouvelle venue aux Antilles où elle intervient depuis plus de dix ans, essentiellement dans le conseil média. Après le rapprochement, il y a deux ans, avec Escales Médias en Martinique, une agence spécialisée dans la stratégie média et l'achat d'espace, c'est au tour d'Adhoc Caraïbes, créée il y a huit ans en Martinique, et dont



Alain Graulich, fondateur et dirigeant de Nautilus qui rassemble aujourd'hui huit agences : « Le marché de l'Outre-mer français, c'est environ 350 millions d'euros d'investissement média sur une population de 2,3 millions d'habitants. »

l'activité se révèle complémentaire. Une agence composée d'une dizaine de personnes et gérant, sous la direction de Franck Kerfourn, de belles marques telles que Sunzil Antilles Guyane, Nivea, Blédina, Citroën ou Générale des Eaux Veolia en Guadeloupe, Crédit Mutuel ou les rhums HSE en Martinique. Nautilus y est désormais l'actionnaire majoritaire, à hauteur de 51%.

NAUTILUS : LE RÉSEAU D'UN PASSIONNÉ

Alain Graulich crée son agence C&P à La Réunion en 1982 et participe en 1986 à la création du réseau RSCG Dom. En 1991, après le rachat de RSCG par Havas, le groupe devient Euro RSCG et, en 1993, il décide de reprendre son indépendance en choisissant le nom de Nautilus. Quatre ans plus tard, il ouvre un bureau à Paris pour mieux accompagner les marques qui visent les DOM (départements d'Outre-mer) et ses propres clients de La Réunion. En 2000, c'est l'ouverture d'une agence à Mayotte, en 2009 en Nouvelle-Calédonie, en 2010 à Tahiti et à Maurice. Patiemment, Alain Graulich tisse sa toile et, avec les Antilles, regroupe aujourd'hui huit agences Nautilus. De quoi gérer 7,2 millions d'euros de budget et dégager une marge brute de 2,2 millions d'euros.

GLOBE S'AFFILIE AU RÉSEAU TBWA

Membre du premier réseau d'agences de communication au monde, le groupe TBWA met plus qu'un pied à La Réunion puisqu'il est désormais représenté par deux agences : TBWA-Globe en tant qu'agence conseil en communication et TBWA-La Matrix en tant qu'agence digitale (stratégie web et réseaux sociaux). TBWA vient en effet d'affilier en même temps deux agences du groupe Globe

qui se positionne dans la « communication à 360° ». Créé à La Réunion en 1996, Globe veut ainsi envoyer un « signal d'optimisme au marché » en permettant à ses annonceurs de disposer d'une « nouvelle enseigne dont les compétences et le savoir-faire sont reconnus à l'international ».

TBWA-Globe et TBWA-La Matrix sont affiliés via New-York, les Pays-Bas et l'Afrique

du Sud et bénéficieront de toute la synergie du groupe TBWA Worldwide : méthodologies, bases de données, échanges de compétences, ouverture sur l'international... La première opération d'envergure sous cette double signature devrait avoir lieu durant la Coupe du Monde pour une grande marque mondiale implantée à La Réunion.



TBWA\GLOBE



AVIS, LE CHOIX GAGNANT POUR VOS LOCATIONS LONGUE DURÉE

Choix du véhicule

C'est vous qui choisissez votre véhicule, livré neuf clé en main, à prix négocié.

Choix des services

L'entretien et l'assistance 24/24 sont inclus. Des services "à la carte": véhicule de remplacement, assurance tous risques...

Choix de la tranquillité

Vous maîtrisez vos coûts et votre budget.

www.avisreunion.com
contact@avisreunion.com

AVIS®

A partir de
BAC +2

CONSTRUISEZ
VOTRE
AVENIR

CANDIDATEZ
MAINTENANT

Inscriptions en ligne
jusqu'au 16 mai



www.iae-reunion.fr



École Universitaire de Management

0262 21 16 26
contact@iae-reunion.fr



HARY.G

Installateur - Conseil

Climatisation

Electroménager

Solaire

Froid commercial

Chauffe-eaux

La clim à la Réunion

CHAUD

FROID

Vente - Installation
Réparation - Entretien



0262 29 10 10

Priméco **170 à 900 €**

facebook

Rendez-vous sur Facebook
 Pour gagner des cadeaux
 avec HARY.G

INVERTER

EUROVENT

PAIEMENT

4 à 24 mois

SANS INTERET

www.haryg.com

LE TOURISME FRAPPÉ PAR UN MARCHÉ MÉTROPOLITAIN EN BERNE

L'Observatoire régional du tourisme et l'Insee viennent de publier les chiffres de fréquentation de la destination en 2013. L'île Intense subit la crise économique qui frappe la métropole, son principal marché émetteur, et l'effet requins. Mais la destination reste appréciée.

D'abord, les bons chiffres : 96% des visiteurs se montrent satisfaits ou très satisfaits et la dépense moyenne par touriste augmente de 3%, à 720 euros. Mais avec 416 000 visiteurs, la fréquentation baisse de 6,8% en 2013, retrouvant ainsi son niveau des années 2009-2010. Trois raisons principales expliquent ce recul : une image affectée, depuis 2012, par des retombées médiatiques négatives qui relayent les attaques successives de requins. Les plages réunionnaises sont présentées comme hostiles auprès des clientèles européennes en quête d'îles exotiques pour leurs vacances. Il faut y ajouter l'arrêt des dessertes aériennes en provenance des régions françaises et la réduction du nombre de vols. Le nombre de mouvements d'avion à l'aéroport Roland Garros est en baisse depuis novembre 2011. Premier touché, le tourisme d'agrément, qui représente 40% de l'ensemble des clients de La Réunion et recule de 7%. Mais le tourisme affinitaire, motivé principalement par la visite de parents ou d'amis, diminue également de



Trop dépendante du marché de l'Hexagone, La Réunion a également subi les conséquences des attaques de requins dont les surfeurs ne sont plus les seules victimes.

6%. Quant au tourisme d'affaires, qui représente 9% des clients, il chute de 17%. En matière d'hébergement, on constate de grandes disparités puisque les gîtes et maisons d'hôtes progressent de 18% et les meublés de 2%, alors que les hôtels et résidences de tourisme voient leur taux de remplissage diminuer de 12%. Les voyages à forfait peinent toujours à trouver leur public. En 2013, seulement 15% des touristes ont choisi ce type de vacances, soit

1 point de plus qu'en 2012. Comme les années précédentes, 23% des touristes profitent de leur séjour dans l'océan Indien pour visiter d'autres îles. Maurice attire les trois quarts d'entre eux. La durée moyenne des séjours dans l'île est de 16,7 jours, mais ceux qui ont séjourné à l'hôtel n'y sont restés que 6,2 jours en moyenne, contre 6,6 jours en 2012. Globalement, les touristes ont dépensé 303 millions d'euros durant leur séjour à La Réunion.

UN NOUVEAU LABEL QUALITÉ TOURISME

Un nouveau label de qualité pour les professionnels du tourisme vient d'être présenté par l'IRT (Ile de La Réunion Tourisme), organisme de promotion de la destination. Qualité Tourisme-Ile de La Réunion est une nouvelle image élaborée par l'agence de communication Zoorit pour succéder au premier label inauguré en 1995. « L'image de la charte qualité, qui traduit l'engagement des professionnels de différents secteurs d'activité liés au tourisme, est dotée d'un nouveau logo et d'une nouvelle signature : l'engagement satisfaction », annonce Patrick Serveaux, vice-président de l'IRT. À force d'être vue, l'ancienne formulation Réunion Qualité Tourisme perdait en lisibilité. La nouvelle accroche va à l'essentiel, la qualité, qui est lisible à l'international, suivie du nom complet de la destination, plus poétique, vecteur d'évasion,



Patrick Serveaux, vice-président de l'IRT (Ile de La Réunion Tourisme), remet le label Qualité Tourisme à Alexis Vincent, organisateur des randonnées Ayapana.

de voyages et de rêves. » La présence de l'oiseau paille-en-queue sur le logo renforce l'identité spécifiquement réunionnaise d'une image recentrée sur la symbolique universelle

du « Q » de qualité. Plus de 110 établissements réunionnais d'activités diverses, telles que la restauration, l'hôtellerie, les activités de loisirs, l'accueil et l'hébergement, sont titulaires de la marque dont le dispositif est reconnu, depuis 2011, dans le plan Qualité Tourisme français et leur permet de présenter leur candidature au label national. « Afin de répondre aux critères de la qualité dans les services et prestations proposées et d'offrir aux clients une garantie supplémentaire, des audits mystère sont également effectués par un cabinet indépendant », ajoute Patrick Serveaux. À l'occasion d'une journée de présentation, l'IRT a remis le label Qualité Tourisme-Ile de La Réunion à une vingtaine de nouveaux prestataires d'hébergement, de restauration, de loisirs sportifs, de location de véhicules et de transports.

I Monday



Bureaux et Terrains - à vendre / à louer

- **Central et accessible**
À proximité immédiate des grands axes routiers
- **Cadre prestigieux**
De grands espaces paysagés dans un lieu chargé d'histoire
- **Infrastructures modernes intégrées**
Parking généreux, services techniques, fibre optique etc.



MOKA

Le cœur de l'île

Vivéa
BUSINESS PARK

L'UMIH ANNONCE L'EXPÉRIMENTATION D'UN LABEL ARTISAN CUISINIER

La visite de Roland Héguy, dirigeant national du premier syndicat des CHR (cafés, hôtels et restaurants), était espérée à La Réunion depuis plusieurs années.

Par Philippe Stéphant

Réélu président de l'UMIH (Union des métiers et des industries de l'hôtellerie) à La Réunion, Philippe Doki-Thonon a accueilli sur l'île Roland Héguy, le président confédéral du premier organisme professionnel représentant les CHR (Cafés, hôtels et restaurants) en France. Cette organisation professionnelle compte 250 entreprises adhérentes à La Réunion. « Il existe un label de maître restaurateur, précise Philippe Doki-Thonon, mais nous voulons mettre en valeur le savoir-faire des cuisiniers et des établissements qui emploient leurs compétences. La Réunion compte 45 maîtres restaurateurs, au rang des premiers départements qui ont développé ce label. Aujourd'hui, la CMA (Chambre des métiers et de l'artisanat) travaille à mettre en œuvre cette expérimentation nationale à La Réunion, également soutenue par la CCIR (Chambre de commerce et d'industrie). » Le label maître restaurateur n'indique pas si l'établissement emploie un cuisinier professionnel. « Sur 150 000 points de vente en France, moins de 20 000 emploient un cuisinier, ajoute Roland Héguy. La préparation industrielle dépasse maintenant 55% des parts de marché. En cuisine traditionnelle, la masse salariale représente 47% dans le compte d'exploitation contre 20%



De gauche à droite, Philippe Doki-Thonon, président de l'UMIH (Union des métiers et des industries de l'hôtellerie) à La Réunion et Roland Héguy, président confédéral.

seulement pour la cuisine industrielle. » La mise en place du label artisan cuisinier à La Réunion donnera lieu à des actions de communication pour faire connaître et reconnaître la qualité de la cuisine artisanale et les garanties apportées par la formation professionnelle.

LES CENTRALES DE RÉSERVATION EN LIGNE ÉCHAPPENT À LA FISCALITÉ NATIONALE

Les CHR représentent 60% des emplois dans le secteur du tourisme. « Le tourisme international est en croissance de 5% par an, rappelle Roland Héguy. Avec un chiffre d'affaires, pour la France, de 115 milliards d'euros, c'est la seule branche qui peut impulser de l'essor à notre économie. Mais nous avons besoin de simplification. Les dirigeants de petites et moyennes entreprises passent plus de temps à des tâches administratives qu'à la gestion de leur

activité. » Les professionnels s'inquiètent aussi de la pression exercée par les centrales de réservation en ligne qui, depuis une douzaine d'années, se sont accaparés de gros flux de clientèle. « Ces opérateurs ont intégré notre clientèle initiale et nous n'avons plus la maîtrise de nos taux d'occupation, ni des commissions qui s'élèvent de 17% à 25%. Ce e-commerce réalise des volumes d'affaires considérables, mais nous avons observé, avec les pouvoirs publics, que pas un euro de fiscalité ne revient à la France. » À l'occasion de cette première visite d'un président confédéral depuis plusieurs années, l'UMIH a aussi évoqué l'importance que prennent les nouvelles technologies dans le développement des entreprises, demandant une compétence spécifique à plein temps. « À La Réunion, annonce Philippe Doki-Thonon, nous avons obtenu un aménagement des heures de vente de boissons alcoolisées en discothèques et nous sommes satisfaits que certaines boissons réfrigérées ne soient plus vendues en stations-services après 18 heures. »

DES RÉSULTATS EN DEMI-TEINTE POUR LE CRÉDIT AGRICOLE

La première banque de La Réunion vient de présenter ses comptes 2013 qui indiquent un produit net bancaire en baisse de 6,28%, à 179,7 millions d'euros, mais un résultat net en hausse de 9,16%, à 39,41 millions d'euros. Ce qui laisse supposer d'importantes reprises de provisions car le résultat brut d'exploitation est en baisse de 11%, à 82,7 millions d'euros. La banque annonce d'ailleurs une baisse de ses tarifs et de sa marge sur portefeuille. Sans parler d'une baisse de 7% de ses crédits (seuls les prêts à l'habitat ont progressé). À l'inverse, la collecte a progressé de 6,4%, ce qui permet à la banque verte d'atteindre quasiment l'équilibre entre la collecte et les crédits. 2013 a donc été une année de consolidation où la

prudence s'est imposée. Le reflet d'une économie réunionnaise qui a tendance à stagner depuis 2008. Cette livraison des comptes 2013 a été l'occasion de présenter le nouveau président du conseil d'administration, Karl Técher, qui succède à l'inaffable Christian Boyer de la Giroday, en poste depuis 1990. Exploitant agricole à Saint-André et proche de Jean-Paul Virapoullé, qui vient de faire son retour à la mairie, Karl Técher est une figure du monde coopératif dans lequel il a occupé différentes fonctions.

Karl Técher, figure de la coopération agricole, a succédé comme président du conseil d'administration à Christian Boyer de la Giroday, en poste depuis 1990.



Nous sommes doctorants



Doctorants de 2^e et 3^e années, venez aux

Rencontres jeunes chercheurs et acteurs socio-économiques

19 › 24 mai 2014 | Village de Corail | St-Gilles-les-Bains

Sensibiliser les doctorants au **monde de l'entreprise** | Leur faire prendre conscience des **atouts d'une formation par la recherche** | Leur permettre de réfléchir à leur **projet professionnel** | **Valoriser leur potentiel** d'innovation et de créativité | **Créer un réseau** de professionnels autour des Doctoriales : développer des relations professionnelles.

Doctoriales 2014
Université de La Réunion
insertion | innovation | création



REVÉLATEUR D'OPPORTUNITÉS ET D'OPINIONS DANS L'Océan Indien
L'Eco austral

VELOGIC JOUE L'OUVERTURE



Velogic est déjà présent en France, au Bangladesh, en Inde, à Madagascar, au Mozambique et à La Réunion.

En accueillant dans son capital le fonds d'investissement français Amethis Finance, l'entreprise de logistique du groupe Rogers ne fait pas que renforcer ses fonds propres. Elle trouve surtout un partenaire tourné vers l'Afrique.

« De l'argent, on peut toujours en trouver. Mais Amethis Finance nous apporte d'abord sa connaissance de l'Afrique et une expérience que nous n'avons pas. » Vishal Nunkoo, CEO de Velogic depuis trois ans, résume en quelques mots l'intérêt de ce partenariat pour le leader mauricien de la logistique. Tout a commencé lors de la première édition de l'Africa CEO Forum, en novembre 2012, à Genève. En réunissant des entrepreneurs, des investisseurs, des financiers et des décideurs, cette manifestation vise à faire connaître les réussites du secteur privé africain et à fournir des solutions stratégiques de haut niveau au développement des entreprises et de leurs marchés africains. The Africa CEO Forum, dont la deuxième édition vient d'avoir lieu en mars dernier, est organisé par le Groupe Jeune Afrique, éditeur de « Jeune

Afrique » et « The Africa Report » et par la société suisse Rainbow Unlimited, spécialisée dans l'organisation d'événements de promotion économique, notamment entre l'Afrique et l'Europe, et gestionnaire du SABC, le conseil d'affaires Suisse-Afrique.

DES ANCIENS DIRIGEANTS DE PROPARGO

Entre les dirigeants du groupe Rogers et les deux fondateurs du fonds d'investissement Amethis Finance, des anciens de Proparco (bras armé de l'Agence française de développement), le courant est passé. Luc Rigouzzo, associé gérant et président exécutif, a même été, de juin 2006 à décembre 2010, directeur général de Proparco où il a redéfini la stratégie de cette institution en la concentrant sur les infrastructures et les

MAURICE

services financiers en Afrique. Il a conçu avec son équipe et mis en œuvre avec succès un ambitieux plan de développement sur cinq ans qui a transformé Proparco en une institution leader dans son secteur, avec notamment une augmentation de capital de 300 million d'euros en mai 2008, une forte croissance des résultats de la société, tout en contrôlant les risques. De son côté, Laurent Demey, associé gérant et directeur général d'Amethis Finance, a été jusqu'en 2011 directeur général adjoint de la Proparco où il a conduit avec succès la forte croissance de l'institution financière aux côtés de Luc Rigouzzo.

Les deux anciens de Proparco ont d'abord créé Amethis Advisory en 2011 en partenariat avec la Compagnie Benjamin de Rothschild (CBR). Puis, en décembre 2012, c'est le lancement du fonds Amethis Finance au Luxembourg et une levée de 134 millions d'euros. Il faut y ajouter une ligne de crédit de 150 millions de Dollars avec l'OPIC (institution de développement financière américaine). Un prêt qui a vocation à financer exclusivement l'activité de prêts d'Amethis. La rencontre avec Velogic est donc venue au bon moment et s'est traduite par une entrée du fonds dans le capital du Mauricien à hauteur de 33% pour un montant de 400 millions de roupies (10 millions d'euros). De quoi mettre en œuvre une stratégie de développement dans la région océan Indien et en Afrique. « *D'un espace vide et rural il y a deux ans, l'Afrique devient un continent urbain, dense, qui abritera bientôt 20% de la population mondiale, avec une classe moyenne de plus de 250 millions de personnes qui représentera un marché de 2 000 milliards de dollars. Ces mutations démographiques, urbaines et économiques génèrent de considérables opportunités d'investissement* », expliquent les fondateurs d'Amethis.



Pour Velogic, qui a réalisé plus de deux milliards de roupies (50 millions d'euros) de chiffre d'affaires et 54 millions de roupies (1,3 million d'euros) de résultat net sur neuf mois d'exercice financier en 2013, le développement international n'est pas une nouveauté.



Le leader mauricien de la logistique propose une station de fret de conteneur (CFS) à l'importation et ... l'exportation.

VISHAL NUNKOO : UN PUR PRODUIT ROGERS

À la tête de Velogic depuis trois ans, le parcours de ce jeune CEO confirme les opportunités de carrière que peut apporter le groupe Rogers. Rien ne prédestinait en effet Vishal Nunkoo à évoluer dans la logistique puisqu'il est ingénieur agroalimentaire. Après des études en Russie, il aura l'occasion d'obtenir un MBA à Maurice et il évolue au sein du groupe depuis 1993. Une expérience enrichissante qui lui permettra de se former à la gestion de projets et de s'aguerrir dans le management. Sa première expérience dans la logistique, ce sera en 2002 à Tananarive, mais une expérience interrompue après six mois en raison de la crise politique qui paralyse l'activité économique du pays. De retour à Maurice, il dirigera pendant huit ans une filiale du groupe spécialisée en ingénierie et matériel informatiques. Puis, en 2010, alors qu'il aspire à découvrir une nouvelle expérience, l'opportunité se présente de venir travailler au siège du groupe, aux côtés de son dirigeant, Philippe Espitalier-Noël, sur le plan stratégique en cours d'élaboration. En 2011, après le départ du CEO de Velogic, Ian Claxton, Philippe Espitalier-Noël lui propose le poste. Un gros challenge car Velogic a l'ambition de se développer à l'international. Un challenge que relève Vishal Nunkoo.



MAURICE

... VELOGIC AFFRÈTE DES VRAQUIERS POUR LE GROUPE RÉUNIONNAIS URCOOPA

Pour Velogic, qui a réalisé plus de deux milliards de roupies (50 millions d'euros) de chiffre d'affaires et 54 millions de roupies (1,3 million d'euros) de résultat net sur neuf mois d'exercice financier en 2013, le développement international n'est pas une nouveauté. Spécialisé dans le transit international, le courtage en douane, le stockage, le transport routier et l'affrètement de vraquiers, Velogic est déjà présent en France, au Bangladesh, en Inde, à Madagascar, au Mozambique et à La Réunion. Un réseau de 25 bureaux en plus des implantations à Maurice (à l'aéroport et à Port-Louis). Une toile qui s'est tissée au fil des ans, parfois à travers des joint-venture, comme à Singapour où est basée l'activité de shipping. C'est à partir de cette filiale que Velogic affrète des navires pour le compte du groupe réunionnais URCOOPA (Union régionale des coopératives agricoles). La marque Velogic fédère ce réseau international depuis quelques années, employant un millier de salariés dont 750 à Maurice.

La force de ce spécialiste de la logistique est de pouvoir s'adapter à des demandes spécifiques et de fournir des services sur-mesure comme, par exemple, l'emballage de sucres spéciaux. Aujourd'hui, le potentiel du continent africain retient toute son attention. Mais pour réussir à s'implanter sur de nouveaux marchés, « le facteur humain est capital, comme toujours, mais c'est encore plus vrai en Afrique », analyse Vishal Nukoo qui reconnaît avoir déjà identifié des partenaires au Kenya et en Tanzanie. Des acteurs qui interviennent dans certains des métiers de Velogic et qui auraient ainsi l'opportunité de se développer dans d'autres activités. Un partenaire fiable, dans un esprit win-win, c'est la clé du succès.



Velogic est spécialisé dans le transit international, le courtage en douane, le stockage, le transport routier et l'affrètement de vraquiers



• FRANCE

- Roissy
- Dunkerque
- Lyon
- Lille
- Le Havre
- Marseille
- Rungis

• BANGLADESH

- Dhaka
- Chittagong

• INDE

- Delhi
- Mumbai
- Chennai
- Tirupur
- Tuticorin

Ludhiana

- Chandigarth
- Bangalore

• MADAGASCAR

- Tananarive
- Tamatave
- Ivato

Antsirabe

Majunga

• MOZAMBIQUE

Maputo

Beira

• RÉUNION

Aéroport Roland Garros

• MAURICE

- Port-Louis
- Plaisance

GESTION DE FREEPORT OPERATIONS OF MAURITIUS

Le Freeport Operations of Mauritius (FOM) est une plateforme logistique internationale de 8,5 hectares à proximité du terminal de conteneurs. Velogic y exploite également un espace dédié aux foires et salons tout en fournissant une multitude de services :

- Stockage et manutention
- Station de fret de conteneur (CFS) à l'importation et l'exportation
- Dépotage des voitures d'occasion importées dans la CFS
- Arrimage des voitures et véhicules destinés à l'exportation
- Installation sous douane
- Système de gestion d'entrepôt (WMS)
- Système de suivi de stock en ligne
- Prises frigo et stockage des conteneurs réfrigérés
- Zones franches
- Industrie textile
- Centre d'exposition
- Valeur ajoutée - groupage, remballage.

**100%
Naturel**



COMBATTONS LA DENGUE

avec

REPEL IT

SPRAY ANTI-MOUSTIQUES



Made in Mauritius by Mauritius Cosmetics Ltd
Bonne Terre, Vacoas, under license from Berkhamsted Toiletries (England)
Tel: (230) 402 0852 - Fax: (230) 426 6240
cosmetics@deramann.com

IMPLANTATION DU LEADER FRANÇAIS DES RÉSIDENCES SERVICES SENIORS

Domitys annonce un projet de construction d'une résidence services seniors (RSS) à Grand Baie, en partenariat avec le Mauricien 2-Futures. Un projet de 130 logements dont la commercialisation débutera en milieu d'année 2014.

Domitys est leader en France, avec 40 résidences exploitées, sur le marché du logement pour personnes âgées non dépendantes, avec une nouvelle génération d'espaces de services diversifiés à la carte, payés suivant l'usage. Depuis son premier programme, en 2001, le groupe poursuit un objectif de 100 résidences en 2018 et de 200 en 2022 et il commence à construire hors de France. Les logements sont commercialisés auprès d'investisseurs par un schéma locatif en meublé, permettant de créer du revenu complémentaire non imposable, avec un avantage fiscal de 30% sur l'investissement. « *L'investisseur est débarrassé de toute contrainte inhérente à la location puisque Domitys lui verse un loyer, prend en charge*

la maintenance et développe des prestations de services qu'elle facture au résident suivant sa consommation », explique Julien Bey, directeur général de GFP Invest, structure de commercialisation de Domitys. Sur ce secteur en pleine expansion, la demande est supérieure à l'offre de façon durable. En 2012, avec 25 RSS, Domitys a réalisé 24,5 millions d'euros de chiffre d'affaires et un revenu brut d'exploitation de 9%, et de 15% sur les résidences à fonctionnement plein. En France, la rentabilité locative des RSS de Domitys varie de plus de 3% à 4,5%, en fonction des zones géographiques, pour un investissement de l'ordre de 140 000 euros, par exemple. « *Pour un investissement garanti sécurisé, avec une telle rentabilité, c'est bien supérieur à ce que propose le marché locatif* », tranche Julien Bey. Cet immobilier de rendement, dans le cas d'une revente à 11 ans, permet actuellement une plus-value d'environ 10%.

En s'implantant à Maurice, Domitys veut profiter du savoir-faire hôtelier, réputé à l'international, et du rayonnement de la destination. Associé à un programme résidentiel pour les Mauriciens, le projet de Grand Baie vise une clientèle locale et régionale, mais aussi celle des touristes âgés.



Philippe Stéphan

Julien Bey, directeur général de GFP Invest, structure de commercialisation de Domitys :
« *L'investisseur est débarrassé de toute contrainte inhérente à la location puisque Domitys lui verse un loyer, prend en charge la maintenance et développe des prestations de services qu'elle facture au résident suivant sa consommation.* »

« *On constate, par exemple, que beaucoup de seniors fréquentent le Club Méditerranée à Maurice* », observe Julien Bey.

L'ÎLE AUX AIGRETTES ALIMENTÉE AU SOLAIRE

L'île aux Aigrettes, en cours de reboisement sous l'action de l'ONG Mauritian Wildlife Foundation (MWF), vise à redevenir un sanctuaire de la flore et de la faune locales. Les visites y sont autorisées (pour une durée jusqu'à deux heures) mais réglementées. C'est dans cette île protégée que l'entreprise SETL Meeco (filiale du groupe Leal), spécialisée dans le photovoltaïque, vient d'installer 18 panneaux de type iKube F150 permettant de générer 3kW. De quoi alimenter les 25 hectares du site. Il s'agit d'une action menée par SETL Meeco dans le cadre de son programme de CSR (Corporate Social Responsibility, responsabilité sociale de l'entreprise). « *Nous avons voulu offrir tout un système photovoltaïque à la Mauritian Wildlife Foundation pour simplifier la vie des membres de l'équipe qui travaillent à l'île aux Aigrettes*, explique Philippe Genoud, Chief Operating Officer de l'entreprise. *Certains employés logent sur l'île et il leur fallait un système adéquat pour leurs besoins quotidiens : se doucher, faire à manger en utilisant des ustensiles électriques, être en*



DR

De gauche à droite : Prakash Ramiah, Assistant General Manager de SETL Meeco, Jean-Hugues Gardenne, Fundraising Manager de la Mauritian Wildlife Foundation et Philippe Genoud, Chief Operating Officer de SETL Meeco.

contact avec leur famille ou le bureau à travers l'ordinateur ou le téléphone portable. » Le modèle iKube F150 a été choisi car c'est un générateur photovoltaïque mobile prêt à l'usage. Il convient aux zones non couvertes par un réseau électrique et fonctionne même en l'absence du soleil grâce à ses batteries. SETL Meeco se présente comme l'un des

leaders à Maurice dans l'installation de kits et de générateurs photovoltaïques. L'entreprise est née en février 2013, issue d'un joint-venture entre Solar Ernte Technik Ltd (SETL), une filiale du groupe Leal, et Meeco AG, une entreprise suisse présente depuis plus de 80 ans dans le secteur de l'énergie.

GROUPE **SOCOTA**



Weaving sustainable development into a heritage of quality

Groupe Socota has today diversified its global activities into Textiles & Apparel, Aquaculture & Seafood distribution and more recently, Socota Phoenicia, a Real Estate development in Mauritius.

Keeping social and environmental sustainability at the heart of our activities, our rich heritage guides our ambition to pursue sustainable progress.

Headquarters:

Sayed Hossen Road, Solférino, Phoenix (Mauritius)

Tel: +230 427 6666 Fax : +230 427 6667 Email: sag@stm.socota.com

12 Avenue de l'Indépendance, Antananarivo (Madagascar)

Tel: +261 20 44 484 22 Fax: +261 20 44 494 49 Email: sag@cre.socota.com

www.groupesocota.com / www.madagascar-gambas.com



SOCOTAphoenicia

S O C O T A

NEW-WORLD FASHION SOLUTIONS

out of africa

HAREL MALLAC RÉDUIT SES PERTES ET CONFIE SON REDRESSEMENT À UN NOUVEAU CEO

Après une année 2012 éprouvante, où il avait perdu 2,4 millions d'euros, le groupe affiche un résultat négatif de 1,07 million d'euro en 2013 et veut renouer avec les bénéfices en 2014.

Charles Harel est CEO d'Harel Mallac depuis le 1er janvier et c'est à lui qu'incombe la lourde tâche de redresser ce groupe diversifié. Le nouveau patron connaît bien la maison, où il est entré en 1998 pour diriger les activités de tourisme et de commerce de détail. Formé en management et en finance en Afrique du Sud (Cape Technikon), il détient aussi un MBA de l'université de Birmingham, en Angleterre. Il a poursuivi sa carrière au sein du groupe où il a dirigé la branche bureautique avant d'être en charge de l'activité immobilière et des nouveaux projets. Un poste stratégique qui l'a conduit à être désigné en 2013 comme CEO. Si l'entreprise a réduit par deux ses pertes, qui s'élevaient à 43 millions de roupies (1,07 million d'euros pour l'année 2013, cela ne satisfait pas Charles Harel qui escomptait une reprise plus rapide. « *Mais nous sommes sur la bonne voie avec une progression confirmée de pratiquement tous nos investissements et activités* », analyse-t-il. Si le chiffre d'affaires reste stable, à 3,974 milliards de roupies (environ 100 millions d'euros), c'est donc



Charles Harel, CEO du groupe depuis le 1er janvier : « Nous sommes sur la bonne voie. »

surtout sa rentabilité que le groupe a améliorée. Le résultat d'une stratégie qui s'est amorcée en 2012. Harel Mallac est désormais plus présent dans le secteur hôtelier avec des investissements dans Attitude Resorts, le groupe de Jean-Michel Pitot, qui affiche une belle réussite, dans l'hôtel Zilwa (géré par Attitude) et dans le Paradise Cove. Quant à l'hôtel Maritim, il est devenu une compagnie associée.

LES MÉTIERS D'HAREL MALLAC

L'histoire de ce conglomérat remonte à 1830 et il est coté à la bourse de Maurice depuis 1991. Il intervient dans plusieurs métiers différents : ingénierie, bureautique, équipements agro-industriels, technologies de l'information et de la communication, solutions d'externalisation, agence de voyages, grande distribution, produits chimiques, investissements régionaux et internationaux, services.

En 2014, le groupe accentue également sa présence dans la grande distribution suite à la reprise de deux hypermarchés qui étaient exploités sous l'enseigne sud-africaine Pick n Pay dans les centres commerciaux de Bagatelle et de Cascavelle. Ces magasins sont passés sous l'enseigne française Monoprix dont une filiale d'Harel Mallac détient la franchise. Outre ce développement sur le marché local, Charles Harel regarde du côté de l'Afrique où le groupe pourrait exploiter davantage ses savoir-faire dans la chimie, l'ingénierie informatique et les technologies de l'information et de la communication (TIC). Il est déjà présent à Madagascar, à Mayotte, à La Réunion, au Rwanda, en Tanzanie et au Burundi.

EMIRATES RENFORCE SES LIENS AVEC MAURICE

« *Dubaï est devenu un hub important pour nous et la coopération commerciale renforcée avec Emirates permet à Air Mauritius de couvrir encore plus de destinations*, souligne André Viljoen, CEO de la compagnie nationale mauricienne. *Cet accord vient soutenir notre nouvelle stratégie par rapport à notre réseau.* » Emirates et Air Mauritius ont ratifié une extension de dix ans de leur « *codeshare agreement* ». Ce nouvel accord étend la coopération au-delà de Dubaï, incluant la Chine, l'Égypte, l'Italie, le Pakistan, l'Arabie saoudite et le Sri Lanka. Il prévoit également un lien entre les programmes de fidélisation des clients. Les passagers de la compagnie aérienne de Dubaï pourront, quant à eux, profiter des connections d'Air Mauritius avec Madagascar et La Réunion.

En plus du nouveau accord de partage de code, un protocole d'entente entre Emirates et la Mauritius Tourism Promotion Authority



(MTPA) a été renouvelé. Il prévoit une collaboration afin de soutenir les arrivées touristiques des marchés importants.

Thierry Antinori, Executive Vice-President et Chief Commercial Officer d'Emirates (à droite) lors de la signature de l'accord avec André Viljoen, CEO d'Air Mauritius.



MAITEX 2014

Mauritius International Trade Expo

THIRD EDITION

21-24 August 2014

Swami Vivekananda International Convention Centre (SVICC),
PAILLES, MAURITIUS



Over 125
manufacturers &
service providers
under one roof from
the following sectors:

- Textiles, Garments & Accessories
- Agro-Industry
- Fertilizers
- Light Engineering
- Printing & Publishing
- Trendy Jewellery Collection
- Paint & Chemicals
- Footwear
- Furniture
- Handicraft
- Luxury Items

Also at the exhibition



3rd edition
Wide variety of
Exclusive Mauritian Rums



5th edition
Vast collection of
Trendy Jewelleries



2nd edition
The Award that celebrates
Exports Excellence in Mauritius

Buyers & visitors from over 20 different countries will attend this third edition of MAITEX

Don't miss this opportunity Register NOW!

Registration now available on our website: www.sourcemauritius.com

or alternatively email us at: info@em.intnet.mu



L'INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR L'ENTREPRENEURIAT SE TOURNE VERS L'AFRIQUE

Quinze ans après sa création et le succès rencontré par son Master en entrepreneuriat, l'IFE propose un Master en commercial international destiné aux négociations sur ce continent. Son directeur, Raymond Guillouzo, s'en explique...

Propos recueillis par Jean-Michel Durand
jeanmicheldurand@ecoaustral.com

L'Éco austral : Pourquoi ce choix d'un Master spécifique tourné vers l'Afrique ?

Raymond Guillouzo : En lançant en octobre prochain ce diplôme Bac+5, nous répondons aux besoins économiques de Maurice et d'autres régions du monde. En effet, si l'Afrique a un potentiel de développement économique très important, de nombreux entrepreneurs hésitent beaucoup à y investir car ils n'ont pas cette formation à la négociation et à l'implantation d'une activité sur ce continent. Cette nouvelle formation vise à une meilleure compréhension de la spécificité de l'Afrique à deux niveaux. D'une part, nous aurons des professeurs qui proposeront des cours de géopolitique, d'économie, de commerce, de gestion du personnel spécifique, de civilisation et de culture africaines. D'autre part, nous avons prévu 40 heures de conférences pour faire intervenir des professionnels qui opèrent déjà dans ce continent. Ils viendront partager leurs expériences avec nos étudiants. Cet aspect opérationnel reste l'une de nos spécificités. Même si nos diplômés ouvrent le droit à s'inscrire à un doctorat, nos formations sont prioritairement professionnalisantes. D'autant

« De nombreux entrepreneurs hésitent encore à investir en Afrique car ils n'ont pas de formation spécifique à la négociation. »



Davidson Amachellum

plus que les personnes qui viendront postuler à cette formation auront déjà une expérience professionnelle. Elles seront particulièrement motivées en venant avec l'objectif de créer leur propre entreprise ou de bénéficier de promotion au sein de l'entreprise qui les emploie. Leur passage dans notre institut doit leur permettre de franchir une étape dans leur vie professionnelle. Il faut ajouter que ce Master s'appuiera sur le réseau de l'IFE en Afrique, constitué principalement de nos anciens étudiants devenus eux-mêmes chefs d'entreprise.

Dès sa création, l'IFE a mis l'accent sur la formation des entrepreneurs. Est-ce que l'entrepreneuriat peut vraiment s'enseigner ?

Ce n'est pas une matière comme une autre et ceux qui s'adressent à nous ont commencé à travailler sur un projet. Il s'agit de leur permettre de le réaliser. Il faut souligner aussi que l'IFE a répondu à une demande expresse de Maurice qui désirait implanter un institut de formation de haut niveau dans ce domaine. Il est clair que l'entrepreneur a un rôle fondamental à jouer. Dans les pays du Nord, on appréhende l'entrepreneuriat comme un

moyen de sortir de la crise alors qu'au Sud, on l'envisage comme un moyen de développement économique.

Comment se situe votre offre par rapport à la volonté des autorités mauriciennes de créer un Knowledge Hub ?

Maurice conduit en effet ce projet de pôle de connaissances, de « Knowledge Hub », dans lequel l'IFE s'inscrit totalement. Plus de 90% de nos étudiants viennent de pays étrangers. Et, à ce jour, nous avons formé plus de 500 étudiants et certains ont développé par la suite des relations de client à fournisseur. En outre, même si l'IFE est par essence francophone, nous proposons des formations bilingues avec l'anglais comme médium d'apprentissage. La mondialisation est une réalité et un entrepreneur doit raisonner à l'international dès la création de son activité. C'est pourquoi nous allons introduire dans notre Master commerce international axé sur l'Afrique des cours de Portugais et d'Arabe pour accroître les compétences de nos cadres. En Angola, par exemple, vous ne pouvez pas développer une activité sans maîtriser la langue portugaise.

INFOS PRATIQUES

Le Master commerce international orienté sur l'Afrique offre une formation innovante liée au développement de ce continent. L'université Rennes 2 intervient dans le diplôme de cette formation Bac+5 qui a pour objectif de former des cadres de haut niveau pour développer des activités internationales avec les différents pays africains. La formation s'étend sur 20 semaines, de début octobre à fin mars. Elle comprend un stage de 4 à 6 mois qui débouche sur un mémoire. Les droits d'inscription s'élèvent à 2 500 euros pour l'ensemble de la formation. La date limite pour le dépôt des dossiers est fixée au 23 juin et les résultats de la sélection seront communiqués le 7 juillet.



ENGAGEMENT # 14

ENL s'engage à accompagner le projet de jeunes entrepreneurs.

Parce que l'entreprenariat est gage du dynamisme de notre pays, nous sélectionnerons et accompagnerons de jeunes entrepreneurs mauriciens en mettant à leur disposition nos ressources et notre expérience.

enl  *s'engage !*

Pour mieux vivre demain et rester performant dans un environnement en perpétuelle mutation, nous devons aujourd'hui exprimer notre nouvelle vision de l'entreprise.

Avec 100 promesses, ENL s'engage à mutualiser, découvrir, fiabiliser, optimiser, innover, apprendre, grandir...

Autant de valeurs au coeur de notre action pour écrire ensemble notre histoire.

Pour plus d'informations : www.enl.mu/commitments

100
engagements
pour demain

enl  agribusiness

enl  commercial

enl  investment

enl  lifestyle

enl  property

LES MINISTRES DE LA COI FIXENT LE CAP DU PROCHAIN SOMMET

Le Comité des officiers permanents de liaison s'est réuni les 7 et 9 avril et le Conseil des ministres les 10 et 11 avril, à Moroni, pour se pencher sur les grands dossiers en cours d'instruction et préparer le sommet des chefs d'État de juillet.

Le Conseil a approuvé l'organisation d'une table ronde des bailleurs consacrée à la sécurité alimentaire, complémentaire de la conférence des donateurs qu'assumera l'Union africaine. Cette conférence, qui se tiendra dans le sillage de celle de Mahajanga en mars 2013, sera aussi l'occasion de présenter la stratégie régionale de sécurité alimentaire ainsi que les projets en cours d'instruction avec les partenaires au développement, notamment le Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA).

CANDIDATURE DES SEYCHELLES À LA PRÉSIDENTIE DE L'ALLIANCE MONDIALE DES PETITS ÉTATS INSULAIRES

La COI prépare actuellement un plaidoyer qui sera présenté aux Samoa lors de la Conférence des Nations Unies sur les PIED en septembre prochain. Ce document devra exprimer les ambitions de l'Indianocéanie et du groupe AIMS (Atlantique, océan Indien, Méditerranée et mer de Chine méridionale) pour les PIED. Les ministres ont demandé au secrétariat général de finaliser ce plaidoyer. Pour le ministre mauricien, Dr Arvin Boolell, Samoa devra conduire à « *une meilleure reconnaissance internationale de la vulnérabilité des PEID et donc de leurs besoins spécifiques* ». Pour son homologue comorien, El-Anrif Said Hassane, il s'agira d'obtenir l'assurance d'un traitement spécifique, notamment dans le cadre du nouvel agenda mondial pour le développement



Lors de ce 29^e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien, sa présidence a été transmise à Madagascar par l'Union des Comores. De gauche à droite sur la photo : Jacques Ulrich Andriantina, ministre des Affaires étrangères de Madagascar, Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, El-Anrif Said Hassane, ministre des Relations extérieures des Comores et président du Conseil, Claudine Ledoux, ambassadrice déléguée à la coopération dans l'océan Indien, représentant le ministre français des Affaires étrangères, Dr Arvin Boolell, ministre des Affaires étrangères de Maurice, Jean Paul Adam, ministre des Affaires étrangères des Seychelles, Henry Rabary-Njaka, directeur du cabinet du président et représentant spécial du président malgache.

post-2015. C'est en substance le message essentiel du plaidoyer. Le 29^e Conseil des ministres de la COI a également réitéré son soutien au lancement officiel, à la conférence de Samoa, du Défi côtier de l'océan Indien (WIOCC) proposé par le gouvernement des Seychelles et qui regroupe l'ensemble des îles de l'océan Indien ainsi que des pays côtiers tels que la Tanzanie. Reconnaisant le rôle de leadership des Seychelles dans la défense des intérêts insulaires, le Conseil a affirmé son soutien à la candidature seychelloise à la présidence de l'Alliance mondiale des petits États insulaires (AOSIS) d'ici le mois de novembre.

UN PROJET DE MARCHÉ UNIQUE DU TRANSPORT AÉRIEN

En matière de desserte aérienne, le Conseil s'est félicité de la publication des « *Ailes de l'Indianocéanie* », plaidoyer de la COI pour une stratégie aérienne régionale. Cette étude, qui fait la démonstration de la plus-value réelle et durable d'une approche coordonnée, doit

maintenant faciliter la prise de décisions et la mise en œuvre d'actions concrètes. C'est dans ce sens que le 29^e Conseil a validé l'organisation d'une réunion des ministres des Transports et du Tourisme incluant les compagnies aériennes, l'Aviation civile et les opérateurs du tourisme. Cette réunion ministérielle se tiendra aux Seychelles d'ici le mois de juillet. Lors de cette conférence, les ministres devront notamment discuter de la proposition des Seychelles de mettre en place un marché unique du transport aérien dans l'Indianocéanie.

DESSERTE MARITIME : DEMANDE DE FINANCEMENT

La desserte maritime régionale a suscité un fort intérêt régional, tant du côté des États que du secteur privé. Mais un réseau de cabotage régional ne sera viable que s'il dispose d'un volume de marchandises conséquent et s'il bénéficie d'un cadre d'opération sécurisé, notamment grâce au projet de promotion de la sécurité maritime (MASE) financé par ...

LES AMBITIONS DES SEYCHELLES

En marge du Conseil de la COI, les pays membres ont apporté leur soutien au gouvernement de la République des Seychelles qui a annoncé sa candidature à un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies.



**A LA SOFIDER,
IL Y A UN PRÊT POUR CHAQUE PROJET.**

**PRÊT
ENTREPRISETM**

Besoin d'un nouvel investissement ?
La Sofider a la solution 'prêt' qui répond à votre esprit d'entreprise.

(1) Offre réservée aux professionnels, sous réserve d'acceptation du dossier par la SOFIDER.
(2) Coût de la communication 10,7 cts la minute + coût de la communication depuis un mobile.
N°ORIAS : 070 36 302 - SOFIDER SA au capital de 40 000 000 Euros, siret : 314 539 347 00026
3, rue Labourdonnais - 97400 Saint-Denis.

0820 32 10 00[®]
www.sofider.re

SOFIDER

GROUPE BRED
Les spécialistes du prêt.

**TENDER NOTICE
INTERNATIONAL OPEN ADVERTISED PRE-QUALIFICATION**

Authorised under Section 14(2) of the Public Procurement Act 2006



Starting Your Journey With a Smile

**INVITATION FOR PRE-QUALIFICATION
PRE-QUALIFICATION FOR THE CONSTRUCTION OF 2 AIRCRAFT PARKING STANDS (16 & 17)
AT SSR INTERNATIONAL AIRPORT**

CPB No: CPB/11/2014

Airports of Mauritius Co. Ltd (AML) is pleased to invite eligible Applicants to participate in the pre-qualification exercise for the Construction of 2 Aircraft Parking Stands (16 & 17) at SSR International Airport, Plaine Magnien, Mauritius. It is expected that invitation for bid will be made in August 2014.

Interested eligible applicants may obtain further information and download the pre-qualification document from the government procurement website on publicprocurement.gov.mu

Applications for pre-qualification should be submitted in sealed envelopes, delivered to the address below on **Tuesday 01 July 2014 up to 13:30 hrs (local time) at latest.**

Address for submission and opening of bids

**The Chairman
CENTRAL PROCUREMENT BOARD
1st Floor, Social Security House
Julius Nyerere Avenue
Rose Hill
MAURITIUS**

30 April 2014

AML House, SSR International Airport, Plaine Magnien, MAURITIUS • Tel: (230) 603 6000 • Fax: (230) 637 5306

OCÉAN INDIEN

... l'Union européenne. Le Conseil a ainsi demandé à ce que, d'une part, un programme de connectivité maritime, et d'autre part, une suite au programme MASE, soient proposés pour financement dans le cadre du 11e Fonds européen de développement (FED).

CONNECTIVITÉ NUMÉRIQUE : UN PROJET DE TÉLÉVISION

Le Conseil a confié au secrétariat général la tâche de formuler un projet portant sur l'amélioration de l'infrastructure numérique régionale pour financement sous le 11e FED. En parallèle, le projet de télévision régionale, IndOcéane TV, a évolué pour correspondre à l'évolution du paysage médiatique et numérique régional. Ainsi, le Conseil a décidé de soutenir la création d'une plate-forme numérique multimédia. Il s'agira d'une TV 2.0., résolument moderne et en phase avec son temps, connectée, sociale, enrichie et participative.

ÉCONOMIE BLEUE : UNE CONFÉRENCE À LA RÉUNION

Le Conseil a réaffirmé son intention de faire de l'exploitation raisonnée des ressources océaniques un levier de développement majeur. Les ministres, qui ont félicité les Seychelles pour la co-organisation du premier sommet mondial sur le sujet en janvier dernier à Abu Dhabi, ont entériné l'organisation d'une conférence régionale sur ce thème, à La Réunion, d'ici juin 2014.

DE NOUVELLES AMBITIONS POUR LES CHEFS D'ÉTAT

L'Union des Comores a présenté l'avancement de l'organisation du IVe Sommet de l'histoire

INDOCÉANE TV : PLATEFORME NUMÉRIQUE MULTIMÉDIAS

Alors que le satellite ne concerne que 352 000 foyers dans l'Indianocéanie, le numérique a un impact infiniment plus fort et qui ira croissant. Le taux de pénétration du téléphone mobile à Maurice est supérieur à 100%, le taux de pénétration Internet de 29% ; à Madagascar, on compte trois millions d'utilisateurs d'Internet mobiles et 10 millions d'utilisateurs de mobiles ; à La Réunion, le taux d'équipement Internet est de 64% ; aux Seychelles, enfin, le taux de pénétration Internet est de 40%.

En s'appuyant sur un réseau de partenaires publics et privés qui fournira les contenus et les services multimédias (vidéos, photos, sons, textes), la plate-forme Indocéane TV mutualisera ces contenus : divertissement (clips, jeux, etc.), factuel (reportages, documentaires, magazines), fiction (séries, courts-métrages, cinéma), retransmission (événements sportifs, culturels, etc.). Ceux-ci seraient organisés par « chaînes », c'est-à-dire des entrées spécifiques sur la plate-forme permettant de les découvrir par grandes thématiques. La plate-forme permettrait aussi d'accéder aux contenus en direct, en vidéo à la demande ou en continu par le biais de tous types de terminaux (TV connectée, ordinateur, tablette, smartphone). Pour mener à bien ce projet, la COI espère bénéficier d'un financement via les fonds européens FED et/ou FEDER. À cet égard, le 29e Conseil des ministres a chargé le secrétaire général de solliciter les bailleurs et notamment l'Union européenne. Deux types d'appels d'offres sont à prévoir :

- Un appel d'offres pour rechercher un prestataire qui identifiera les partenaires potentiels, élaborera les argumentaires d'incitation à un partenariat par types d'acteurs, organisera et gèrera les séances de présentation du projet auprès des partenaires, apportera un soutien technique, élaborera des modalités de partenariats (nature, contribution, échange ou budget, périodicité, etc.) ;
- Un appel d'offres technique afin de rechercher un prestataire qui mettra notamment en œuvre les chantiers « solution ou architecture technique du dispositif », « design et graphisme », « gestion des contenus ».

de l'organisation régionale, « prise en main par une commission pluridisciplinaire, émanant de la société civile et de l'ensemble des grandes administrations de notre pays qui se sont mobilisées pour faire de ce rendez-vous une réussite et une rencontre productive et fraternelle pour les décideurs qui ont la lourde responsabilité de bâtir notre destin collectif », a expliqué le ministre comorien des Relations extérieures et président du Conseil, El-Anrif Said Hassane.

Parmi les grands sujets qui seront débattus par les chefs d'États, il faut signaler l'idée de

changer d'appellation pour devenir « Communauté de l'océan Indien ». Mais il est aussi question d'élargissement avec l'intérêt manifesté par plusieurs pays, dont le Sri Lanka et les Maldives, de rejoindre la COI. Dans un premier temps, le Conseil penche pour un statut d'observateur.

LE BESOIN D'IDENTIFIER DE NOUVELLES SOURCES DE FINANCEMENT

La COI, qui gère un portefeuille de projets de plus en plus conséquent, de l'ordre de 23 millions d'euros pour 2014, doit pouvoir compter sur un Secrétariat général doté de ressources humaines renforcées. Compte tenu des contraintes budgétaires des pays membres, il est nécessaire d'identifier des sources de financement innovantes afin de répondre aux demandes légitimes et sans cesse plus grandes des États membres et de la société civile. Un rapport d'un cabinet de conseil a été présenté à cet effet. Le Conseil a pris note des propositions soumises et a décidé de mettre en place un Comité budgétaire chargé de les étudier. Ce comité formulera ainsi des recommandations quant aux financements innovants envisageables afin de donner plus d'autonomie au secrétariat général.

UNE CONVENTION AVEC L'EUROPE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La convention de financement prévoit 7,5 millions d'euros dans le cadre du 10ème Fonds européen de développement (FED) pour la mise en œuvre d'une nouvelle phase du projet ISLANDS. Ce nouveau financement s'ajoute aux 10 millions d'euros déjà alloués par l'UE pour la phase I du programme qui s'étend d'août 2011 à juin 2014. Cette première phase a permis de concevoir un système de suivi et évaluation de la Stratégie de

Maurice aux niveaux national, régional et international, d'établir plus de 40 partenariats régionaux et internationaux, de sensibiliser plus de 13 000 personnes sur des questions relatives au développement durable, de former plus de 350 acteurs du développement durable afin qu'ils aient les compétences pour mener à bien leurs actions, de mettre la région en valeur à l'occasion de plus de 20 événements internationaux et de développer 7 outils de gestion et de planification pour les acteurs du développement durable de la région.



DR



viser la
performance

avec la **série limitée** à partir de **79€ HT⁽¹⁾** jusqu'au 15 juillet 2014

Avec le forfait Performance Pro, votre smartphone prend tout son sens.

nouveau - Internet en très haut débit : 4 Go en H+⁽²⁾

- appels illimités⁽³⁾ 24/7 vers les fixes et mobiles Réunion, métropole et Mayotte
- SMS illimités⁽⁴⁾ vers Réunion, métropole et DOM
- 2 heures de communication vers l'international (décomptés du forfait au prix du local⁽⁵⁾)
- option sécurité⁽⁶⁾ premium à 1€ au lieu de 9€



Tarif éco 24 mois sans mobile⁽¹⁾ : **79€ HT/mois**

Tarif avec mobile : **89€ HT/mois**

Tarification à la seconde dès la première seconde. Prix de la minute au-delà du forfait 0,35€ HT pour les appels vers fixes et mobiles. Série limitée valable à et depuis la Réunion, réservée aux professionnels du 07/04 au 15/07/14 pour toute nouvelle souscription. Offre soumise à conditions. Offre soumise à engagement de 12 mois minimum. Voir conditions sur www.orange-business.re

¹ Avec engagement 24 mois. Offre disponible uniquement en cas d'acquisition d'une nouvelle ligne. Cette offre ne donne pas accès à un mobile à tarif préférentiel. ² Technologie H+ sous réserve de détenir un terminal compatible et être sous zone de couverture H+. Voir zone de couverture H+ sur www.orange-business.re. Débit réduit au-delà. ³ La durée maximale par appel est de 1h50. ⁴ Hors numéros spéciaux et transfert d'appels. DOM (Guyane, Mayotte, Guadeloupe, Martinique et Réunion) Hors SMS +, voir fiche tarifaire sur www.orange-business.re ⁵ Vers tous les fixes et mobiles à l'international (hors communications satellite). ⁶ Option sécurité 9€ pour tous les forfaits autres que la série limitée Performance pro 89€HT.
Orange SA au capital de 10 595 541 532 euros RCS Paris 380 129 866.



HERY RAJAONARIMAMPINANINA SE RÉVÈLE FIN STRATÈGE

Rien d'improvisé chez le président malgache qui, cent jours après le début de son quinquennat, vient de révéler le rôle central de Roger Kolo, son Premier ministre, depuis les élections.

Par Tsirisoa Rakotondravoavy
tsirisoa@ecoaustral.com

Une semaine après l'installation de Roger Kolo, 31 ministres ont été nommés à la satisfaction des bailleurs de fonds. Et l'on découvre dans le même temps un président maître dans l'art de la stratégie alors que certains lui reprochaient à tort son manque d'assurance. S'il ne prend pas ses décisions dans la précipitation, c'est qu'il sait attendre le moment opportun et se donne aussi le temps de réfléchir. On commence à réaliser que la nomination de son Premier ministre ne relevait pas de l'improvisation, mais qu'il s'agissait au contraire d'un plan stratégique. La candidature refusée de Roger Kolo à l'élection présidentielle en 2013, suivie de son appui déclaré à l'actuel président et sa récente nomination à la tête du gouvernement sont les signes d'une complicité réelle entre les deux hommes. Roger Kolo avait commencé la consultation systématique de tous les groupes politiques depuis le mois de février, bien avant l'annonce de sa propre candidature à ce poste. Et les 31 ministres nouvellement nommés représentent bien l'échiquier politique, à défaut d'être connus, pour la plupart, pour leurs capacités techniques. Il faut préciser au passage – et ceci explique peut-être



Roger Kolo (2ème à gauche) aux côtés de Hery Rajaonarimampianina pendant la campagne présidentielle de 2013. On commence à comprendre leur complicité.

cela - que certains ministères ont perdu une partie de leurs compétences. Pendant que Roger Kolo menait les tractations politiques à Madagascar, le président Rajaonarimampianina consultait lui aussi, mais plutôt du côté des institutions internationales, des bailleurs de fonds et des partenaires économiques de la Grande île. Durant deux mois, il a sillonné les États-Unis et l'Europe à la rencontre des décideurs. Une manière aussi d'éviter les débats houleux qui se produisaient dans son pays au même moment et d'éviter ainsi d'y être mêlé. Mais ces tractations politiques étaient le passage obligé pour pouvoir former un gouvernement représentatif. Pendant que les pays étrangers annonçaient à Hery Rajaonarimampianina

leur intention de lever les sanctions économiques et politiques qui pesaient sur la Grande île depuis la Transition de 2009, Roger Kolo préparait le terrain en effaçant Andry Rajoelina de la liste des prétendants au poste de Premier ministre. Ce dernier disparaissait de l'échiquier politique en abandonnant Haja Resampa, son poulain pour la Primature, face aux attaques de l'opinion. Une rencontre entre Rajoelina et Rajaonarimampianina, la veille de la nomination de Roger Kolo, a permis d'entériner la situation. Ce qui confirme les talents de négociateur du président actuel. Mais pour en savoir plus sur cette rencontre, il faudra attendre la prochaine élection présidentielle... en 2018.

PARTENARIAT AVEC LES INDUSTRIELS DE LA RÉUNION

Françoise Delmont-De Palmas, secrétaire générale de l'Association pour le développement industriel de la Réunion (ADIR) a emmené à Madagascar une délégation d'entrepreneurs et d'experts en énergie pour rencontrer leurs homologues du Syndicat des industries de Madagascar (SIM). La qualité, l'énergie et la maintenance ont été les trois sujets développés lors de cette rencontre même si la maîtrise de l'énergie s'est imposée comme le dossier prioritaire. Parmi les entreprises réunionnaises, venues présenter leur expertise, on peut citer Jipé (bâtiment modulaire), Mascarin (chocolat, sucre et sirops), Protem (maintenance industrielle),

Isodom (conseil en organisation et en amélioration durable), Sodico (emballage plastique) et TEEO, entreprise du groupe de Dominique Vienne spécialisée dans le management énergétique. Une expertise qui intéresse les industriels malgaches qui doivent supporter une lourde facture énergétique pouvant représenter jusqu'à 40% de leurs charges d'exploitation, selon Stéphane Raveloson, président du SIM. L'objectif de l'ADIR consiste justement à remonter, à travers des diagnostics énergétiques, les informations de ces industriels et de proposer des solutions adéquates. Lorence Ansermet, représentante à Madagascar de l'Organisation

des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a affirmé son soutien à Madagascar pour ce diagnostic énergétique initié par l'ADIR. « Ce projet peut être le pilote pour un ensemble de programmes appuyé par l'Union européenne à hauteur de 60 millions d'euros », selon Michel Galindo, à la tête de l'antenne de la Région Réunion à Madagascar. Depuis le début de l'année, la majorité des industriels malgaches sont obligés de faire appel à des groupes électrogènes en complément de la fourniture d'électricité par l'opérateur public Jirama. Des groupes qui consomment du fioul à 90 centimes d'euros (2 860 ariary) le litre.

Groupe TRIMETA

www.trimetagroupe.com

Agro-alimentaire

Trimeta
Agro Food
Spice up your life...

www.trimeta-agrofood.com
contact@trimeta.mg
+261 22 461 02

spiceo
Spices Concentrated and

direction@spiceo.com
+261 22 329 80

Millot

direction@spiceo.com
+261 22 329 80

Succursales:

Trimeta Asia - Singapour
Trimeta India - Bangalore, Inde
Vanilla Corporation of America - Philadelphie, USA

Finance - Immobilier

TRIMETA FINANCE

S.I.M

Industrie Plastique

enduma
L'expérience de la qualité

www.enduma.mg
contact@enduma.mg
+261 22 469 42

SACOPLAST
SACHETS ET GARDES EN
PLASTIQUE

sacoplas@moov.mg
+261 20 22 463 09

Hôtellerie

MOTEL
D'ANTANANARIVO

motelanosy@moov.mg
+261 22 670 83

Boulangerie - Pâtisserie

La Grande
Boulangerie
de Madagascar

contact@gbm.mg
+261 22 461 25

infiniThe

www.infinithemg
contact@infinithemg
+261 34 75 888 88

CROUSTIPAIN
Les petits moments

contact@croustipain.mg
+261 34 75 118 91



MOTVKO
By Motvko... on tait mieux
contact@mofoka.mg
+261 34 75 228 29

Siège social:

Tanjombato - BP 3908
Antananarivo - Madagascar
trimeta@trimeta.mg
+261 20 22 460 84

L'Orion RESTAURANT

Des plats sains et originaux
De la fraîcheur dans vos assiettes
Alliance subtile des saveurs asiatiques et de l'occident

En plein centre ville

Du lundi au samedi de 11h30 à 15h et de 19h à 23h



00 261 (0) 34 84 129 29 - restaurant.orion@hotmail.fr

Au bout de l'avenue des palmiers Antsahavola, Villa Tsiazompaniry, Antananarivo

LE SECTEUR PRIVÉ FAIT SES PROPOSITIONS AU NOUVEAU PRÉSIDENT

Le courant semble passer et une vingtaine de mesures, en faveur d'une relance économique, ont été formulées lors d'une rencontre. Des mesures qui demeurent suspendues à l'amélioration de la gouvernance de l'État.

Par Mbolahasina Maminirina
maminirina@ecoaustral.com

La plateforme du secteur privé, qui a eu l'occasion de s'entretenir durant trois heures avec le président Hery Rajaonarimampianina, rassemble le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), le FIVMPAMA (Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy, Groupement des entrepreneurs malgaches), le Syndicat des industries de Madagascar (SIM), la Chambre des mines, la Chambre d'agriculture (Tranoben'ny tantsaha) et la Fédération des chambres de commerce et d'industrie de Madagascar (FCCIM). Et le courant semble passer puisque la plateforme se déclare convaincue de « *la volonté du président de redonner un nouveau souffle à l'économie malgache et son attachement aux principes fondamentaux de la bonne gouvernance, à l'État de droit et à la lutte*



Noro Andriamamonjariason, présidente du GEM (Groupement des entreprises de Madagascar) :

« Les mesures proposées par le secteur privé comportent 20 axes de relance, la plupart peuvent être prises dans l'immédiat et d'autres dans les mois qui viennent. »

contre la corruption ». Parmi les suggestions du secteur privé, on relève la réalisation d'études indépendantes sur Air Madagascar et la compagnie nationale d'électricité Jirama,

ainsi que la libéralisation progressive des prix des carburants et l'établissement progressif de la valeur de l'ariary. L'idée de la mise en place d'un fonds de trésorerie a également été proposée au président en vue de soutenir les industriels et les PME.

Dans le collimateur des acteurs économique se trouve l'administration fiscale et des redressement injustifiés durant la période de Transition. Raison pour laquelle ils réclament une amnistie fiscale. Ramanantsoa Randriamifidimanana, président du FIVMPAMA se déclare « *convaincu de la nécessité de ces contrôles, s'ils sont destinés à supprimer les activités informelles* », mais à condition qu'on mette fin à la corruption et à une répression parfois injustifiée. Le président de la République considère pour sa part que « *le retour des investissements passe par la confiance en l'autorité de l'État* ». Et il souligne qu'une réforme du système fiscal, dans sa globalité, est en cours de réflexion.

En matière de réformes, le secteur privé en appelle à l'application concrète des lois sur les investissements et à la publication des décrets d'application des lois sur les zones franches et les télécommunications. Il prône le rétablissement de la coopération avec les partenaires techniques et financiers par le biais d'une adoption de la loi de finance rectificative.

TOUJOURS DES RESTRICTIONS EUROPÉENNES POUR LES APPAREILS D'AIR MADAGASCAR

La nouvelle a été confirmée lors de la dernière mise à jour de la fameuse « *liste noire* », publiée par la Commission européenne le 10 avril 2014 et fondée sur l'avis du comité de sécurité aérienne de l'UE. La sortie d'Air Madagascar de l'Annexe B de la liste noire est encore loin d'être acquise. La situation de la compagnie nationale malgache reste inchangée depuis avril 2011 où deux appareils Boeing 737-300 d'Air Madagascar ont été interdits de vol dans le ciel européen en raison d'anomalies graves et de problèmes de sécurité majeurs. Dix appareils sont épargnés : trois Boeing B737, deux ATR 72-500, deux ATR 42 ainsi que trois DHC 6-300. Pour assurer ses vols long courrier, la compagnie nationale malgache est obligée d'affréter en 2012 deux Airbus A340 d'Air France avec leurs équipages en vue de desservir Paris et Marseille. Air Madagascar a aussi loué un Boeing 767 d'Euro Atlantic Airways pour desservir Marseille durant la



La sortie d'Air Madagascar de l'Annexe B de la liste noire est encore loin d'être acquise.

haute saison touristique, du 26 juin au 25 octobre 2014. Elle pourra ainsi assurer deux vols hebdomadaires vers la capitale du sud de la France. Son Boeing 767 pourrait également assurer la desserte aérienne entre Moroni et Marseille.

Malgré les efforts déployés par le secteur aérien malgache, notamment le remplacement du directeur général de l'Aviation civile de Madagascar (ACM) par James Andrianalisoa,

le renforcement du niveau de sécurité des exploitations des aéronefs, l'amélioration de la capacité de gestion des programmes de surveillance, la plaidoirie des techniciens malgaches durant la mission au siège de l'UE à Bruxelles en mars dernier, la donne n'a pas changé. Manifestement, il est surtout question d'efforts touchant les ressources humaines spécialisées dans la maintenance, la gestion aéroportuaire et la surveillance des compagnies opérant sur la Grande île, sans oublier la sécurité des vols. « *Le recrutement de techniciens spécialistes dans l'aéronautique est plus que nécessaire* », selon l'ex-patron de l'ACM, Jean Robert Razafy, « *cela afin de maîtriser la sécurité aérienne qui se conforme aux standards de la sécurité aérienne de l'Organisation internationale de l'aviation civile (OACI)* ». **MM**

AFRIQUE DU SUD

L'ANC PROMET DE TRANSFÉRER LE POUVOIR ÉCONOMIQUE AUX NOIRS

L'ANC, reconduit pour cinq ans après sa victoire aux législatives (avec 63% des voix après le dépouillement de 83% des bulletins de vote), a pris note du message de l'électorat et fait son autocritique. « *La réalité, c'est que les Sud-africains noirs ont toujours un sentiment d'injustice sociale, lié à la structure de la propriété économique et de la propriété foncière, constate Malusi Gigaba, le jeune ministre des Entreprises publiques de 42 ans, à qui l'on prédit une brillante carrière politique. Nous devons mettre en place des politiques qui vont changer radicalement cet état de fait. Notre politique depuis vingt ans n'a abouti qu'à créer des actionnaires (noirs). Dans un sens, cela a aussi encouragé le clientélisme, le népotisme et d'autres effets négatifs. Nous voulons que des Noirs créent leur propres entreprises. Nous voulons qu'ils dirigent l'économie réelle, qu'ils s'impliquent dans l'industrie.* »

De fait, les programmes de discrimination

positive mis en place depuis vingt ans ont surtout favorisé l'actionnariat noir, créant quelques grandes fortunes, mais n'ont pas permis aux Noirs de prendre le contrôle effectif des entreprises. Les Blancs (9% de la population) occupent 62,7% des postes de direction en Afrique du Sud, contre seulement 19,8% pour les Noirs (80% de la population), selon un rapport gouvernemental publié début avril. Le jeune parti des Combattants pour la liberté économique (EFF), créé par Julius Malema, recueillant les frustrations, préconise la nationalisation des banques et des mines et la saisie des grands propriétaires terriens. Les résultats provisoires des législatives lui accordaient un peu plus de 5%.

Le but ultime est de créer des emplois, dans un pays qui souffre d'un taux de chômage officiel de plus de 25%. « *Parce que c'est l'industrie qui crée les emplois, c'est l'industrie qui crée la croissance, c'est l'industrie qui va faire progresser notre commerce extérieur,*



spécialement en Afrique », martèle M. Gigaba. L'ANC se propose aussi, selon lui, « *de réformer la propriété foncière plus radicalement et de s'assurer que nous transférons autant de terres que possible au nombreux pauvres qui ont été historiquement dépossédés de leurs terres* ». Ces engagements, dans des termes à peu près équivalents, ont déjà été plusieurs fois annoncés par le président Jacob Zuma depuis le début de son premier mandat en 2009.

INVITATION FOR EXPRESSION OF INTEREST



Starting Your Journey With a Smile

CONSULTANCY SERVICES FOR CARGO HUB DEVELOPMENT AT SSR INTERNATIONAL AIRPORT (REF NO: EOI/TSD/PF/14/002)

Airports of Mauritius Co. Ltd is inviting Expression of Interest (EOI) from prospective Consulting Firms to indicate their willingness to participate in the above.

Eligible Firms having the required experience and expertise are therefore invited to submit their Expression of Interest by filling in and submitting Application Forms 1 to 6B which are available in the EOI document for this assignment, on the Government procurement website: publicprocurement.gov.mu

The closing date for submission of Expression of Interest is **Monday 09 June 2014 by 13h00 (local time) at latest.**

09 May 2014

AML House, SSR International Airport, Plaine Magnien, MAURITIUS • Tel: (230) 603 6000 • Fax: (230) 637 5306

L'ANGOLA VEUT RENFORCER SES RELATIONS AVEC LA FRANCE

Le président angolais José Eduardo Dos Santos vient d'effectuer, du 28 au 30 avril, une visite officielle à Paris à l'invitation de son homologue François Hollande. Une visite qui vise à donner une nouvelle impulsion aux relations bilatérales.

Signe de l'intérêt de Luanda, la délégation présidentielle était composée des ministres des Affaires étrangères, Georges Chikoti, du Pétrole, Botelho de Vasconcelos, de l'Enseignement supérieur, Adão do Nascimento et du ministre d'État Edeltrudes Costa.

José Eduardo Dos Santos et François Hollande ont, tout d'abord, particulièrement évoqué les questions de paix et de sécurité en Afrique. Concernant la situation en République centrafricaine (RCA), ils se sont félicités des appuis internationaux apportés au gouvernement de transition, en particulier par l'Angola et la France, qui permettent un redémarrage progressif des services publics dans ce pays. Ils ont salué les résultats obtenus par la force de l'Union africaine (Misca) et la force française Sangaris, tout en insistant sur la nécessité de poursuivre les efforts engagés pour la protection des civils. Les présidents français et angolais ont lancé un appel au reste de la communauté internationale, afin que la RCA puisse bénéficier d'un soutien suffisant pour faire face à la crise humanitaire qui la frappe depuis plus d'un an. Ils estiment également nécessaire que les Nations Unies prennent les mesures nécessaires à la pleine opérationnalité de sa force, en prévision de son déploiement le 15 septembre prochain. Concernant la République démocratique du Congo (RDC), les deux présidents ont marqué leur satisfaction face aux progrès observés dans l'est du pays. La création début 2013 d'une brigade africaine d'intervention au sein de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (Monusco), dotée d'un mandat plus robuste, a montré une évolution positive dans la conception des opérations de maintien de la paix et a fait la preuve de son efficacité.

Les deux chefs d'État ont également évoqué la situation dans le Golfe de Guinée et indiqué leur volonté de combattre la piraterie et la criminalité transnationale, en renforçant leur coopération en matière de sécurité maritime. Mais le volet le plus important de cette rencontre a été celui des relations économiques.



Présidence de la République/P. Segrette

Selon le président Dos Santos, Paris doit profiter de l'immense potentiel économique et de l'environnement politique favorable pour investir dans son pays.

VERS UN ACCROISSEMENT DES INVESTISSEMENTS CROISÉS

José Eduardo Dos Santos et François Hollande ont souligné que le processus de diversification de l'économie angolaise ouvrirait la possibilité d'un accroissement des investissements croisés des entreprises des deux pays, dans un esprit de réciprocité. Afin de promouvoir ce partenariat entre entreprises, un travail technique conjoint sera entrepris pour faciliter la mobilité professionnelle. Les deux présidents se sont félicités du bon déroulement de la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres, et se sont réjouis de la signature d'un accord entre les deux gouvernements sur ce sujet. La France est un partenaire important en Angola et l'un des pays qui investissent dans l'économie angolaise. La compagnie pétrolière Total est en avance dans la production de « l'oil brut » et a récemment annoncé de nouveaux investissements.

La visite officielle a pris fin avec un forum d'affaires qui a réuni des représentants de grandes entreprises françaises, y compris celles qui opèrent déjà dans le pays et d'autres qui ont exprimé leur intérêt à investir en Angola. Selon le chef d'État angolais, Paris doit profiter de l'immense potentiel économique et politique favorable à l'investissement ainsi que le cadre institutionnel et juridique de son

pays. « Nous pensons qu'il est extrêmement important que les investisseurs étrangers établissent de véritables partenariats avec des investisseurs angolais avec des avantages réciproques, impliquant, outre l'investissement de capital, le transfert de savoir, de technologie et la participation croisée. »

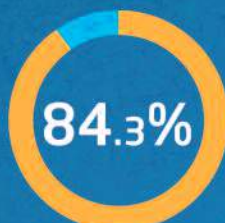
José Eduardo dos Santos a assuré que l'Angola a l'intention d'élargir la coopération avec la France et les potentiels en ressources naturelles sont un facteur important dans la poursuite de l'activité économique dans les secteurs primaire et secondaire. Il a souligné qu'en plus de ces caractéristiques, il existe un climat favorable à l'investissement et à la croissance économique. « Comme vous le savez, mon gouvernement a exécuté avec succès son programme de réformes économiques qui repose sur deux piliers principaux. D'une part, la consolidation de la stabilité macro-économique, en particulier le contrôle de l'inflation. D'autre part, un programme ambitieux d'investissement public de réhabilitation, de modernisation et d'expansion des infrastructures dans l'enseignement, la santé, le logement, l'assainissement, les transports routiers, les chemins de fer, les ports, les aéroports, l'énergie et l'eau. » Et le président José Eduardo Dos Santos de préciser « qu'il s'agit d'un programme financé par l'État, mais qui n'exclut pas la participation du secteur privé ».

MBA International Paris

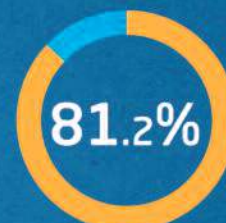
Inscription 2014



de satisfaction sur
le programme*



ont connu une
augmentation
salariale*



d'impact positif sur la
carrière professionnelle*



de Professeurs
internationaux*



d'étudiants
étrangers*

Un **MBA**
au rayonnement
international

LE VRAI VISAGE DE MANUEL VALLS

**120 pages
de révélations
explosives**

En moins de trois ans, Manuel Valls est passé de l'anonymat (5,6 % à la primaire de 2011) à Matignon. L'histoire de Manuel Valls est une espèce de bluff très largement reconstruit : issu de la plus haute bourgeoisie catalane par son père et d'une famille suisse enrichie dans le trafic de l'or par sa mère, ce fils d'un célèbre peintre catalan nullement anti-franquiste a grandi dans

un milieu huppé, dans une maison située en face de l'île Saint-Louis. Ce qui lui a permis de fréquenter le gratin des beaux-arts mais aussi de la politique. Dès ses 18 ans, alors qu'il n'était même pas encore naturalisé français, il a passé un accord secret, appelé « pacte de Tolbiac », avec deux camarades au très brillant avenir, Stéphane Fouks, aujourd'hui pape des communicants socialistes et responsable du Conseil représentatif des institutions juives de France, et Alain Bauer, ancien Grand Maître du Grand Orient de France et pont de la sécurité urbaine. Son ascension doit beaucoup à ces deux hommes avec lesquels il est demeuré étroitement lié.

Le nouveau Premier ministre est aussi l'incarnation même du nouveau Parti socialiste tel que défini par son *think tank* Terra Nova : un pur apparatchik rompu aux jeux d'appareil, à la fois « boboisé », social-démocrate modéré en apparence mais surtout haineux vis-à-vis de ses adversaires politiques, prêt à toutes les compromissions avec les milieux sarközystes recentrés, libéral rallié au mondialisme, à l'europhéisme, au métissage et au multiculturalisme. Ce que d'aucuns pourraient appeler l'« after-socialisme » ou socialisme à « l'eau de rose ». Il est bien évidemment membre du club d'influence Le Siècle, mais aussi du groupe mondialiste de Bilderberg. Semblable aux néo-cons américains, en général venus de l'extrême gauche, il est également un soutien fanatique d'Israël, pays avec lequel il s'est déclaré « éternellement lié ».

C'est cet individu qui se voit évidemment trôner en 2017 ou 2024 à la présidence de la République.

LE VRAI VISAGE DE MANUEL VALLS



«lié de manière éternelle à la communauté juive et à Israël» ?

Éditions
Facta

ASIE

Les ambitions maritimes contrariées de la Chine

« Quel eût été le destin de l'Asie si, en abordant aux Indes et en Malaisie, les navigateurs européens y avaient trouvé établie une thalassocratie chinoise ? » se demandait le grand historien René Grousset. La question retrouve toute sa force au moment où la Chine affirme son ambition maritime.

Par Aymeric Chauprade (*)
<http://blog.realpolitik.tv>

Les ambitions maritimes de la Chine peuvent se résumer en trois objectifs géopolitiques :

1- D'abord sécuriser des routes maritimes empruntées par 90% du commerce international chinois. Les Chinois ont en effet la quatrième flotte marchande du monde et la troisième industrie navale, mais ils doivent s'assurer du contrôle de routes d'exportation qui vont de la mer Jaune et de la mer de Chine orientale jusqu'au Golfe arabo-persique, en passant par la mer de Chine méridionale puis l'océan Indien.

En particulier, au sein de ce commerce, l'approvisionnement pétrolier joue un rôle stratégique pour la Chine, devenue importeur net de pétrole en 1993. En 2030, la Chine devra importer 60% de son pétrole, et plus des deux tiers de ce pétrole viendra du Moyen-Orient.

2- Exploiter les ressources pétrolières offshore et halieutiques des « Méditerranées asiatiques » (mer Jaune, mers de Chine orientale et méridionale). Les ambitions de souveraineté maritime de la Chine s'expliquent donc aussi par la volonté de disposer des ressources des fonds marins.

3- Accéder au grand large, l'océan Pacifique, pour devenir réellement une puissance de dimension mondiale, ce qui implique non seulement de contrôler le détroit de Formose et Taïwan (objectif premier de la réunification chinoise), mais aussi de franchir les chaînes d'îles qui s'étendent du Japon jusqu'aux Philippines; ce qui commande la volonté de développer une Blue Water Navy et non plus seulement une Brown Water Navy.



La mer de Chine méridionale forme un bassin d'environ 3,5 millions de km² semé d'archipels coralliens, fermé à l'est par les Philippines, au sud par Bornéo, à l'ouest par le Vietnam, la Malaisie et Singapour qui garde le détroit stratégique de Malacca, porte de l'océan Indien.

L'AMBITION DE MULTIPLIER PAR QUATRE SA ZONE ÉCONOMIQUE EXCLUSIVE

Ces trois objectifs géopolitiques expliquent que la Chine ait pu déclarer officiellement, en 2010, que la mer de Chine devait désormais être considérée comme étant du même niveau d'intérêt stratégique que Taïwan, le Tibet ou le Xinjiang. Et l'ampleur de la demande en matière de souveraineté maritime est immense. Alors que la ZEE (Zone économique exclusive - Ndlr) chinoise ne couvre aujourd'hui que 800 000 km² (contre plus de 11 millions pour la France), il convient de prendre la mesure de ce que la Chine ambitionne de recouvrir : en comptant les îles disputées en mer de Chine du Sud (Spratleys et Paracel) ou avec le Japon et la Corée du Sud, ce sont plus de 3 millions de km² de zones économiques exclusives et d'extension du plateau continental qui sont revendiqués. Le problème est que cette

ambition est en contradiction flagrante avec les intérêts géopolitiques d'au moins quatre puissances rivales : d'abord les États-Unis, qui entendent conserver la domination sur le Pacifique (domination qu'ils ont obtenu en brisant au XXe siècle l'ascension du Japon), mais aussi, ordonnés suivant une échelle décroissante de la menace, le Japon, l'Inde et le Vietnam. Nous n'oublions pas d'évoquer un État plus faible, les Philippines, mais qui constitue aussi un obstacle à la Chine, notamment du fait de l'appui américain dont il dispose.

Le Japon est sans doute le principal problème maritime de la Chine. Outre le fait qu'il ne faut jamais oublier que Taïwan a été arraché à la Chine continentale par le Japon (traité de Shimonoseki de 1895), il convient d'avoir à l'esprit que les deux pays ont exactement le même problème : sécuriser des routes du commerce international et d'approvisionnement en matières premières qui sont les mêmes ! La stratégie des Forces maritimes

ASIE

japonaises d'auto-défense est commandée par trois cercles concentriques ayant pour centre le Japon. Le premier anneau est la sphère d'influence immédiate du Japon, comprenant la mer de Chine orientale, la mer du Japon, certaines parties de la mer Jaune et du Pacifique Nord. La priorité japonaise est d'y protéger les îles de toute attaque pouvant venir de la Corée du Sud (îles Takeshima pour les Japonais, Dokdo pour les Sud-Coréens) comme de la Chine (îles Senkaku pour les Japonais, Diaoyu pour les Chinois). Sur le plan maritime, la Corée du Nord n'est pas considérée comme une menace aussi importante que la Corée du Sud ou la Chine, car elle ne pose pas le problème de l'accès à l'énergie et aux ressources minérales off-shore. Au-delà du problème de la souveraineté sur les îles revendiquées, de part et d'autre, la volonté chinoise de traverser la chaîne d'îles japonaises au-delà de la fosse d'Okinawa (notamment dans le passage entre les îles Okinawa et Miyako) et ce afin d'atteindre le Pacifique, constitue aussi, aux yeux du Japon, une menace stratégique directe.

L'INDE : PRINCIPAL OBSTACLE AUX VELLÉTÉS CHINOISES

Le deuxième anneau stratégique japonais est la mer de Chine méridionale. Par celle-ci passent 90% du commerce japonais et ses riverains accueillent une part importante de la base industrielle japonaise. Pour s'assurer que les Chinois n'obtiennent pas un monopole dans la zone et notamment sur les ressources



Le « Liaoning », premier porte-avions chinois, racheté à l'Ukraine en 1998, est entré en service en septembre 2012. La construction d'un deuxième porte-avions a été lancée et devrait s'achever en 2016. Au moins deux autres sont prévus.



Zone portuaire franche de Tianjin. La Chine dispose de la quatrième flotte marchande du monde.

(hydrocarbures off-shore et richesse halieutique des Paracels et des Spratleys), les Japonais renforcent leur coopération avec le Vietnam et les Philippines. Au-delà de la mer de Chine méridionale (troisième cercle), et même si le Japon participe aux opérations internationales de lutte contre la piraterie au large de la Somalie, les ambitions japonaises sont plus faibles. Tokyo n'est pas encore entré dans la logique de construire une capacité significative de projection de force lointaine.

Au-delà, c'est l'Inde qui constitue le principal obstacle aux vellétés chinoises. C'est après la fin de l'ère bipolaire (1990) que l'Inde a choisi de développer son influence en Asie du Sud-est, de concert avec le Vietnam et les Philippines et dans le but de bloquer la projection chinoise vers l'océan Indien. La priorité maritime de l'Inde est en effet de conserver sa supériorité dans l'océan Indien. Or, la

stratégie chinoise dite du collier de perles qui vise à aménager le long des routes maritimes des facilités portuaires (Birmanie, Bangla-Desh, Sri Lanka, Maldives, Pakistan) est vue comme une menace par New-Delhi. Il convient donc d'analyser la sur-activité indienne en mer de Chine méridionale comme une réponse à la sur-activité chinoise dans l'océan Indien.

Quoique bien plus faible que l'Inde, le Vietnam constitue le troisième obstacle sérieux aux ambitions maritimes de la Chine. Il suffit de regarder la géopolitique intérieure du Vietnam, fin ruban de terre tendu entre les bassins de la Rivière Rouge et du Mékong, pour comprendre à quel point la souveraineté maritime est vitale pour les Vietnamiens. De fait, les activités maritimes représentent la moitié du PIB de ce pays. Le pétrole brut sorti de Cuu Long Bay entre en premier dans les exportations du Vietnam : une manne de ...



(*) AYMERIC CHAUPRADE

Il est à la fois docteur en science politique, en mathématiques et en droit international, et diplômé de Sciences Po Paris. Il fait partie des grands noms de la géopolitique depuis la publication en 1997, avec François Thual, du « Dictionnaire de géopolitique ». D'autres ouvrages ont suivi et ont connu de vrais succès de librairie. Après dix années passées au « top niveau » de l'enseignement militaire supérieur français, Aymeric Chauprade est désormais professeur invité dans de nombreuses universités et se consacre à l'édition, à l'écriture, ainsi qu'au conseil international.

ASIE

... 5 milliards de dollars annuels qui couvre les importations de pétrole raffiné. Mais, exploité depuis 1975, ce champ entre en phase terminale. Si le Vietnam n'exploite pas rapidement les hydrocarbures offshore de la mer de Chine, il deviendra, d'ici trois ans, importateur net de pétrole et son modèle de croissance sera menacé. À cela s'ajoute l'activité des pêcheurs vietnamiens qui extraient, à eux seuls, la moitié de tout ce qui est pêché en mer de Chine. L'activisme naval chinois dans les Paracels et les Spratleys est donc perçu par les Vietnamiens comme une menace

existentielle, ce qui explique l'absence d'hésitation du Vietnam quant à une confrontation directe avec la Chine. Les Américains ont d'ailleurs bien compris l'intensité de cette rivalité et ont exprimé leur intérêt pour un accès des navires américains à Cam Ranh Bay, un port stratégique en eaux profondes. Pour autant, le Vietnam ne laissera pas les Etats-Unis devenir son partenaire stratégique exclusif. Les partenariats avec la Russie et l'Inde conservent une place essentielle aux yeux d'Hanoï.

ISOLÉE DANS SES AMBITIONS MARITIMES, LA CHINE REGARDE DU CÔTÉ DE LA RUSSIE

Le même phénomène d'alliance de contrepoids à la Chine se reproduit avec les Philippines. Celles-ci disputent les Spratleys à la Chine (mais aussi au Vietnam, à la Malaisie et à Brunei). On a pu voir, début septembre 2013, les marins chinois poser des structures en dur sur l'atoll de Scarborough situé à un peu plus de 200 km des Philippines à l'intérieur de sa ZEE revendiquée et à 650 km de l'île chinoise de Hainan. Officiellement les Américains (qui affirment leur attachement à la liberté de navigation en mer de Chine du Sud) ne veulent pas prendre parti dans les conflits entre riverains. Dans les faits, ils sont du même côté que le Japon, le Vietnam et les Philippines. L'avion espion P3-Orion de l'US Navy fournit à Manille des renseignements sur l'activité militaire chinoise dans la zone. Quant aux Japonais, ils financent (par prêt) l'achat par Manille de patrouilleurs nippons. Un navire américain a également été vendu en août 2013 à la marine des Philippines dans le but d'intensifier la protection navale.

La Chine est donc bien seule dans ses ambitions maritimes au moins de la mer Jaune jusqu'à la mer de Chine méridionale (car dans l'océan Indien elle peut s'appuyer sur tous les rivaux de l'Inde). Tout au plus pourra-t-elle trouver quelques convergences avec la Russie qui entend bien maintenir, au détriment du Japon, sa souveraineté sur les Kouriles, condition de sa projection vers le Pacifique depuis la mer d'Okhotsk. La Russie et la Chine pourraient ainsi étendre leur alliance du Groupe de Shanghai à la dimension maritime. Mais, sur le long-terme, Moscou craint aussi la toute-puissance de la Chine et sa coopération militaire avec Hanoï et New-Delhi entre en contradiction avec l'idée d'un rapprochement trop étroit avec Pékin.

Pour assurer sa sécurité et sa croissance, la Chine entend bien se frayer un chemin libre vers les océans Pacifique et Indien. Seulement voilà, ses voisins constituent son principal obstacle et nul doute que les Américains sauront en jouer. La montée en puissance des programmes d'armement naval en Chine, en Inde et au Japon n'a d'autre explication que la montée de ces rivalités géopolitiques pour le contrôle des routes, la souveraineté sur les îles et les ressources des fonds marins.

Chronologie indicative récente

- Octobre 2011 : L'Inde et le Vietnam signent un accord relatif à l'exploration conjointe de blocs de pétrole et gaz, en mer de Chine méridionale, provoquant la colère de Pékin.
- Novembre 2011 : Obama décide de redéployer l'US Navy du Moyen-Orient au Pacifique. En 2012, la base australienne de Darwin, en sommeil depuis 1945, est réactivée face à la mer du Corail.
- Mars 2012 : Au large de Taiping (plus grande île de l'archipel) les garde-côtes taiwanais échangent des tirs avec les Vietnamiens.
- Avril 2012 : Des manœuvres navales conjointes qui engagent 6 000 hommes des marines étatsuniennes et philippines à l'ouest de l'île de Palawan (proche des Spratleys) provoquent des tensions avec Pékin qui refuse de voir la Vlle flotte américaine dans ces parages.
- Été 2012 : Nouvelle tension entre la Chine d'une part, le Vietnam et les Philippines d'autre part, à propos des Paracels. Pékin a décidé d'installer une garnison permanente sur l'île de Sansha ; en représailles, les Vietnamiens invitent les Américains à disposer du port de Da-Nang.
- 10 septembre 2012 : le Japon annonce qu'il va nationaliser les îles Senkaku (Diaoyu en chinois), déclenchant une crise sérieuse avec la Chine.
- 18 février 2013 : La Chine contrôle officiellement le port stratégique pakistanais de Gwadar (Baloutchistan) proche du détroit d'Ormuz et qui lui permettra de s'approvisionner en pétrole moyen-oriental via le corridor terrestre pakistanais.
- 7 mai 2013 : La Chine envoie une importante flottille de pêche dans les eaux disputées de l'archipel des Spratleys (une centaine de petites îles), également revendiqué par le Vietnam, les Philippines, Taïwan, la Malaisie et Brunei, en mer de Chine du Sud.
- Mai 2013 : Nouvelle tension Chine-Japon autour des îles Senkaku (nom japonais) Diaoyu (nom chinois) situées à 200 km au nord-est des côtes de Taïwan et 400 km à l'ouest d'Okinawa. Tokyo annonce la constitution d'une force spéciale de 600 hommes et 12 navires pour protéger les îles.
- Août 2013 : La Chine annonce que cinq de ses bateaux de guerre ont accompli un tour complet du Japon en empruntant les détroits de la Pérouse et de Miyako, au nord et au sud de l'archipel.
- 16 août 2013 : La première traversée de l'Arctique par un navire de fret parti de Chine illustre les ambitions polaires de Pékin et ouvre au premier exportateur mondial la possibilité de livrer plus vite ses marchandises.
- 3 septembre 2013 : Les Philippines accusent la Chine de construire une structure en béton sur l'atoll de Scarborough en mer de Chine méridionale.
- 24 octobre 2013 : le gouvernement japonais annonce un exercice majeur (35 000 hommes) en novembre 2013 visant à mieux protéger des îles du Sud-ouest. Déploiement pour la première fois de missiles anti-navires sur Miyako-Jima. Cela signifie que le passage, par des navires chinois, entre les îles de la première chaîne vers le Pacifique s'expose désormais à des frappes japonaises.
- Octobre 2013 : La Chine qui, depuis dix ans, refusait l'idée de l'ASEAN consistant à signer un code de bonne conduite pour la mer de Chine méridionale, se dit ouverte sur la question.



L'archipel des Spratleys s'étend sur 400 000 km² : 700 îlots inhospitaliers et des bancs de sable. Nansha (Sables du sud) pour les Chinois ou Trung Sa (Sables longs) pour les Vietnamiens. Sans doute le point le plus sensible de l'océan Pacifique. La Chine, Taïwan, le Vietnam et les Philippines y entretiennent une présence militaire permanente.)

Nouveau ASX

Le crossover grandeur nature



TECHNOLOGIEGRANDEURN@TURE



ASX Invite +

Du bitume aux chemins de terre les plus difficiles, prenez la route au volant de l'ASX et redécouvrez le confort tout terrain. Compact et résistant, il s'adapte parfaitement à toutes les virées et à tous les styles de vie au prix exceptionnel de :

27 000 €⁽¹⁾

- MOTORISATION DIESEL 115 CV DI-D
- FIABILITÉ MITSUBISHI RECONNUE
- MOTEUR ÉCOLOGIQUE : 0€ DE MALUS



⁽¹⁾Tarif exceptionnel de 27 000 € clé en main. Exemple de tarif au 15 Février 2014 pour un ASX INVITE+ DI-D 115CV, 5 portes, soit une remise déduite de 2 900 € sur le prix catalogue sous conditions de reprise. Consommation en cycle mixte (l/100km) : 4,8. Emission de CO2 (g/km) : 125. Voir conditions en concession. Photo non contractuelle.

www.mitsubishi-motors.re

COTRANS AUTOMOBILES - SAINT-DENIS - LE PORT - SAINT-PIERRE - 0262 920 000

Génocide du Rwanda : où en est l'historiographie ?

Vingt ans après (avril 1994), tout ce qui a été dit ou écrit sur les causes du génocide du Rwanda a été déconstruit par le TPIR (Tribunal pénal international pour le Rwanda) créé par le Conseil de Sécurité de l'ONU.

Par Bernard Lugan (*)
<http://bernardlugan.blogspot.com>

Devant les quatre chambres du TPIR (Tribunal pénal international pour le Rwanda), des centaines de témoins ont parlé, des milliers de documents ont été présentés, de nombreux experts de toutes les disciplines ont déposé des rapports et des jugements ont été rendus. Les principales avancées résultant de presque vingt années de procédure contredisent l'état des connaissances qu'on pouvait avoir dans les années 1995-1997 et elles rendent par conséquent obsolète tout ce qui est écrit concernant ce génocide sur deux points essentiels : sa programmation et l'attentat qui en fut la cause.

1- L'attentat du 6 avril 1994

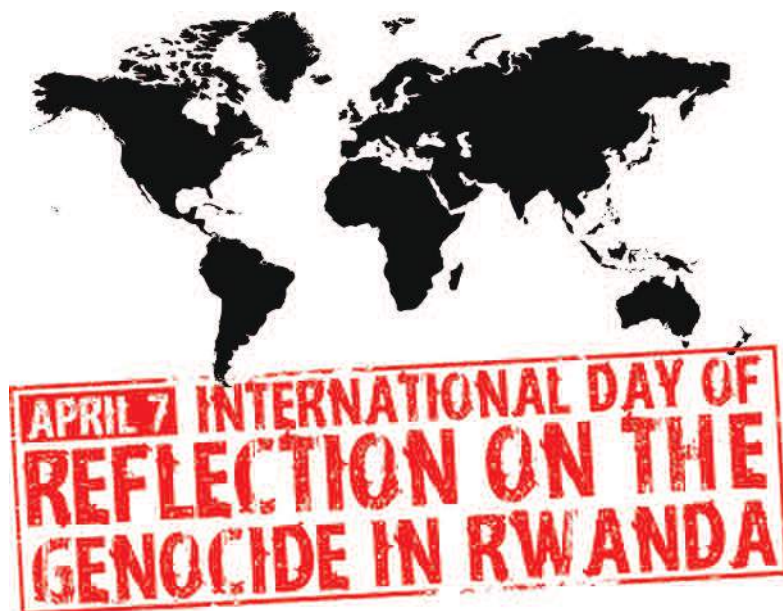
L'avion présidentiel rwandais fut abattu par deux missiles dont la traçabilité a été établie. Grâce à la coopération judiciaire de la Russie, nous savons en effet que ces deux missiles portables SAM 16, dont les numéros de série étaient respectivement 04-87-04814 et 0487-04835, faisaient partie d'un lot de 40 missiles SA 16 IGLA livrés



(*) BERNARD LUGAN

Historien français spécialiste de l'Afrique où il a enseigné de nombreuses années, Bernard Lugan est l'auteur d'une multitude d'ouvrages. On peut citer, parmi les plus récents : « François Mitterrand, l'armée française et le Rwanda » (éd. du Rocher, 2005),

« Pour en finir avec la décolonisation » (Éditions du Rocher, 2006), « Rwanda : contre-enquête sur le génocide » (Éditions Privat, 2007), « Histoire de l'Afrique des origines à nos jours » (Ellipses, 2009), « Histoire de l'Afrique du sud des origines à nos jours » (Ellipses, 2010), « Histoire du Maroc des origines à nos jours » (Ellipses, 2012), « Décolonisez l'Afrique ! » (Ellipses, 2012), « Histoire des Berbères - Un combat identitaire plurimillénaire » (Bernard Lugan Éditeur, 2012), « Mythes et manipulations de l'histoire africaine - Mensonges et repentance » (Bernard Lugan Éditeur, 2012), « Les guerres d'Afrique des origines à nos jours » (Éditions du Rocher, 2013). Bernard Lugan est professeur à l'École de guerre à Paris et il enseigne aux Écoles de Saint-Cyr-Coëtquidan. Il est conférencier à l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale) et expert auprès du TPIR (Tribunal pénal international pour le Rwanda-ONU). Il édite par Internet la revue « L'Afrique Réelle ».



Stocklib/tomas marek

Les commémorations du génocide viennent d'avoir lieu et le président Paul Kagamé en a profité une nouvelle fois pour mettre en cause la France.

à l'armée ougandaise quelques années auparavant. Or, Paul Kagamé et ses principaux adjoints furent officiers supérieurs dans l'armée ougandaise avant la guerre civile rwandaise et, de 1990 à 1994, l'Ouganda fut la base arrière et l'arsenal du FPR/APR. Devant le TPIR, il a été prouvé que seul le FPR possédait de tels missiles. À la fin de l'été 1993, avant de prendre le commandement militaire de la mission de l'ONU au Rwanda, le général Dallaire fit ainsi l'inventaire de l'armement

des belligérants. Dans le rapport qu'il remit à l'issue de sa mission, il est écrit que les FAR (Forces armées rwandaises) ne possédaient pas de missiles sol-air mais que le FPR en était équipé. Ces missiles de provenance soviétique étaient les mêmes que ceux qui abattirent l'avion du président Habyarimana et ils provenaient du même lot. L'arme du crime, qui est parfaitement identifiée, n'était donc pas aux mains des FAR, mais du FPR. Les archives du TPIR montrent que, contrairement à ce qu'écrit la presse française, tout est connu au sujet de l'assassinat du président Habyarimana : lieu du tir, noms et grades des deux tireurs et des membres de leur escorte, marque, couleur des véhicules utilisés pour transporter les missiles depuis l'Ouganda jusqu'au casernement du FPR situé au centre de Kigali, et de là jusqu'au lieu de tir à travers les lignes de l'armée rwandaise, ainsi que le déroulé minuté de l'action. Plusieurs enquêtes concernant l'attentat du 6 avril 1994 furent initiées par l'ONU, mais elles furent bloquées par les alliés du général Kagamé, dont les États-Unis, dès que les soupçons se portèrent sur ce dernier. Dès le 1er août 1997, les enquêteurs internationaux avaient ainsi

AFRIQUE

identifié trois des cinq auteurs de l'attentat, établissant clairement la responsabilité du FPR. Or, le rapport qui fut alors remis fut gardé secret et les enquêteurs priés de cesser leurs investigations.

2- Qui avait intérêt à assassiner le président Habyarimana ?

Selon les partisans du régime de Kigali, le FPR étant le grand bénéficiaire des accords d'Arusha prévoyant le partage du pouvoir, il n'avait donc pas intérêt à assassiner le président Habyarimana qui était le garant de ces accords. Certes, mais ces accords n'étaient valables que pour une période transitoire de moins de deux ans car, au terme du processus de transition, des élections au suffrage universel sous supervision de l'ONU étaient prévues. Or, ethno mathématiquement parlant, ces élections allaient donner une victoire automatique aux Hutu (environ 90% de la population) sur les Tutsi (environ 10%) et cela en dépit de leurs divisions. Le FPR qui allait se retrouver évincé du pouvoir se serait donc battu pour rien. Les « extrémistes » hutu n'avaient donc aucun intérêt à assassiner leur propre président puisque, et nous venons de le voir, au terme du processus de paix, les urnes allaient in fine leur donner le pouvoir ; qui plus est, sous supervision de l'ONU. Paul



Stocklib/Nicholas Duke

La superficie du « pays des mille collines » n'est que de 26 338 km².

Kagamé et les chefs du FPR n'ignoraient pas ce rapport ethno-électoral défavorable et comme ils disposaient d'une nette supériorité militaire, leur seule chance d'accéder au pouvoir était donc la voie des armes. Mais il leur fallait un prétexte pour reprendre unilatéralement les hostilités alors qu'ils avaient signé les accords d'Arusha. L'assassinat du président Habyarimana le leur fournit tout en désorganisant la tête politique et militaire de l'Etat, car trouvèrent la mort dans cet acte de terrorisme commis en temps de paix, outre le président Habyarimana, le chef d'état-major des FAR, le général Deogratias Nsabimana, le major Thaddée Bagaragaza, responsable de la maison militaire du président et le colonel Elie Sagatwa, chef de son cabinet militaire. Il a été établi devant le TPIR que les forces du FPR lancèrent leur offensive dès la nuit du 6 au 7 avril. Cette nouveauté est fondamentale car, depuis 1994, le FPR soutient qu'il n'a repris les hostilités que plusieurs jours après l'attentat et uniquement pour se porter au secours des populations massacrées. Devant le TPIR, il a été tout au contraire établi que cette offensive avait été minutieusement programmée puisque forces et moyens avaient été prépositionnés. Nous avons le nom des colonnes, leur lieu de concentration dans le nord du Rwanda, leur effectif, leur ordre de marche et le minutage précis de leur progression. À Kigali même, les premiers combats commencèrent le 7 avril à 5h45 du matin.

3- Le génocide n'était pas programmé

L'histoire officielle racontée par le régime

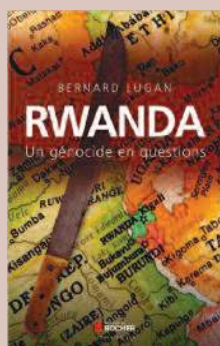
de Kigali et par les médias repose sur la thèse du génocide « programmé ». Or, celle-ci ne peut plus être soutenue depuis que le TPIR a, dans tous ses jugements concernant les « principaux responsables du génocide »⁽¹⁾, tant en première instance qu'en appel, clairement établi qu'il n'y avait pas eu « entente » pour le commettre, faisant ainsi tomber toute l'argumentation de l'actuel régime de Kigali puisque ce postulat était sa clé de voûte. Ainsi, le jugement rendu le 28 novembre 2007 par la Chambre d'Appel du TPIR acquittant Ferdinand Nahimana « fondateur » de la RTLM (radio télévision des Mille Collines), la radio dite « génocidaire », du crime d'« entente en vue de commettre le génocide, d'incitation directe et publique à commettre le génocide, de persécution et d'extermination » fut une première lézarde dans le dogme officiel. La Cour considéra en effet que la création de cette radio n'entrait pas dans un plan de génocide et qu'en créant RTLM, ses fondateurs n'avaient pas d'intention génocidaire.

LE « CERVEAU DU GÉNOCIDE » ACQUITTÉ DU CHEF DE PRÉMÉDITATION ET DE PLANIFICATION

Présenté par les médias comme le « cerveau du génocide », le colonel Théoneste Bagosora fut pour sa part acquitté du chef de préméditation et de planification au terme d'un procès fleuve rythmé par 409 jours d'audience, par les déclarations de 242 témoins à charge et à décharge remplissant 30 000 pages de compte ...

Le nouveau livre de Bernard Lugan

Dans ce livre, l'historien français s'appuie sur les dizaines de milliers de pages des procès-verbaux des audiences tenues devant le TPIR [Tribunal pénal international pour le Rwanda] créé par le Conseil de sécurité de l'ONU, sur les auditions de centaines de témoins, sur les innombrables pièces ajoutées en preuve ou en contre-preuve, sur les rapports présentés et défendus par les experts, sur les interrogatoires, sur les contre-interrogatoires et sur les jugements rendus en première instance ou en appel, pour renverser l'histoire officielle concernant le génocide du Rwanda. Le livre est construit autour de dix questions dont : qui assassina le président Habyarimana, déclenchant ainsi le génocide ? Le génocide était-il programmé ? La France en serait-elle complice alors que ses dernières forces avaient quitté le pays plus de 4 mois avant le début des événements ? Etc.



« Rwanda – Un génocide en questions » - Éditions du Rocher (janvier 2014), 286 pages, cahier de cartes en couleur, 22 euros.



Petit pays enclavé,
le Rwanda souffre
de surpopulation.

DR

EXONÉRATION DES FORCES ARMÉES RWANDAISES DE TOUTE PLANIFICATION

Le jugement rendu dans l'affaire dite « *Militaires I* » et l'arrêt rendu le 11 février 2014 par la Chambre d'appel du TPIR dans l'affaire dite « *Militaires II* » exonèrent les Forces armées rwandaises de toute planification et de toute programmation de ce génocide. Trois des principaux chefs militaires rwandais furent en effet acquittés et cinq condamnés pour des crimes commis, non par eux, mais par certains de leurs subordonnés réels ou supposés.

4- Où en est l'enquête française sur les auteurs de l'attentat du 6 avril 1994 ?

Saisi par les familles de l'équipage français de l'avion présidentiel abattu le 6 avril 1994 et par la veuve du président Habyarimana, le juge Bruguière a rendu une ordonnance (novembre 2006) dans laquelle il accuse le président Kagamé d'avoir ordonné cet attentat qui coûta la vie à son prédécesseur et il lança une dizaine de mandats d'arrêt contre des membres de son premier cercle. Les partisans du FPR soutiennent que cette instruction fut menée en dépit du bon sens. Cependant, le 6 février 2008, via Interpol, le juge espagnol Merelles spécialisé lui aussi dans les affaires terroristes (ETA), et qui soutenait la même thèse, lança à son tour plusieurs dizaines de mandats d'arrêt contre de hautes personnalités - dont les mêmes que celles visées par les mandats Bruguière -, de l'actuel régime de Kigali. Serions nous donc en présence de deux juges incompetents ? Depuis « *l'ordonnance Bruguière* », le dossier n'a pas connu d'avancées favorables à la défense des proches du général Kagamé. Tout au contraire, de nouveaux témoignages ont été recueillis par le juge Trévidic, successeur du juge Bruguière, qui vont tous dans le sens de la responsabilité du FPR dans l'attentat. Tout cela a fait que, logiquement, fin 2013, le juge a refusé le non lieu demandé par les défenseurs des hauts responsables rwandais.

(*) À l'exception du jugement de Jean Kambanda, ancien Premier ministre condamné en 1998, après qu'il eut plaidé coupable contre la promesse d'une peine réduite. Depuis, il est revenu sur cette procédure anglo-saxonne qui de facto lui fit accepter l'acte d'accusation du procureur.

... rendus d'audience, par 1 600 pièces à conviction, par 4 500 pages de conclusions et par 300 décisions écrites. Dans son jugement en date du 18 décembre 2008, la Cour déclara le colonel Bagosora non coupable « *d'entente en vue de commettre un génocide* », jugement qui faisait voler en éclats les bases d'une histoire officielle que le jugement démonta point par point, considérant que le génocide n'avait pas été prémédité et que la constitution de listes de Tutsi à éliminer ainsi que la prétendue révélation d'un complot ourdi par des « *extrémistes hutu* » destiné à tuer des milliers de Tutsi en quelques heures n'étaient qu'inventions de la propagande du FPR. Le jugement reconnaît également que le colonel Bagosora n'a tué ou fait tuer personne ; cependant, il fut condamné parce qu'il aurait dû savoir ce que faisaient certains hommes placés à l'autre bout de la chaîne de commandement et sur lesquels il fut postulé qu'il avait autorité. Les médias ne retinrent que ce dernier aspect du jugement, ne voulant pas voir que l'accusé phare du TPIR avait été acquitté du chef principal qui était la préméditation

du génocide.

ACQUITTEMENT DE PROTAIS ZIGIRANYIRAZO

Le jugement rendu le 16 novembre 2009 acquittant totalement Protas Zigiranyirazo, a mis en évidence le montage fait autour du fantasme de l'« *Akazu* », la « *cellule secrète* » qui aurait « *coordonné* » et « *planifié* » le génocide. Frère d'Agathe Habyarimana, épouse du président, Monsieur « *Z* » avait été présenté comme le chef de ce groupe clandestin qui aurait programmé l'extermination des Tutsi. Or, devant le TPIR, deux anciens hauts responsables de l'opposition hutu au président Habyarimana vinrent expliquer que l'« *Akazu* » n'avait jamais existé puisqu'il s'agissait d'une invention dont ils étaient les deux auteurs... Ils donnèrent force détails sur les circonstances dans lesquelles le terme « *Akazu* » fut forgé par eux, décrivant les réunions de l'année 1991 quand ils l'utilisèrent pour désigner l'entourage du président Habyarimana afin de le discréditer...

RÉVÉLATEUR D'OPPORTUNITÉS ET D'OPINIONS DANS L'OCÉAN INDIEN

Eco austral
.com

MAINTENANT L'INFORMATION CHAQUE JOUR

*Pour mieux accompagner les
entrepreneurs de l'océan Indien*



facebook.com/lecoaustral

Conseils pratiques pour ceux qui souhaitent entreprendre en Afrique

Avec son entreprise Europlus Direct International, spécialisée dans les services techniques aux serveurs IBM, Yves Ramloll s'est implanté dans 25 pays du continent noir. Une expérience qu'il partage bien volontiers...

Par Sharon Pudman

Brassant un chiffre d'affaires de plus de 3,6 millions d'euros en 2013, Europlus Direct International n'est pourtant qu'une petite entreprise de 9 personnes. Mais elle a su, au fil des années, tisser des relations privilégiées avec ses partenaires africains. Sa force : mettre au cœur de sa mission un service de haute valeur ajoutée. À sa tête, le Mauricien Yves Ramloll, fort de plus de 26 années d'expérience dans les services technologiques. L'Afrique, il la découvre à travers le Sénégal. Il y ouvre son premier bureau. Le pays a d'énormes ressources et ne demande qu'à être structuré. Après un an, le succès est au rendez-vous avec une croissance de 17%. Parallèlement, deux autres bureaux voient le jour en Namibie et au Mozambique. La réussite ne fait que commencer.

ÉTUDIER LE TISSU CULTUREL DES PAYS

« S'implanter en Afrique est une belle aventure humaine et professionnelle, témoigne Yves Ramloll. On y découvre des univers différents et d'autres modes de pensée, mais l'aventure reste néanmoins périlleuse si l'entrepreneur ne saisit pas les subtilités de chaque pays. En effet, le choc culturel peut devenir une véritable épreuve. Si vous êtes invité dans une famille sénégalaise, préparez-vous à dîner sur une natte, à manger à la main et à partager le même plat. Au Congo, le business se fait entre hommes uniquement. Une collaboratrice aura des difficultés à faire valoir ses compétences professionnelles car la société reste encore patriarcale. » Yves Ramloll convient que le Mauricien a quelques atouts pour réussir en Afrique. « Tout d'abord, nous sommes Africains, notre bilinguisme facilite la communication et nous travaillons déjà avec des équipes multiculturelles. Cependant, nous ne devrions pas y aller avec un état d'esprit conquérant car cela ne plaira pas. » L'île



« S'implanter en Afrique est une belle aventure humaine et professionnelle, mais l'aventure reste néanmoins périlleuse... »

Maurice a su au cours de ces dernières décennies structurer ses leviers de développement pour devenir une économie moderne. Tel n'est pas encore le cas pour certains pays africains qui sont en pleine mutation. Les entrepreneurs mauriciens ont donc comme principal défi de s'adapter aux structures existantes. « Pour y réussir, il faut connaître le pays, avoir un contact local et tisser une relation de confiance avec lui et surtout rester humble. Il est important d'éviter les préjugés car le continent africain regorge de personnes très compétentes. »

L'ENCADREMENT DES TPE ET PME

Attention au mirage ! Aujourd'hui, le gouvernement mauricien encourage les entreprises à s'implanter en Afrique, mais « il faut avoir les reins solides », prévient Yves Ramloll. Ce dernier doit sa chance au soutien et à la notoriété d'IBM. Si de grands groupes mauriciens comme GML, CIEL et British American Investment (BAI) s'aventurent, qu'en est-il des petites et moyennes entreprises ? Yves Ramloll s'interroge sur leur capacité à pouvoir engager de gros moyens et à prendre d'énormes risques car « même si le travail est bien fait, rien n'est acquis en Afrique ». Dans certains pays comme le Zimbabwe, l'entrepreneur doit s'associer à un partenaire local qui devient actionnaire majoritaire à 60%. « Même si on y apporte du savoir-faire et de la technologie, on reste minoritaire. Il y a aussi la corruption qui peut vous faire perdre de très gros contrats. Il faut rester vigilant et

savoir préserver son intégrité. »

Autre problématique administrative : les traités de non-double imposition que Maurice a signés avec certains pays africains. En théorie, cela facilite les transferts de fonds. En réalité, le rapatriement d'argent reste complexe et très laborieux car les termes fiscaux ne sont pas vraiment les mêmes. Cela fait plus de six mois que le patron de Europlus Direct International tente de faire valoir ce traité au Mozambique. Ce pays n'ayant pas de représentant diplomatique à Maurice, c'est à l'ambassade mozambicaine à Pretoria, en Afrique du sud, qu'il a dû se rendre pour présenter des documents certifiés par le bureau du Premier ministre mauricien. Comble de l'ironie, le sceau officiel mauricien n'a pas été reconnu par l'institution et c'est grâce à l'ambassade mauricienne basée également à Pretoria qu'il a pu sortir de cet imbroglio. « D'où l'importance d'avoir des représentants de ces pays africains à Maurice afin d'offrir un service de proximité et mieux aiguiller les Mauriciens qui souhaiteraient s'y implanter. » Que fait le gouvernement mauricien à ce sujet ? Yves Ramloll espère qu'il existe une réelle volonté économique et politique car le chantier est vaste. « Il demeure un très gros travail à réaliser. Les organismes comme le Board of Investment (BOI), organisme de promotion pour les investisseurs, ou Entreprise Mauritius, facilitateur pour les petites et moyennes entreprises, doivent disposer de professionnels qui maîtrisent le sujet et qui savent encadrer tous les entrepreneurs. Ce serait un bon début. »

DAIKIN

VOTRE SPÉCIALISTE CLIMATISATION



Personnalisez votre groupe VRV pour un maximum d'efficacité saisonnière et de confort

avec la Technologie VRT

(VARIATION DE LA TEMPÉRATURE DU RÉFRIGÉRANT)

Daikin lance une nouvelle gamme de climatisation VRV : le **groupe VRV IV est jusqu'à 25% plus efficace** sur une base annuelle, tout en améliorant le confort et la flexibilité qui caractérisent les produits Daikin.



DISPONIBLE CHEZ TOUS
LES BONS INSTALLATEURS

Informations : Tél. : 02 62 43 19 66 - pvincent@holdigroupe.com - www.gfoi.fr

Chez GFOI nous n'avons pas fini de vous rendre service !

Gfoi
Généraliste
Froid - Chauffage

EkiMag

EQUIPEMENT DE MAGASINS

* Jusqu'au 31 mai. Photos non contractuelles.

LA VITRINE
VERTICALE
INOX
Lg 1330mm
2999€



**PRIX
RENVERSANT
!!**

CONTACT

Plus d'informations dans votre agence du Port, ZAE 2000.
Tél. : 02 62 43 22 88 - Fax : 02 62 43 26 70 - Web : www.ekimag.fr
Mail : Idupont@ekimag.fr - mlebon@ekimag.fr

KOXKA

coddie

HMY

log 2000

Votre logistique
En ZAE 2000

Dépotage - Réception - Stockage
Préparation de commandes - Livraisons

TRANSFORMEZ

UNE
CHARGE
FIXE

EN
CHARGE
VARIABLE

Chez Log 2000
vous ne payez que
l'espace réel utilisé
Location à la place palette
Et à la journée !

-75%
SUR LE STOCKAGE
PENDANT 2 MOIS

contact direct
0692 88 03 03

INFOS CONTACT 02 62 43 22 88
bpetit@log2000.fr www.log2000.fr

Log 2000 c'est 2000 places-palettes pour votre service logistique en ZAE 2000 du Port

Non, les mesures annoncées ne vont pas dans le bon sens !

Le gouvernement de Manuel Valls continue dans la lancée de son prédécesseur avec le pacte de compétitivité et un plan d'économies de 50 milliards d'euros. Mais seules des réformes stratégiques pourront booster la compétitivité des entreprises.

Par Jacques Bichot (*)
www.libertepolitique.com

« *Le Figaro* » du 10 avril, analysant le programme du nouveau Premier ministre, titrait « *Pacte [de compétitivité] : les mesures annoncées vont dans le bon sens, mais elles ne suffiront pas* ». La veille, « *Les Echos* » affichaient une opinion analogue : « *Manuel Valls assume une ligne pro-entreprise* ». Un libéral peut difficilement partager de telles opinions. Les entreprises françaises n'ont pas besoin de réductions de cotisations sociales que nul ne sait compenser, mais d'un cadre juridique leur permettant de faire elles-mêmes ce qu'il faut pour améliorer leur compétitivité, à commencer par ce qui dépend de leurs coûts salariaux. Puisque, dans ce domaine, la comparaison avec l'Allemagne sert souvent de pierre de touche, faisons-la, mais de façon dynamique, et non pas seulement statique : l'avantage actuel des entreprises allemandes est le résultat d'une douzaine d'années de modération salariale obtenue par la négociation entre employeurs et salariés ; ce sont les entreprises elles-mêmes qui en ont été les artisans et non pas l'État fédéral. Un gouvernement est « *pro-entreprise* » non pas quand il prétend venir au secours des entreprises, mais quand il crée un cadre législatif et réglementaire leur permettant de s'occuper elles-mêmes de leurs problèmes. Cela veut dire, bien entendu, simplifier considérablement le code du travail, le code général des impôts, et différentes autres dispositions législatives et réglementaires applicables aux entreprises. Mais il faut aussi que les employeurs soient réellement co-responsables, avec leurs salariés, du coût du travail, sans interférence étatique importante. Pour cela, il est impératif que la négociation porte sur le coût salarial véritable, le



Manuel Valls, nouveau Premier ministre français.

salaires « *super-brut* », c'est-à-dire ce qui est actuellement la somme du salaire brut et des cotisations sociales patronales.

LA MULTIPLICITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITES MAJORE LES FRAIS DE GESTION DE 3 MILLIARDS PAR AN

Le salaire brut, objet actuel des contrats de travail, n'a aucune signification économique, c'est un ectoplasme bureaucratique dont il faut se débarrasser ! Fort heureusement, la réforme à réaliser pour cela est assez simple : il suffit de transférer sur les cotisations salariales l'ensemble des cotisations patronales à l'exception des cotisations accident du travail. Un tel changement ne modifierait dans l'immédiat ni le coût du travail ni le salaire net, ni les ressources des organismes de sécurité sociale, mais elle instaurerait un véritable marché du travail, ce dont nos entreprises manquent par-dessus tout ^[1]. Après ce changement stratégique, les entreprises ne seraient plus soumises au risque d'augmentation des cotisations patronales par les

pouvoirs publics : ceux-ci ne pourraient plus agir que sur les cotisations salariales, au risque de mécontenter fortement les salariés. Ceux-ci verraient enfin clairement ce qui leur est actuellement masqué par un tour de passe-passe juridique : à savoir qu'ils payent intégralement les cotisations de sécurité sociale. Ils réagiraient donc en tant que consommateurs de services de sécurité sociale : ils exigeraient par l'intermédiaire d'organisations représentatives (pas seulement des syndicats) une amélioration du rapport qualité/prix de ces services. D'innombrables gaspillages seraient mis sur le gril, comme par exemple la multiplicité des régimes de retraites, qui majore les frais de gestion de 3 milliards par an ! Il s'agit donc là d'une réforme stratégique, modifiant structurellement le système d'incitations dans un sens propre à améliorer l'efficacité de la sécurité sociale et la compétitivité des entreprises. Une telle réforme stratégique diffère fondamentalement des réformes cosmétiques auxquelles s'attache le pacte de stabilité, qui peut fournir un ballon d'oxygène aux entreprises à bout de souffle, mais les laisse privées de la capacité de respirer par elles-mêmes à pleins poumons.

LE PASSAGE À UN SMIC PLURIEL OU LOCAL

Il faudrait s'occuper aussi d'un autre obstacle à la mise en place d'un véritable marché du travail : le SMIC. Il ne s'agit pas là de hurler à la mort avec les ultralibéraux : c'est une position bête et méchante qui ne prend pas en considération un élément essentiel du pacte républicain, à savoir qu'un travail à plein temps doit fournir à celui qui s'y consacre de quoi vivre décemment sans avoir recours à l'assistance. La solution intelligente, prônée indépendamment le même jour (le 10 avril) par Michel Godet dans « *Le Monde* » et par moi sur le site « *Le Cercle Les Echos* », c'est le SMIC pluriel ou SMIC local. Reposant sur le constat qu'une vie décente est autrement moins coûteuse dans une petite ville du Massif central qu'en région parisienne, la proposition est de laisser la fixation du

FRANCE

saire minimal dans chaque bassin d'emploi à des élus locaux, qui sauront (sauf exception) en adapter le montant à la réalité du terrain. Il s'agit d'une application simple du principe de subsidiarité, lequel nous rappelle que les décisions sont généralement meilleures quand elles sont prises par des personnes qui connaissent les problèmes parce qu'elles les voient de près, plutôt que par de lointains apparatchiks. La décentralisation du SMIC est elle aussi une réforme stratégique, c'est-à-dire un changement simple modifiant considéra-

blement les systèmes d'incitation. Les entreprises de main d'œuvre auront en effet intérêt à venir s'implanter dans des régions actuellement délaissées, où le terrain comme les salaires seront meilleur marché. Les pouvoirs publics locaux pourront réaliser les infrastructures nécessaires à moindre coût que dans les zones densément urbanisées où l'on entasse actuellement les activités, comme si Internet et la diminution des coûts de transport n'avaient pas mis cul par-dessus tête, pour certaines productions, une partie appréciable des anciens avantages de la concentration géographique. Et les entreprises qui s'agrandiront ou se délocaliseront en France dans des zones à faible densité de population et à bas salaires, au lieu de le faire dans des pays émergents, susciteront autour d'elles la création de nombreuses activités qui elles doivent être à proximité des consommateurs ou des donneurs d'ordre ! La compétitivité des entreprises, et celle de l'entreprise France toute entière, peuvent être fortement boostées par un recours à

des réformes stratégiques comme les deux qui viennent d'être évoquées : des réformes utilisant nos points faibles (l'État providence, le désert français) comme atouts, car c'est en améliorant ce qui marche le plus mal que l'on peut engranger les gains les plus importants. En s'appuyant sur la pauvreté et le sous-emploi de leurs masses paysannes pour réaliser leur décollage économique, certains pays émergents nous ont donné l'exemple. Lisons Taleb, ou la Bible : nous devons devenir « *antifragiles* », c'est-à-dire devenir forts de nos faiblesses.

(1) Pour plus de détails, voir Arnaud Robinet et Jacques Bichot, « *La mort de l'État providence, vive les assurances sociales* », Les Belles-Lettres, 2013.




[*] Par Jacques Bichot

Cet économiste est professeur émérite à l'université Lyon 3, vice-président de l'Association des économistes catholiques, auteur de « Retraites - Le Dictionnaire de la réforme », L'Harmattan, 2010.




Le Bistrot de la Porte des Lilas
RESTAURANT



PARKING GRATUIT MIDI ET SOIR




OUVERT :
tous les midis
et soirs sauf
le dimanche

38 bis rue Labourdonnais 97400 Saint Denis
Tél : 0262 41 40 69 - Port. 0692 60 39 46 - Mail : bistrotdeslilas@wanadoo.fr



www.hotelantanarivo.com

Palm Hotel**

**Chambres climatisées - Coffre individuel - Minibar
Free ADSL Internet - TV Sat - Ecran plat**

Chambre Standard 98 000 Ar TTC
Suite ou studio 128 000 Ar TTC
Loft 198 000 Ar TTC
Appartement F3 Antsahavola 275 000 Ar TTC
Appartement F2 Fort Voyron 198 000 Ar TTC



Au cœur du quartier des affaires

À côté de l'Ambassade de France, Antsahavola Antananarivo
palmhotel@moov.mg

Être russe, jusqu'où ? Ce qu'en disait Soljenitsyne

La chute de l'empire soviétique mit fin à un système politique, mais pas à ses anciennes frontières intérieures, plus politiques que culturelles... L'indépendance des anciens pays satellites serait-elle un héritage de Lénine ? Vingt ans après, la Russie se cherche encore.

Par Michel Pinton (*)
<http://www.libertepolitique.com>

Il y a un peu plus de vingt ans, le système communiste s'effondra et l'Union soviétique disparut. Aussitôt, des nations que l'on croyait disparues ont ressurgi. La résurrection la plus surprenante de toutes a été celle de la Russie. Pour en comprendre la réalité et la portée, j'eus l'honneur de conduire à Moscou, au nom du Parlement européen, une délégation de responsables politiques et religieux, d'universitaires et d'éditorialistes, venus débattre d'un projet ambitieux : examiner sur quelles bases l'Union européenne tout juste née et la Russie revenue à la vie pouvaient établir des relations stables, étroites et confiantes.

QU'EST-CE QU'ÊTRE RUSSE ?

La moisson des idées échangées fut abondante. Les « actes » de ce colloque en portent encore témoignage. Mais la principale conclusion à laquelle parvinrent les participants issus de Bruxelles, Paris, Londres et Bonn ne fut pas écrite. Nous avions compris que nos interlocuteurs de Moscou étaient hantés par une interrogation qui dépassait le cadre de nos discussions : qu'est-ce que la Russie à notre époque ? Ou en termes plus concrets : qui est russe et comment cette affirmation identitaire peut-elle se manifester au XXI^e siècle sur le triple plan politique, social et religieux ?

Après avoir été enfermée dans une tombe pendant plus de soixante-dix ans, la nation



La Russie se caractérise par la religion orthodoxe, mais aussi par des œuvres culturelles originales.

revenue à la lumière était absorbée par cette question existentielle. Nous autres Européens de l'ouest n'avions pas à répondre à sa place. Notre devoir était d'accompagner, avec respect et tact, une recherche qui, pensions-nous, prendrait plusieurs décennies. Un problème particulièrement compliqué et douloureux fut évoqué plusieurs fois devant nous : celui de l'espace russe. Tous nos interlocuteurs étaient d'accord pour considérer que la République née trois ans plus tôt était enfermée dans des frontières artificielles. Elles avaient été tracées par Lénine et Staline de façon arbitraire, dans le but avoué d'effacer tout sentiment d'appartenance nationale. Ce qui avait été sous la dictature communiste simple limite administrative, avait reçu, en 1991, le caractère intouchable de frontière d'État. Vingt-cinq millions d'êtres humains qui se pensaient russes s'étaient retrouvés, du jour au lendemain et sans avoir bougé du lieu que leurs parents et grands parents avaient habité avant eux, munis d'une autre nationalité. Ils formaient la plus grande diaspora du monde. La Russie nouvelle ne pouvait éviter de se préoccuper de leur sort.

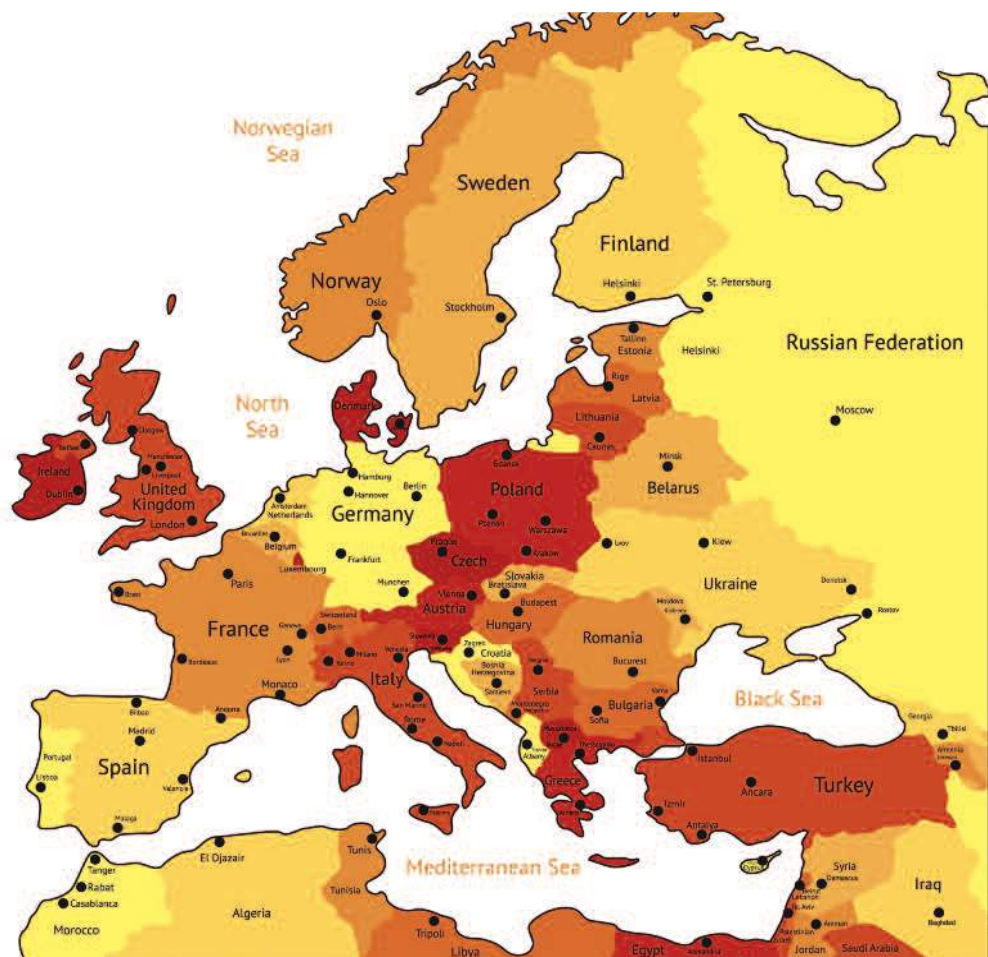
L'ESPACE RUSSE SELON SOLJENITSYNE

Les années ont passé depuis ce colloque. Mais, à mesure que la Russie a repris des forces sur le plan politique et religieux, militaire et moral, le problème de l'espace russe est devenu plus sensible. C'est notre éloignement qui nous fait croire à son caractère récent et artificiel. Il y a vingt ans déjà, Alexandre Soljenitsyne a, avec la netteté qui lui était habituelle, souligné sa gravité et indiqué sa solution souhaitable. Les suggestions de ce visionnaire de l'avenir russe sont devenues les buts pratiques des dirigeants politiques de Moscou. C'est pourquoi je crois utile de reprendre en résumé les passages des deux livres qu'il leur a consacrés avant sa mort.

Soljenitsyne traite d'abord des douze peuples de cultures non-russes qui étaient eux aussi enfermés dans l'Union soviétique. Ils ont, dit-il, la faculté de déterminer leurs destins en toute liberté. Il faut seulement que les communautés russes contenues dans leurs nouvelles frontières reçoivent tous les droits que la charte des Nations Unies accorde aux minorités nationales. L'application de ce principe est particulièrement importante dans les pays baltes. La population de l'Estonie, par exemple, est russe dans la proportion de 40%. La recommandation

« Vingt-cinq millions d'êtres humains qui se pensaient russes se sont retrouvés, du jour au lendemain et sans avoir bougé du lieu que leurs parents et grands parents avaient habité avant eux, munis d'une autre nationalité. »

EUROPE DE L'EST



La Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan comprennent de fortes minorités russophones qui veulent préserver leur identité.

de Soljenitsyne annonce exactement la politique que suit le Kremlin. Les difficultés viennent des autorités de Tallinn et de Riga. L'Union européenne est obligée de les rappeler périodiquement à leurs devoirs.

BLANCS, PETITS ET GRANDS RUSSIENS

Restent trois États : la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan. Leurs territoires ont été taillés par le pouvoir soviétique sans tenir aucun compte de leurs réalités humaines. Le Kazakhstan, par exemple, forme une nation artificielle, russe dans sa moitié nord, kazakh dans sa partie méridionale. Si ces derniers, minoritaires à l'échelle du pays, veulent un État à eux,

« Si, par un étrange retour de l'histoire, l'Occident mettait tout son poids à défendre l'inviolabilité de frontières héritées de Lénine et Staline, il prendrait la lourde responsabilité des tensions militaires et des misères humaines qui s'ensuivraient. »

qu'ils le créent, mais seulement sur leurs terres. La Biélorussie est la patrie des « *Blancs-Russiens* », c'est-à-dire d'une des trois branches de la nation russe. Elle a une langue et une culture propres qui sont dignes de respect. De même l'Ukraine, terre des « *Petits-Russiens* ». Il est légitime que ces deux peuples aient leurs États, s'ils les désirent, tout comme les « *Grands-Russiens* » ont le leur, dont le siège est à Moscou. Mais l'histoire commune et l'intérêt de chacun commandent que les trois États s'unissent dans une confédération avec, au minimum, des frontières « *transparentes* » aux échanges de toutes sortes, à quoi pourrait s'ajouter une monnaie commune et éventuellement une armée unique. C'est à peu près ce à quoi visent nos « *fédéralistes* » pour l'Union européenne, mais en essayant de combler des fossés bien plus profonds.

La dernière décennie a montré qu'une telle confédération est devenue le but poursuivi obstinément par Vladimir Poutine. La Biélorussie y a adhéré d'emblée. Le Kazakhstan s'y est rallié après quelques hésitations. Seule l'Ukraine est encore

tiraillée entre des destins contradictoires.

L'ANCIENNE GALICIE

Soljenitsyne avait pressenti, comme bien d'autres, les réticences d'une partie de la population ukrainienne, notamment de celle qui habite l'ancienne Galicie, à l'ouest du pays. Quoi qu'elle soit, à ses yeux, de culture et de destin russes, il excluait qu'elle fut intégrée de force dans un ensemble dont elle ne voudrait pas. Qu'elle suive donc sa propre voie ! Mais elle ne peut entraîner toute l'Ukraine dans son choix. Détacher ce pays de la Russie, ce serait non seulement couper des liens immémoriaux mais séparer des millions de familles en les forçant de vivre de part et d'autre d'une frontière artificielle. La rivalité des grandes puissances étant attirée par ces disputes régionales, l'Otan serait poussée à couvrir le gouvernement de Kiev de sa protection. La mauvaise frontière deviendrait barrière militaire. Alors on verrait la guerre accourir. La crainte de Soljenitsyne n'était pas imaginaire. Il y a huit ans, George Bush, cédant à l'ivresse de la toute puissance américaine, voulut que l'Ukraine devienne membre de l'Otan. Pour le plus grand bien de la paix en Europe, la prudence allemande y a mis son veto.

CHOISIR SON DESTIN

C'est pourquoi l'écrivain estimait qu'il appartenait à chaque région de ce pays de choisir son destin. C'est ce que préconise aujourd'hui le Kremlin. Nous venons d'en voir une application en Crimée. D'autres pourraient suivre. Des voix s'élèvent en Occident pour dénoncer ce qu'elles appellent l'impérialisme de Moscou. Elles prédisent que Poutine, encouragé par notre faiblesse, est sur le point d'annexer Kiev avant d'envahir Tallinn et Riga. Ces prétendues analyses n'ont rien à voir avec la réalité. En l'état actuel des faits, Poutine ne fait que répondre aux vœux de la nation russe. Si, par un étrange retour de l'histoire, l'Occident mettait tout son poids à défendre l'inviolabilité de frontières héritées de Lénine et Staline, il prendrait la lourde responsabilité des tensions militaires et des misères humaines qui s'ensuivraient. La sagesse lui commande de canaliser pacifiquement un mouvement justifié, pas de le contrarier et encore moins de l'empêcher.

(*) Michel Pinton est ancien député au Parlement européen.

Les limites du marketing traditionnel

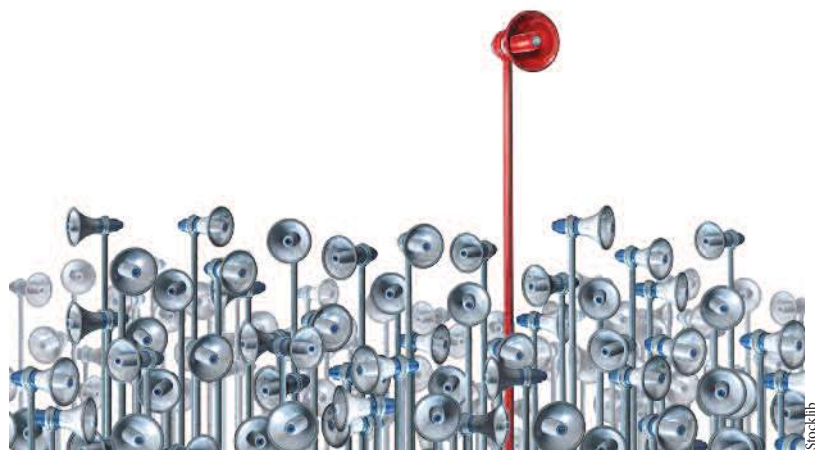
Le digital, et nous l'appréhendons tous au quotidien, est une nouvelle ère pour l'ensemble des sciences de gestion et pour le marketing en particulier.

Par **Thierry Picard (*)**
Directeur Général de Spikly

Brian Solis parle assez joliment de darwinisme digital. Les entreprises et les métiers doivent évoluer pour survivre sur un marché livré à « l'hyper-concurrence » et à la « sur-sollicitation » des consommateurs dans un contexte de mondialisation. Je pense que nous sommes tous convaincus qu'on ne peut ignorer ce changement de paradigme amorcé par l'internet dans les années 1990. Nous vivons aujourd'hui avec la data une hégémonie à la Dan Simmons, une nouvelle gouvernance du marché, voire une nouvelle science du consommateur qu'il convient de considérer. Bruno Teboul, dans son ouvrage « *Le marketing absolu* » parle d'évolutionnisme sociétal.

UNE MULTITUDE D'USAGES

Sans vouloir faire un cours sur l'histoire du marketing, devenu une discipline académique ce qui tend à prouver son évolution, nous pouvons nous accorder en 2014 sur la définition de Philip Kotler, le fondateur du marketing management, selon laquelle « *le marketing est l'ensemble des études et des applications qui ont pour but de prévoir, constater, susciter, renouveler ou stimuler les besoins des*



Le digital peut permettre de faire la différence.

consommateurs tout en adaptant de manière continue l'appareil productif et commercial ». Cette définition privilégie une approche managériale de la discipline, extension de l'école du marketing mix, en appliquant un modèle d'analyse du marché considéré comme « arbitraire », les 8 P : Product, Publicity, Price, Promotion, Process, Productivity, People, Place et Physical environment. Central dans l'application du marketing management, le mix marketing est complété par trois autres concepts forgeant les fondements de la discipline : la différenciation, la segmentation et le cycle de vie des produits. Pour démystifier le marketing si l'on tente une définition holistique, il s'agit d'identifier, à comprendre et à influencer un marché en répondant à un besoin par l'accroissement de la notoriété d'un produit, le développement de l'acte d'achat et la fidélisation du consommateur.

Un nouveau mode d'interaction entre l'entreprise et son marché est venu bouleverser les fondamentaux du marketing. Le génome du medium utilisé, Internet, explique l'explosion des différentes interactions possibles avec le marché. Que ce soit par la diversité des terminaux employés - les tablettes, les smartphones et les ordinateurs - ou par celle des environnements d'échange comme des outils qui représentent les réseaux sociaux, les blogs, les forums ou l'Internet de première génération, Internet génère depuis des années plus d'usages que les marchés ne sont capables d'en assimiler selon le 16ème rapport de recherche de l'Association of National Advertisers (2013).

INTERNET INFLUENCE PLUS DE 8 CONSOMMATEURS SUR 10

Les experts s'accordent sur le fait qu'Internet a dépossédé le « marketer » de son pouvoir dans les années 1990. Pour faire face aux règles d'interaction imposées par ce nouveau canal et concurrencer les « pure players », les marques se sont livrées aux internautes, passant ainsi d'un mode d'influence pyramidal traditionnel « one to many » à un mode plus « neuronal », d'égal à égal, « one to one ».

Si nous prenons un autre prisme, plus prosaïque, le marketing proctérien a appliqué pendant des années le modèle des « three moments of truth », théorisant les trois contacts entre le marché et l'entreprise qui représentent la promotion,

Thierry Picard (*)

Il dirige Spikly qui est l'agence digitale du groupe Keyrus. Avec quinze années d'expérience à la direction de projets internet, il s'est notamment illustré dans le secteur du luxe et de la presse en prenant la direction de l'e-commerce international du groupe Hermès et la direction des activités internet de la Nouvelle République.

Fruit d'une union entre la communication digitale et la Business Intelligence, Spikly cultive l'art et la manière de conjuguer expériences de marque et taux de conversion. Ses consultants, designers, publicitaires et spécialistes de la e-Performance, accompagnent les marques dans la définition de leurs stratégies numériques et orchestrent les dispositifs digitaux les plus pointus. Quant au groupe Keyrus, il est un acteur majeur du conseil et de l'intégration de solutions de Business Intelligence et d'e-Business pour les grands comptes et de solutions ERP/CRM pour le Mid Market. Le groupe Keyrus emploie à ce jour plus de 1800 collaborateurs et se trouve coté à l'Eurolist d'Euronext Paris.

E-BUSINESS

« Plus experts, hyper sollicités, organisés en réseau, solidaires, les clients dictent leur loi aux entreprises et poussent le rationnel dans la consommation à son paroxysme. »

la distribution et le produit. Cette approche du marketing considère le consommateur comme un agent « rationnel », elle place le raisonnement au centre de la décision. Ce concept s'est vu voler la vedette par google en 2011 avec le Zero Moment Of Truth (ZMOT) représenté par le premier contact avec le produit porté par l'écosystème digital. Désormais, avant ou après le stimulus médiatique - voire avec le showrooming après un premier contact avec le produit en point de vente - la majorité des consommateurs passent par Internet pour se forger un avis sur le produit.

DE NOUVELLES OFFRES SURFENT SUR LA VAGUE

Internet influence plus de huit consommateurs sur dix et le transforme en « conso'acteur ». Plus experts, hyper sollicités, organisés en réseau, solidaires, les clients dictent leur loi aux entreprises et poussent le rationnel dans la consommation à son paroxysme. Cette hyper-concurrence démontre la fragilité des modèles classiques basés sur le prix et pousse les « retailers » à innover pour croître : cross-canal, web-to-shop, drive-to-store, etc. Cette mutation du consommateur en « conso'acteur » pousse les modèles traditionnels d'analyse des comportements de consommation à leurs limites. Ces méthodes raisonnant sur un consommateur isolé ramènent tout phénomène économique aux comportements des individus qui forment la cible sans considérer les effets de groupe ou les interactions entre les individus. Ces nouveaux phénomènes, comme celui de l'« essaim », illustrent la nature grégaire de l'être humain, même dans ses comportements de consommation.

De nouvelles offres parviennent pourtant à se libérer de ces dictatures en se basant sur une meilleure connaissance des comportements de consommation. Deux axes d'investigation bouleversent le marketing, le premier est le marketing de « l'émotion » dont l'importance dans les



Stocklib/Ilia Uradnikov

Site Internet, applications mobiles, réseaux sociaux, transaction en point de vente, etc. : tout un écosystème à prendre en compte.



Stocklib/Sergey Nivens

Que ce soit par la diversité des terminaux employés - les tablettes, les smartphones et les ordinateurs - ou par celle des environnements d'échange comme des outils que représentent les réseaux sociaux, les blogs, les forums ou l'internet de première génération, internet génère depuis des années plus d'usages que les marchés ne sont capables d'en assimiler selon le 16ème rapport de recherche de l'Association of National Advertisers (2013).

prises de décision a été mise en lumière au XVIIe et au XVIIIe siècle par des scientifiques comme Antoine Gombaud ou Nicolas Bernoulli. Le second axe et celui qui nous intéresse est le marketing comportemental, aussi appelé marketing augmenté ou hyper marketing, basé sur l'interprétation des données générées par les interactions entre le marché et l'écosystème informatique et digital de l'entreprise : site Internet, applications

mobiles, réseaux sociaux, transaction en point de vente, etc. Ces données interprétées fournissent des informations inestimables sur le comportement des consommateurs et permettent ainsi de les adresser plus efficacement, voire de prévenir leurs comportements.

Showrooming

C'est le nouveau comportement consommateur visant à utiliser l'Internet mobile en point de vente pour trouver un produit identique ou comparable moins cher ailleurs (e-commerce ou autre point de vente).

Et pourquoi pas l'Ho'oponopono sur votre lieu de travail ?



L'Ho'oponopono part du principe que la responsabilité totale des événements survenant dans notre vie est de notre responsabilité.

Un procédé de guérison hawaïen en vogue actuellement et qui pourrait être d'une grande utilité dans le monde du travail en nous aidant à mieux prendre nos responsabilités.

Par Olivier Malabiau (*)
olivier.malabiau@gmail.com

L'Ho'oponopono part du principe que la responsabilité totale des événements survenant dans notre vie est de notre responsabilité. En un sens littéral, le monde entier est notre création. Cela est difficile à admettre, je le conçois. Être responsable de ce que nous disons ou faisons reste acceptable, mais être responsable de ce que chacun, dans notre vie, dit ou fait l'est encore moins. Et pourtant, c'est ce qu'il faut parvenir à appréhender. En effet, tout ce que nous voyons, entendons, goûtons, touchons ou expérimentons de quelque façon reste de

notre responsabilité parce que cela se situe dans notre cadre de vie. Cela signifie que les situations difficiles à vivre dans notre environnement de tous les jours, ainsi que les actualités décrites par les médias, qui nous touchent désagréablement, c'est à nous qu'il revient de les guérir. Elles n'existent que parce que ce sont des projections venant de l'intérieur de nous. Le problème ne réside pas en elles, mais en nous et, pour les changer, nous devons nous changer.

S'AIMER SOI-MÊME : LA MEILLEURE FAÇON DE S'AMÉLIORER

En fait, la technique du Ho'oponopono signifie s'aimer soi-même, telle que l'a enseignée le docteur Ihaleakala Hew Len (dit Dr Len), qui a expérimenté cet enseignement avec des résultats probants. En effet, pour guérir ses patients, il n'avait même pas besoin de les rencontrer et,

pendant qu'il visionnait leur dossier médical, il travaillait sur lui-même et les patients commençaient à guérir. Pour lui, si nous voulons guérir quelqu'un,



Dans l'Ho'oponopono, il n'y a pas de faute et il n'est pas nécessaire de revivre quelque souffrance que ce soit.

MANAGEMENT



Stocklib

Une technique qui nous vient d'Hawaï et qui véhicule une sagesse millénaire.

« Chaque fois que nous souhaitons améliorer quelque chose dans notre vie, il n'y a qu'un seul endroit où chercher : en nous. »

même un criminel malade mental, nous y parviendrons en nous guérissant nous-mêmes.

À la question : « *Qu'est-ce que vous faites en vous-même qui conduit vos patients à changer ?* », Dr Len répondait : « *Tout simplement, je guéris la partie de moi qui les a créés.* » Et que faisait-il exactement quand il regardait les dossiers de ses patients ? Il répétait juste « *Je m'excuse* » et « *Je vous aime* », encore et encore, et c'est tout !

Pour le Dr Len, s'aimer soi-même demeure la plus merveilleuse façon de nous améliorer. Et à mesure que nous nous améliorons, nous améliorons le monde.

Désormais, chaque fois que nous souhaitons améliorer quelque chose dans notre vie, il n'y a qu'un seul endroit où

chercher : en nous. Quand nous nous introspectons, faisons-le avec amour ! Ainsi, nous pouvons mieux comprendre le sens de l'Ho'oponopono qui signifie « rendre droit », « rectifier » et « corriger ».

TRANSMUTATION DE L'ÉNERGIE

En fait, le Dr Len explique que toutes les techniques de développement personnel et les guérisons alternatives, telles que la visualisation par exemple, représentent des passe-temps pour le mental. Ces passe-temps nous font penser que c'est nous qui tenons les commandes et qu'il nous suffit simplement de penser, de faire et de rendre la manifestation possible. Mais la réalité veut que nous ne détenions pas les commandes ni le contrôle. Les véritables miracles arrivent au moment où nous laissons de côté ces passe-temps, les connaissances accumulées dans notre tête et où nous commençons à faire confiance au lien avec le Divin. Alors la magie du procédé Ho'oponopono peut se mettre en œuvre.

Nous comprenons pourquoi l'intellect ne dispose pas de ressources pour résoudre les problèmes, il peut seulement les manœuvrer, les diriger, ce qui ne résout en rien les problèmes. En faisant Ho'oponopono, nous demandons à Dieu, à la Divinité (pour ceux qui y croient) de nettoyer et de purifier l'origine de ces problèmes comme des souvenirs ou des

mémoires. Nous neutralisons ainsi l'énergie associée à une certaine personne, à un lieu ou une chose. Dans le processus, cette énergie est libérée pour être transmuée en lumière pure par la Divinité. C'est pourquoi, dans l'Ho'oponopono, il n'y a pas de faute et il n'est pas nécessaire de revivre quelque souffrance que ce soit. Il importe peu de savoir le pourquoi du problème ni d'où vient la faute ou son origine. Ce qui va totalement à l'encontre de toutes les approches de la psychologie ou de la psychanalyse.

TOUT RÉSOUDRE POUR LE BIEN DE TOUS

Concrètement, au moment où nous remarquons en nous quelque chose d'inconfortable par rapport à une personne, un lieu, un événement..., nous pouvons entamer le processus de nettoyage en demandant à Dieu : « *Divinité, nettoie en moi ce qui contribue à ce problème.* » Il suffit ensuite d'utiliser les phrases de cette série : « *Je suis désolé. Pardonne-moi. Je t'aime. Je te remercie.* » Quelques fois, il suffit de seulement choisir certaines d'entre elles qui nous viennent à l'esprit. Il suffit de se laisser guider par son intuition. Quand vous dites « *Je suis désolé* », vous reconnaissez que quelque chose (il n'importe pas de savoir quoi) a pénétré dans votre système corps/esprit. Vous demandez le pardon intérieur pour lui avoir apporté cela. En disant « *Pardonne-moi* », vous ne demandez pas à Dieu de vous pardonner, vous demandez à Dieu de vous aider à vous pardonner (à vous-même). « *Je t'aime* » transmue l'énergie bloquée (qui est le problème) en énergie circulante, en vous unissant à nouveau à ce qui est Divin.

« *Merci* » ou « *Je te remercie* » est l'expression de votre gratitude, votre foi dans le fait que tout sera résolu pour le bien de tous. À partir de ce moment, ce qui arrive est déterminé par la Divinité. Si vous continuez à douter, persistez dans le processus de nettoyage et quand tout sera complètement nettoyé, vous obtiendrez la réponse. Rappelez-vous que ce que vous voyez d'erroné dans l'autre existe aussi en vous. Nous sommes tous Un et, par conséquent, toute guérison est auto-guérison. Dans la mesure où vous vous améliorez, le monde aussi s'améliore. Assumez cette responsabilité ! Personne d'autre n'a besoin de pratiquer ce processus, seulement vous, que ce soit dans votre vie personnelle ou sur votre lieu de travail. Essayez ! Qu'avez-vous à perdre ?



[*] Olivier Malabiau

Ce consultant basé dans l'océan Indien est détenteur d'une maîtrise de sciences de gestion, mais s'est spécialisé dans la

formation et la gestion des ressources humaines. Une expérience de vingt-cinq ans dans ce domaine, menée chez Casino, Mac Donald's, Carrefour, le groupe bancaire BPCE et le groupe malgache Sipromad, l'ont conduit à croire fermement que la motivation des salariés et leur développement personnel demeurent des paramètres déterminants pour l'expansion économique des entreprises.

Être Entrepreneur de Soi pour transformer la crise économique en opportunités

Le mot crise, dans son origine grecque (« Krisis »), signifie « faire un choix » et « prendre une décision ». Une dimension humaine à laquelle nous propose de réfléchir Bernard Alvin.

Par Bernard Alvin (*)
bernard.alvin.conseil@wanadoo.fr

Nous entendons parler chaque jour de « crise économique » avec ses conséquences néfastes sur l'emploi et les affaires. Beaucoup de personnes en souffrent. Mais dans les articles qui en parlent, on souligne rarement que ses responsables sont des êtres humains. Tout se passe comme si cette crise était générée par une sorte de mécanisme social ou sociétal qui nous échapperait complètement.

Vu de ma fenêtre, j'observe depuis quelque temps un comportement assez généralisé de peur, de repli sur soi. On cherche à se protéger, à se défendre. On est dans une sorte d'attentisme. Il y a même parfois du déni de réalité. On fait comme si les protections qu'on se fabrique allaient résister à tout. Mais l'histoire humaine nous a appris que toutes les protections que nous avons pu nous construire ont toutes cédé un jour ; et ce jour-là, les personnes protégées ont été désarmées car trop habituées à vivre en s'appuyant sur ces défenses extérieures. Un vieux proverbe nous dit pourtant que la

meilleure défense est l'attaque et c'est sans doute vrai.

NE PAS SE CONTENTER DE BONNES IDÉES

Autrefois, j'avais connu une grande entreprise qui avait institué un projet important pour ses salariés. Ce projet se résumait en ces quelques mots : « Être entrepreneur de soi. » C'était sans doute une excellente idée, mais en m'intéressant à la réalité de ce concept, j'observais que, dans les faits, c'était plus une idée qu'une réalité. C'est malheureusement un phénomène qui se produit très souvent, les bonnes idées restent souvent à l'état de bonnes idées. Car pour être réellement « entrepreneur de soi », le déclarer ou mettre en place des formations ne suffit pas. Être entrepreneur de soi suppose d'entreprendre pour son développement personnel et professionnel. Il existe différentes définitions du mot « entrepreneur » et j'aime beaucoup celle-ci : « Un entrepreneur est une personne capable de transformer un rêve, une idée, un problème ou une occasion en une entreprise » (Paul-Arthur Fortin). La notion de rêve m'interpelle beaucoup car elle renvoie à des fondamentaux sur le thème qui m'est cher : le développement des potentiels humains. Travaillant beaucoup sur le concept de Vocation, je peux dire qu'il s'agit d'un grand projet personnel qui n'est ni plus ni moins qu'un grand rêve à réaliser toute sa vie. Réaliser un rêve durable nécessite de s'appuyer sur des motivations de fond très puissantes. Quid des compétences et des talents ? J'ai toujours observé qu'il y avait un lien très fort entre les motivations de fond d'une personne et « ses talents naturels ». Une motivation forte va amener toute personne à renforcer ses savoirs, savoir-être et savoir-faire pour tenter de la réaliser. Quand nous avons très envie d'une chose, nous savons prendre des risques.

LA NÉCESSITÉ D'UN PROJET POUR PASSER DU RÊVE À LA RÉALITÉ

Gérer un projet et l'amener à sa réalisation

« Pour moi, l'entrepreneur de soi est un conquistador, il aime partir à la recherche de territoires nouveaux. »

demande de faire appel à son côté rationnel, mais très souvent ce n'est pas le côté rationnel qui fait le plus défaut aux personnes. Dans nos entreprises, beaucoup de cadres dirigeants proviennent d'écoles qui sélectionnent les élèves dès le départ sur des critères cartésiens. Pour moi, l'entrepreneur de soi est un conquistador, il aime partir à la recherche de territoires nouveaux. À l'instar de Christophe Colomb en 1492, il n'a pas peur de vouloir franchir les océans et les limites observables pour tenter de découvrir de nouvelles richesses.

In fine, la fameuse crise m'apparaît surtout comme une crise d'entrepreneuriat. Que ce soit à l'échelon microéconomique (les salariés, à commencer par les cadres dirigeants) ou à l'échelon macroéconomique (nos gouvernants), j'observe que ce n'est pas l'entrepreneuriat qui figure en position numéro un des « drivers » de nos contemporains.

Évidemment, et heureusement, tous nos gouvernants ne sont pas en panne d'entrepreneuriat, mais si cette crise existe et qu'elle est reconnue comme très importante, elle provient notamment d'un défaut d'entrepreneuriat généralisé. Si tout le monde n'a pas nécessairement envie ou ne se sent pas capable de créer ou reprendre une entreprise, chaque personne peut être entrepreneur de soi. C'est un choix personnel. On peut passer son temps à construire des forteresses pour privilégier ses acquis, mais on peut aussi se remettre en question et s'appuyer sur sa vocation professionnelle pour entrer dans une dynamique très entrepreneuriale et très enrichissante sur tous les plans.

Et si la crise économique était avant tout une crise des vocations ? Il est sans doute temps que chacun prenne conscience que cette crise est avant tout notre crise, que nous y avons tous notre part de responsabilité et que nous pouvons donc inverser la tendance. En devenant le plus possible « entrepreneur de soi ».



(*) Bernard Alvin

Il est à la tête de son propre cabinet, Bernard Alvin Conseil, fondé en 1995 et spécialisé dans l'accompagnement des

hommes dans le domaine du développement des potentiels. Bernard Alvin a « coaché » ses premiers cadres et dirigeants dès 1991, faisant figure de pionnier avant que n'arrive la mode du coaching. Cherchant à aller plus loin, il fera émerger le concept de « management vocationnel » à partir de 2005. Il a pratiqué son métier en France métropolitaine, dans les DOM-TOM et dans plusieurs pays dans le monde, dont le Brésil. Il intervient en effet en français, en anglais et en portugais.

Créer une société novatrice

Le secteur du tourisme connaît depuis plusieurs années des transformations importantes qui impactent fortement ses activités et ses métiers. Le facteur à l'origine de ces mutations : le développement des nouvelles technologies, l'essor du modèle low-cost ou encore les évolutions sociétales qui touchent les modes de consommation des loisirs et des voyages.

Confrontés à ces bouleversements, les professionnels du tourisme sont amenés à s'adapter aux évolutions du marché.

Objectifs des experts

Le rôle « des experts du tourisme » est d'accompagner les hommes et les femmes du tourisme en leur apportant des solutions précises, du diagnostic à la mise en œuvre. Leur permettre d'appréhender le nouveau contexte économique touristique afin qu'ils puissent obtenir les meilleurs outils dans ce monde où l'innovation et l'élaboration de projets d'avenir est nécessaire pour la pérennité de l'entreprise.

Transmettre leurs expertises dans des domaines spécifiques, sélectionnés pour un seul objectif « la recherche de performance ».

Profils des experts

La complémentarité des experts crée une synergie des compétences, leur spécialisation permet de créer un service complet qui garantit des résultats.

Nos experts sont issus de l'industrie du tourisme, leur expérience dans différentes structures touristiques font d'eux des spécialistes dans leur domaine d'intervention.

À qui s'adresse Les Experts du Tourisme ?

- Hôtels • Réceptifs
- Tour opérateurs • OTA
- Réseaux • Agences de voyage
- Office du tourisme
- Compagnies aériennes

Domaines d'interventions

- Développement Commercial
- Yield management • E-Tourisme
- Marketing et communication
- Qualité de services et produits



ZONE D'INTERVENTION

France, Île Maurice et Île de la Réunion
Siège Social : ÎLE MAURICE

Profil de la créatrice

Ayant principalement effectué sa carrière en France, en 2000, Vlassia Ferrie devient rapidement un des acteurs majeurs de la performance commerciale de la société CAPGEO Voyages et du Tour Opérateur Syltours.

Amadeus, une entreprise produisant des solutions technologiques dans l'évolution du secteur touristique, a décidé de s'attacher ses services pour dynamiser l'activité de sa direction commerciale. Cette expérience d'Account Manager lui a ouvert en 2008 les portes de l'univers du consulting, suscitant son intérêt pour le conseil, elle recherche une nouvelle mission. En qualité de **Responsable du développement commercial** elle participe au lancement d'une nouvelle marque sur le marché français touristique pour



la compagnie Chaîne thermale du soleil, appartenant à Michel Guérard reconnu pour l'obtention de ses 3 étoiles au guide Michelin grâce à sa cuisine minceur.

Elle fédère tous les directeurs du parc hôtelier, soit 23 établissements afin qu'ils puissent l'accompagner dans le projet « Compagnie des SPAS THERMAUX ».

Il restait un dernier défi à relever pour qu'elle ait une connaissance complète de la distribution du tourisme : intégrer une compagnie aérienne figurant en bonne place. Première compagnie touristique française. Corsair international, qui était sa cible principale, lui donna l'opportunité de participer à l'élaboration de la politique commerciale en tant que **Responsable Grands comptes ventes groupes**. Les résultats immédiatement mis en place comprenaient : refonte des procédures, amélioration de la qualité de service et définition des indicateurs sectoriels de performance. Vlassia Ferrie met à profit 14 années d'expériences dans la compréhension des enjeux liés à l'industrie touristique en créant une société de conseil : "Les Experts du Tourisme".

En France et actuellement dans l'Océan Indien, visant à trouver des solutions les mieux adaptées aux besoins des clients. La société « Les Experts du Tourisme » met à votre service le professionnalisme et le volontarisme de sa fondatrice dont l'étroite collaboration avec large panel de tour opérateurs, chaînes hôtelières, compagnie aérienne, tous sélectionnés avec rigueur et minutie, vous permettra d'emprunter le chemin nécessaire à l'atteinte de vos objectifs.

Formation E-tourisme comment construire sa stratégie digitale du 24 au 27 juin à l'hôtel Tamarin

« Définir sa Stratégie Digitale », plus qu'une formation, 4 jours de conseils permettant la mise en place de l'orientation stratégique de votre site web.

En 15 ans, le média Internet a permis de répondre aux besoins du consommateur pour préparer, organiser et acheter des prestations auprès de tous les acteurs de tourisme, du tour opérateur à la chambre d'hôtes en passant par les institutionnels qui peuvent à présent

commercialiser les offres des acteurs locaux ou par l'émergence récente de la vente directe.

Des informations complémentaires sont à votre disposition sur notre site internet ainsi que le formulaire d'inscription en ligne. Site web : <http://formation.lesexpertsdutourisme.com>

Vlassia FERRIE
les experts du tourisme

Vlassia FERRIE
v.ferrie@lesexpertsdutourisme.com

La folie du vin s'empare de ce gigantesque marché



Les vins chinois naissent dans des paysages somptueux et attirent les tours-opérateurs.

Strecklib/Ben Grode

Avec 17,7 millions d'hectolitres produits en 2013 et plus de 500 000 hectares de vignes, la Chine est devenue aujourd'hui le cinquième producteur mondial de vin. Une activité qui donne lieu à des circuits touristique.

Si l'engouement pour le vin semble récent en Chine, son histoire est cependant deux fois millénaire. Mais il n'a jamais vraiment trouvé les faveurs des empereurs chinois au fil des siècles et l'Empire du Milieu est plutôt consommateur de bières et de spiritueux à base de céréales. Une situation qui évolue très vite avec ce gigantesque marché qui brûle parfois les étapes d'un développement habituellement long en matière de viticulture. La Chine n'a cependant plus à rougir de la qualité de ses vins qui fournissent déjà 80% de la consommation nationale d'un pays grand comme dix-sept fois la France. La folie du vin est telle qu'elle devient l'objet de séjours à thème pour les visiteurs étrangers. C'est ce que propose l'agence Terre Chinoise aux Français, en général amateurs de vins : « Des

rencontres avec les acteurs d'une industrie locale en plein essor. » Et l'occasion d'admirer la typicité et l'extravagance de leurs domaines ainsi que « les paysages somptueux dans lesquels naissent ces vins qui trouveront probablement demain leur place chez les cavistes français ».

UNE HISTOIRE MILLÉNAIRE

Les premiers vignobles sont apparus dans l'Empire du Milieu au cours du II^e siècle avant JC, venant d'Asie Centrale. En 138 avant JC, une délégation de l'empereur Han-Wu est envoyée dans le nord-ouest de la Chine et rapporte que le peuple Wan boit régulièrement une boisson alcoolisée à base de raisins. Ayant appris les procédés œnologiques sur place, l'empereur décide de produire du vin pour le palais impérial de X'ian. Le vin devient une denrée précieuse, mais la brièveté de la saison du raisin limite l'essor de la vitiviniculture. Avec le déclin de la dynastie des Han, l'industrie viticole disparaît de Chine. Quatre siècles plus tard, le vin reprend ses titres de

noblesse. Les dirigeants Mongols appréciaient ce breuvage et incitaient les gens à l'offrir en sacrifice dans les temples. En 1892, Zhang Bishi, un Chinois d'Outre-mer, plante un vignoble à Yantai dans l'est du pays. C'est la première cave moderne d'envergure et le début du renouveau du vin en Chine. La production à grande échelle ne démarre toutefois vraiment qu'au cours des vingt dernières années. En 1996, le gouvernement chinois encourage la consommation de vin à la place d'autres alcools plus forts. Il propose ainsi des mesures favorisant la production de vin local et l'emouteillage de vin importé. L'extension du vignoble et l'amélioration des procédés œnologiques ont depuis permis aux vins chinois de se faire une place sur le marché international.

PLUSIEURS ROUTES DES VINS

Traditionnellement, les Chinois sont de plus fervents consommateurs d'alcools forts que de vins, mais les choses sont en train de changer. La Chine est même devenue le premier pays consommateur

CHINE

Traditionnellement, les Chinois sont de plus fervents consommateurs d'alcools forts que de vins, mais les choses sont en train de changer avec les jeunes chinois des classes moyennes et supérieures.



Stocklib

L'extension du vignoble et l'amélioration des procédés œnologiques ont permis aux vins chinois de se faire une place sur le marché international.

de vin rouge au monde. En terme de production, elle occupe désormais la cinquième place derrière l'Italie, la France, les États-Unis et l'Espagne. Ce qui ne l'empêche pas d'être le premier importateur de bordeaux.

De vastes vignobles sont implantés dans différentes régions. Yantai, dans la région du Shandong, est devenue la capitale vitrine du vin, notamment grâce à son climat tempéré. On y trouve le futur vignoble Lafite et un grand nombre de sociétés viticoles de renom. D'autres régions tirent leur épingle du jeu : Le Hebei qui dispose d'un grand nombre de vignobles, le

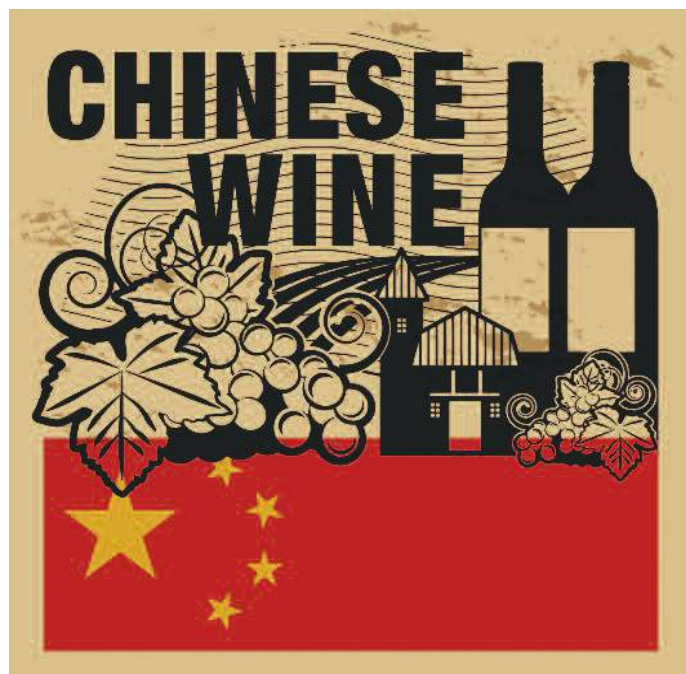
Ningxia qui est probablement la région la plus qualitative de Chine, le Xinjiang qui est la plus grosse région productrice, avec beaucoup de raisins de table également, et le Shanxi et le Yunnan qui émergent doucement.

L'agence Terre Chinoise, implantée à Paris et à Pékin, propose la découverte des vignobles chinois. Contact : <http://www.terrechinoise.com>.



Stocklib/Ben Goode

On cultivait du raisin et produisait du vin en Chine dès 138 avant JC.



Stocklib



Stocklib

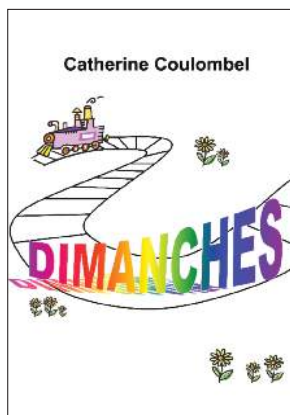
Le Xinjiang est la plus grosse région productrice.

Et si toute une vie se résumait en une journée ?

Un conducteur de train obsédé par une ritournelle, une éducatrice de jeunes enfants qui joue à la fleuriste, un employé au rectorat méthodique et fataliste, une inspectrice à la retraite dont la mémoire flanche, une petite fille qui s'invente des fiancés, un peintre solitaire, une comédienne talentueuse et un SDF à la recherche de sa mère, a priori étrangers les uns aux autres, vont se croiser le temps d'un dimanche bien particulier. Et si c'était le dernier jour de leur vie ou celui qui les marquera à jamais ?

Catherine Coulombel est née en Normandie et vit à La Réunion depuis 2001. Elle est professeure des écoles à l'Entre-Deux. C'est son second roman après *La Dernière Vague* paru en 2012 aux Éditions Surya.

« *Dimanches* », par Catherine Coulombel - 12 euros.



Hommage à un père disparu

« *Jette l'inutile, conserve l'essentiel et cultive-le comme je cultive la terre.* »

Cette jolie formule que prononce Jagdharry, l'un des protagonistes du dernier livre du Mauricien Thierry Chateau, « *Éclair et Mouvement* », résume bien la trame de ce roman. Cet ouvrage a la particularité de faire croiser et entrecroiser deux récits. Celle de la rencontre passionnée et fougueuse



de deux amants, Pierre et Daya alias Célicia, et la bouleversante relation qui unit un fils (Thierry Chateau) à son père à l'article de la mort. Alors qu'à Maurice, comme le souligne l'auteur, on aime « *zwe enn rol* » (« *faire semblant* »), l'auteur brosse un magnifique et touchant portrait d'un père à l'énergie démesurée et au caractère bien trempé. Décrite avec une écriture sensible, cette relation extraordinaire entre père et fils trouve son point d'orgue lorsque l'auteur découvre l'ébauche d'un manuscrit qu'a écrit en secret son père.. Un texte très émouvant.

Thierry Chateau signe, avec « *Éclair et Mouvement* », son troisième roman après « *Cité Taule* » et « *Motorcycle Man* ». Il est aussi l'auteur de l'essai « *Citoyens du Monde – Les Mauriciens sont des gens comme les autres* » qui a remporté le premier prix de l'association des écrivains de langue française (Adelf) et de l'association des membres de l'ordre des Palmes académiques (Amopa) en 2013. **JMD**

« *Éclair et Mouvement* », par Thierry Chateau – Osman Publishing (Lettres mauriciennes) – 116 pages, 250 roupies (6,50 euros).

L'invention d'un économiste français

Véritable « *révolution fiscale* », la TVA (Taxe sur la valeur ajoutée) a été inventée dans les années 1950 par le français Maurice Lauré pour s'étendre ensuite à 153 États du globe, y compris l'Inde, la Chine et le Japon. Aujourd'hui plus que jamais, elle est au cœur du débat fiscal avec en particulier la réflexion sur la TVA sociale. Cet ouvrage, qui décrit le parcours du grand économiste et chef d'entreprise, porte aussi un éclairage unique sur la genèse et l'actualité de la TVA, cet impôt efficace et simple, devenu la référence des économies du monde entier mais aussi, à ses propres dépens, un instrument hautement lucratif au service du crime organisé...

Denys Brunel est ingénieur de l'école centrale Paris, docteur ès sciences économiques. Ancien maître de conférence à Paris-Dauphine, il enseigne aujourd'hui la finance d'entreprise. Mais il a mené aussi une carrière de chef d'entreprise, recruté par Maurice Lauré lui-même.

« *La TVA – Invention française – Révolution mondiale* –

L'aventure de Maurice Lauré » par Denys Brunel) Eyrolles (ED Organisation), 227 pages, 18,20 euros.



Comprendre la microéconomie sans se prendre au sérieux



Un livre, et en particulier une bande dessinée, qui reçoit des louanges d'un prix Nobel d'économie, voilà qui n'est pas courant ! Éric Maskin, nobélisé 2007, salue pourtant, le tour de force qu'ont réussi Grady Klein et Yoram Bauman en publiant « *L'économie en BD ! La microéconomie* ». Il souligne le fait que « *si le rire et l'économie ne se côtoient pas souvent, c'est le cas dans ce livre. Il expose de manière très pertinente les principaux concepts économiques avec simplicité, précision et humour* ». En effet, richement illustré, écrit avec un ton incisif et très drôle (le travail du traducteur Christophe Bontemps est d'ailleurs à saluer), l'ouvrage aborde des questions (micro)économiques fondamentales de façon ludique (dans la lignée de la célèbre collection « *Pour les nuls* »). Sont ainsi expliqués les grands principes – maximisation de l'utilité, théorie des jeux, dilemme du prisonnier, sélection adverse, etc. – de façon toujours décalée et ludique, dans un souci constant de pédagogie. Un ouvrage à recommander pour se (re)plonger dans les grandes théories économiques, sans toutefois se prendre au sérieux. On attend donc avec impatience le tome qui sera consacré à la macroéconomie. Si vous ne faites pas trop la différence entre micro et macro, les auteurs citent l'écrivain américain P.J. Rourke qui explique que « *les microéconomistes se trompent sur des points de détail... tandis que les macroéconomistes se plantent sur TOUTE LA LIGNE !* ». Voilà qui promet... **JMD**

« *L'économie en BD ! La microéconomie* », par Grady Klein et Yoram Bauman – Eyrolles – traduction Christophe Bontemps (20 mars 2014), 212 pages, 17 euros.



7 Magazine

L'Eco austral

JiR

Télé mag+

MINISTRE DES SPORTS

REGION REUNION

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA Réunion

COMITÉ TERRITORIAL DE RUGBY DE LA RÉUNION

Entraîneurs

CANAL+ REUNION CORSAIR GAA Mercure

Supporters

AMROI - AREFIP/HORIZON - SELARL CODET CHOPIN
DANIEL ROUX ARCHITECTEUR - RUN ROCHE

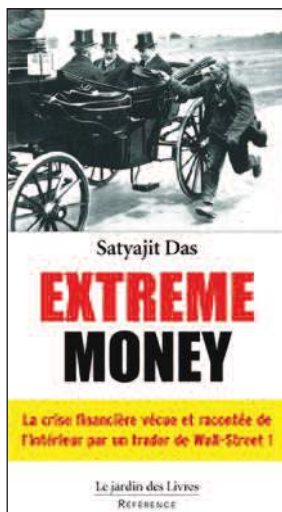
FÉDÉRATION FRANÇAISE DE RUGBY



Voyage dans le monde surréaliste des « traders »

Satyajit Das est un financier mondialement connu, spécialiste du risque bancaire. Avec « *Extreme Money* », il raconte avec verve et un humour glacé comment la crise a été vécue au sein de Wall Street par les traders et pourquoi leurs réactions et leurs actions ne peuvent qu'être qualifiées de « *surréalistes* », surtout lorsqu'on regarde un peu en arrière. Une analyse dévastatrice d'un homme de l'intérieur sur l'alchimie financière de ces trente dernières années (cf. Nouriel Roubini, New York State University). Une vision alternative et perturbante de la réalité (cf. Simon Johnson, MIT Sloan School of Management). Das décrit les causes de la crise... et toute sa folie (cf. Brooksley Born, ex-présidente de la CFTC). Ce livre est le meilleur sur la crise... et Das est un maître (cf. Charles Morris, auteur de « *Two Trillion Dollar* », Meltdown). Quand vous voyez apparaître Lewis Carroll, Max Weber, Alan Greenspan et Sigmund Freud dans les premières pages, vous savez que vous allez lire un tour de force intellectuel (cf. Franck Partnoy, University of San Diego).

« *Extreme money - La crise financière vécue et racontée de l'intérieur par un financier de Wall Street* », par Satyajit Das - Editeur : Le Jardin des livres (octobre 2013), 482 pages, 24,90 euros.



Le secret du pouvoir ultime



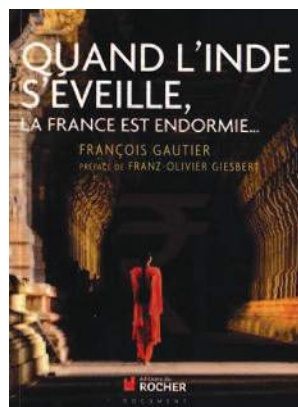
Des millions de lecteurs dans le monde ont déjà lu « *Power, les 48 lois du pouvoir* ». Mais l'ultime pouvoir, c'est d'être capable d'atteindre l'excellence... Robert Greene analyse les biographies des plus grandes figures de l'Histoire pour mettre en lumière ce qui permet à chacun d'entre nous de prendre le pouvoir sur sa vie et sa destinée.

- Qu'a fait Charles Darwin, écolier médiocre, pour devenir un illustre naturaliste ?
- Quels furent les choix similaires entrepris par Mozart ou Cesar Rodriguez, pilote d'élite hors norme de l'US Air Force ? En poursuivant le travail réalisé dans « *Power, les 48 lois du pouvoir* », Robert Greene exploite ses années de recherche et des interviews exclusives pour découvrir les ingrédients qui ont permis à quelques-uns de devenir des maîtres absolus dans leur domaine. Temple Grandin, Martha Graham, Henry Ford, Buckminster Fuller, ils ont tous expliqué combien la passion, l'amour d'une chose accomplie exceptionnellement bien, pouvaient mener à sa maîtrise parfaite. Brisant de nombreux mythes, Greene démontre que nous sommes tous capables d'atteindre l'excellence. Robert Greene est diplômé de l'université de Berkeley (Californie) en lettres classiques. Il est également l'auteur des livres : « *Power, les 48 lois du pouvoir* », « *L'art de la Séduction* » et « *Stratégie, les 33 lois de la guerre* ».

« *Atteindre l'excellence* », par Robert Greene - Editions Leduc, collection À contre-courant (21 mars 2014), 336 pages, 26 euros

Pour une nouvelle route des Indes

« *Nul besoin d'être prophète aujourd'hui pour se rendre compte que l'Inde est la prochaine grande puissance en Asie*, écrit Franz-Olivier Giesbert dans sa préface. *Il se pourrait même que ce pays démocratique, libéral et pro-occidental devance la Chine qui, tôt ou tard, devra faire face à de graves problèmes sociaux et économiques. D'ailleurs, les Américains sont en train de miser politiquement sur l'Inde, non seulement pour contrebalancer la puissance chinoise en Asie, mais aussi parce qu'ils*



réalisent combien le sous-continent indien, à la croisée du Tibet, du Pakistan, de l'Afghanistan et de la Birmanie, est un pays d'une immense importance géostratégique. » Une analyse discutable, mais un petit livre qui vaut le détour car écrit par un écrivain et journaliste

qui a été correspondant en Inde et en Asie du Sud du « *Figaro* » durant huit ans. Il est aujourd'hui le rédacteur en chef de la « *Nouvelle Revue de l'Inde* ».

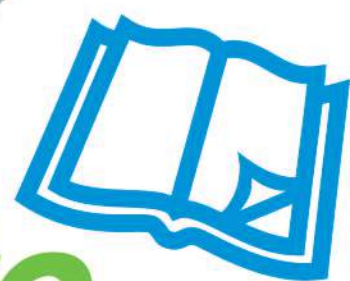

« *Quand l'Inde s'éveille, la France est endormie* », par François Gautier - Éditions du Rocher, collection Documents (20 septembre 2012), 155 pages, 15,90 euros.

Gérer efficacement la diversité dans l'entreprise

Pourquoi certains expatriés réussissent mieux leur intégration dans l'entreprise que d'autres ? Peut-on parler d'intelligence culturelle ? Qu'est-ce qu'une équipe multiculturelle ? C'est à ce genre de problématiques, auxquelles de plus en plus d'entreprises se trouvent confrontées, que Virginia Drummond, professeur de management international des ressources humaines, tente de répondre. Elle-même ayant la double nationalité brésilienne et française, elle prépare les managers internationaux à leur future expatriation. Car si la mondialisation des marchés a pu nourrir l'illusion d'un monde sans frontières, les différences culturelles persistent au sein des équipes. Et leur impact sur la performance de l'entreprise est désormais reconnu par tous ! Dès lors, appréhender les différentes cultures de ses collaborateurs, reconnaître et déjouer les pièges de relations parfois complexes et adapter son management sont autant de clés pour réussir dans un monde de plus en plus connecté, mais où les différences doivent être prises en compte.



« *Le management interculturel* », par Virginia Drummond - Éditions Gereso (17 avril 2014) - 237 pages, 20 euros.



myphoto book.mu

***Vous créez votre album...
...et nous l'imprimons !***

C'est facile !

- 1** Téléchargez.
- 2** Placez vos photos.
- 3** Commandez.



Précisprint et  myphoto
book.mu sont des marques de Précigraph

Un tour du nouveau monde à travers quatre vins d'exception

Du Chili à l'Australie, en passant par l'Afrique du Sud, une savoureuse façon de voyager sans avoir besoin de passer les frontières.

* Ashton Kelder chardonnay 2012

La maison vinicole sud-africaine Ashton Kelder a été créée en 1962, dans une région située entre Le Cap et Port Elizabeth. Son chardonnay 2012, en édition limitée, est produit à partir de raisins soigneusement sélectionnés et cueillis à maturité phénolique et conservés à 10°C. Le meilleur jus est transféré dans un récipient en acier inoxydable. Le tout est laissé à fermentation à 13°C pendant quatorze jours. Après fermentation, le vin est alors placé dans des fûts en chêne français pendant quatre mois. Pour assurer l'édition limitée, seuls 1 400 litres de jus non filtré sont alors produits. Ce vin, d'une belle couleur vert-bouteille, démontre une explosion d'agrumes avec des notes de fruits secs. En bouche, les arômes sont corsés, croquants avec un arrière-goût de crème persistante. Ses textures et ses saveurs compenseront la subtilité et l'austérité de sa saveur. Ce vin est idéal pour apprécier tous les poissons ou un curry thaï.



* Kawin sauvignon blanc

Issu de la célèbre « vallée centrale » du Chili, ce vin nous confirme le savoir-faire de ce pays en matière de viticulture. Un caractère spécifique et une note intense qui valent le détour. Placés dans des cagette de 15 kg, les raisins sont transportés entiers jusqu'à la cave où ils sont immédiatement éraflés et foulés puis refroidis pour éviter les oxydations précoces. Le raisin ainsi foulé est introduit dans des presses pneumatiques - toujours pour éviter les oxydations -, et les raisins macèrent avec la pellicule pendant 6 à 12 heures. Le jus est rapidement mis en bouteille pour maintenir sa jeunesse et conserver sa fraîcheur. Le vin arbore une couleur jaune pâle brillante avec quelques reflets verts. Son bouquet est d'une grande finesse, racé, avec de subtils arômes citriques. Les plats de poisson simples, grillés, aux fines herbes sont idéaux pour ce style de vin ; mais il peut aussi s'apprécier seul.



* Ashton Kelder Pascali brut

Toujours en provenance d'Afrique du Sud, ce sauvignon blanc s'affiche avec des bulles et se montre très désaltérant. Il présente une robe jaune pâle avec des reflets verts et brillants qui soulignent sa fraîcheur. Ses raisins cueillis tôt donnent à ce vin son vivant, son croustillant et son acidité rafraîchissante. Ce cru long en bouche laisse apparaître des saveurs de goyave intense, de poivre vert avec des arômes de câpres. Autant de saveurs qui glissent dans la bouche comme si l'on croquait une pomme verte charnue et bien mûre. Ce vin accompagne parfaitement un plat de fruits de mer. Et pourquoi pas une bouchée d'huîtres fraîches ?



* The father in Law (shiraz 2008)

L'Australie regorge de découvertes en matière de vin et ce shiraz 2008 en est une. Il est issu de la « Barossa Valley », l'une des principales régions viticoles du pays, située à 60 km d'Adélaïde. Les raisins récoltés sont laissés à la fermentation en grappe entière et les fruits non broyés. Soumis à des remontages quotidiens tout au long de leur fermentation, les jus sont élevés dans des fûts composés de chêne français et américain pour fournir un équilibre parfait. Ce vin rouge présente une structure équilibrée et des tanins souples. Il accompagnera parfaitement toutes les viandes et particulièrement les barbecues, véritable spécialité australienne.



VINS DISPONIBLES À MAURICE DANS LES BOUTIQUES LE CONNOISSEUR

- Mont Choisy Shopping
Promenade, Grand-Baie,
Tél. : 269 7362
- Palm Square Complex
Coastal Road, Black River,
Tél. : 483 6628
- La Maison du Gourmet
Moka business Centre, Mount Ory, Moka,
Tél. : 433 5652
- E.C Oxenham & CY. Ltd Head-Quarter
Autoroute St-Jean, Phoenix,
Tél. : 696 7950



BULLETIN D'ABONNEMENT

RÉVÉLATEUR D'OPPORTUNITÉS ET D'OPINIONS DANS L'Océan Indien

L'Eco austral



ÉDITION RÉGIONALE



ÉDITION MAURICE

1 AN = 11 NUMÉROS + HORS-SÉRIE

Bulletin à remplir et à retourner
avec votre règlement à :

MAURICE

ÉDITIONS AUSTRALES INTERNATIONALES LTD
8, rue d'Artois
Port-Louis
Tél : + (230) 211 7165
Fax : + (230) 211 56 05
E-mail : ecoaustral@intnet.mu

MAYOTTE/RÉUNION/ MÉTROPOLE/SEYCHELLES

L'Eco austral
Technopole de La Réunion
2, rue Émile Hugot
BP 10003 - 97801 Saint-Denis cedex 9
RIB : BFC 18719 00080 00802670500 62
Tél : 0262 41 51 41
Fax : 0262 41 32 14
E-mail : lapub@ecoaustral.com

MADAGASCAR

L'Eco austral
Immeuble ZEPHIR III
16 Rue Lumumba-Tsaralalana
BP 1722
101 Antananarivo
Madagascar
Tél (fixe) : (+261) 20 22 317 66
Fax : (+261) 20 22 317 88
E-mail : administration@ecoaustral.com

NOM : _____
PRÉNOM : _____
ENTREPRISE : _____
FONCTION : _____
ADRESSE POSTALE : _____

E-MAIL PERSONNEL : _____

TÉL. : _____

FAX : _____

(Pour Maurice, merci de préciser votre BR Number et émettre le
chèque à l'ordre d'Éditions australes internationales Ltd).

Je souscris un abonnement au mensuel L'Eco austral
(11 parutions par an + 3 hors-série), au montant annuel de :

MADAGASCAR : 140 000 ar
MAURICE : RS. 1 800
MAYOTTE : 80 €
RÉUNION : 80 €

SEYCHELLES : 100 €
FRANCE MÉTROPOLITAINE : 100 €
AUTRE : nous consulter

Audi S3 : une bourgeoise en tenue de sport

Pionnière du segment des compactes sportives premium, l'Audi S3 revient plus affûtée que jamais, espérant faire mordre la poussière à la concurrence. Essai...

Par Gilles Michel
gmichel@ecoaustral.com

Peu d'éléments distinguent l'Audi S3 de sa sœur A3. Ici, pas d'ailes démesurément larges ou de boucliers rase-bitume. Son exclusivité se reconnaît à quelques détails subtils, tels que le grillage spécifique de sa calandre, la lèvre de spoiler et les prises d'air supplémentaires de son pare-choc avant, ou encore ses superbes jantes de 18 pouces et ses rétroviseurs couleur alu. Tout est fait pour plaire à la clientèle premium, en général adepte d'une certaine discrétion. Pour l'ultra-sportivité, il faudra attendre la version RS. Quelle que soit la carrosserie (trois portes, Sportback ou berline), la S3 respire l'élégance et la sobriété. Seul l'arrière fait exception, avec ses quatre sorties d'échappement chromées. Le ton est donné !

À l'intérieur, l'ambiance est chic et sportive, avec les sièges sport très enveloppants et le volant à large jante gainé de cuir. La technologie n'est bien entendu pas mise de côté, avec le système multimédia MMI et son écran extraplat de 7 pouces qui sort électriquement et affiche une page d'accueil spéciale S3.



À l'intérieur, l'ambiance est chic et sportive, avec les sièges sport très enveloppants et le volant à large jante gainé de cuir.



Quelle que soit la carrosserie (trois portes, Sportback ou berline), la S3 respire l'élégance et la sobriété.

Comme d'habitude chez Audi, les matériaux sont d'excellente facture et la finition ne souffre aucune critique. Du bel ouvrage.

COMPORTEMENT STABLE ET ÉQUILIBRÉ EN TOUTES CIRCONSTANCES

Techniquement, la nouvelle S3 fait confiance à une configuration qui fait son succès depuis 1998 : un moteur essence 4 cylindres turbo associé à une transmission intégrale Quattro. Pour l'occasion, le 2,0 TFSI a été retravaillé de façon à développer la bagatelle de 300 cv, mais aussi et surtout d'offrir un couple constant de 380 Nm de 1 800 à 5 500 tr/min : quel souffle ! Pour les amateurs de vocalises, le mode « sport » ouvre les valves d'échappement pour laisser s'échapper davantage de bruit. Côté performances, Audi annonce un 0 à 100 km/h en 5,2 secondes avec la boîte mécanique et en 4,8 seconde avec l'excellente boîte à double embrayage S-Tronic. C'est la transmission Quattro bien connue chez Audi qui se charge de faire passer toute la puissance au sol. Et comme à l'accoutumée, elle le fait bien. Quel que soit le profil de la route, l'auto ne subit aucune perte de motricité. Reposant sur la dernière plateforme

MQB du groupe VW, qui au passage lui permet de perdre 60 kg par rapport à sa devancière, la S3 offre un comportement stable et équilibré en toutes circonstances. Rabaisée de 25 mm par rapport à une A3 classique, ses suspensions sont quelque peu durcies mais sans excès, et lui permettent de virer complètement à plat. Un comportement sûr qui permet de profiter sereinement de toute la puissance du véhicule et de s'amuser à son volant même sans être un pilote chevronné.

Avec cette nouvelle S3, Audi repousse encore les limites de la polyvalence. Avec ses trois modes de conduite Confort, Normal et Sport, c'est un vrai caméléon, qui saura combler les attentes de chacun. Malgré ses performances de vraie sportive, elle est tout à fait vivable et utilisable au quotidien, l'aspect pratique en plus dans sa version Sportback à 5 portes.

Proposée chez Cotrans Automobiles à partir de 59 900 euros, elle s'adresse à ceux qui recherchent un véhicule exclusif mais tiennent à garder une certaine discrétion. Pour les amateurs de voitures plus radicales, il faudra patienter jusqu'à la sortie de la nouvelle RS3, qui promet d'être explosive et dont il se murmure que la sortie serait prévue pour 2015. On vous en reparlera...



Holiday Inn

MAURITIUS AIRPORT

Pourquoi ne pas gagner
du temps?

Get'*Inn*

- Trajet de 3 Minutes (700 mètres) de/vers l'Aéroport
- Navette Gratuite à la Demande
- Limousine « avec Accès Wifi Gratuit à Bord » pour Réunions de Travail à Ebène et Port-Louis
- Autoroute à Proximité
- Parking Gratuit



oxo - inedi

Holiday Inn Mauritius Airport, Mon Trésor, Plaine Magnien, Mauritius

+230 601 2700 info@holidayinnairport.mu

holidayinnairport.mu

Audi S3

La puissance n'est
rien sans le style



L'avance par la technologie.

www.audi.re

Audi S3 Sportback 2.0 TFSI 300ch, Cons. mixte de 6,9 l/100 km et émissions de CO2 (g/km) : 162.

Vorsprung durch Technik
Audi

